LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

NUMÉRO HORS-SÉRIE - OCTOBRE 2024

LE SPORT ET LES ARMÉES

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE
HORS-SÉRIE
OCTOBRE 2024

MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE
Ministère des Armées
et des anciens combattants
Secrétariat général
pour l'administration
Direction de la mémoire, de la culture
et des archives
Sous-direction de la mémoire
combattante
Bureau de l'action pédagogique
et de l'information mémorielles
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75700 Paris Cedex 15
Abonnement/résiliation
dmca-cheminsdememoire.redac.fct@
intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Evence RICHARD (DMCA)

RÉDACTEUR EN CHEF
Arnaud PAPILLON (BAPIM)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sophie POIRMEUR (BAPIM)

COMITÉ DE RÉDACTION
Marie-Laurence TEIL (Sous-directrice)
Maurice BLEICHER (BM2C)
Alexandra DERVEAUX (BPLM)
Catherine DUPUY (ECPAD)
Gilles FERRAGU (SHD)
Margot MARIE-CATHERINE (ONaCVG)
Marie-Christine NICOLAS (BPLM)
Guillaume PICHARD (BPLM)
Isabelle SOLANO (SDPC)
Bérénice VALCKENAERE (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE
Paul-Emmanuel ZEVORT (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS
Frédéric GUÉNARD (BAPIM)

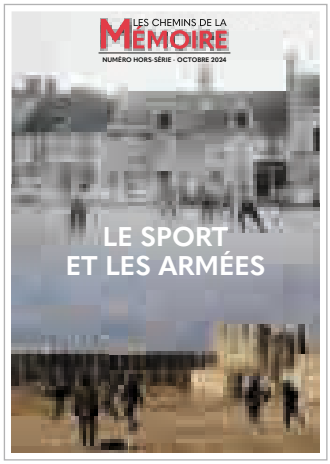
CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION
Alexandra BRIAND-VÉRITÉ (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE
EGCA - Tulle

IMPRESSION ET ROUTAGE
EGCA - Tulle
2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N° ISSN : 1150-70 55
TIRAGE : 23000 EXEMPLAIRES
Dépôt légal : 3e trimestre 2024

Le site Internet *Chemins de mémoire* (www.cheminsdememoire.gouv.fr) propose des dossiers sur l'actualité mémorielle et des articles historiques pour aller plus loin. Retrouvez également les anciens numéros des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique « Histoire et mémoires ».



En haut :
Des soldats participent à une partie de football dans les rues d'Hermonville, 1915.
© Albert Moreau / ECPAD / Défense

En bas :
Des soldats du 501-503e régiment de cavalerie jouent au football avec des soldats de l'armée nationale afghane, 2009.
© Arnaud Roiné / ECPAD / Défense

SOMMAIRE

Éditorial **5**

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

Les leçons de la défaite de 1870 : le développement de la pratique sportive dans les armées françaises **8**
Sylvain VILLARET

Le gymnaste, soldat de demain : les sociétés de préparation militaire de la Belle Époque **14**
Lionel PABION

Officiers aviateurs et sportsmen à la Belle Époque : quand la compétition sportive pour la maîtrise du ciel faisait rage **18**
Luc ROBÈNE

Le sport dans la Grande Guerre **22**
Paul DIETSCHY

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

Former les corps et les esprits : le sport au service des régimes totalitaires **28**
Benjamin GALAND

Le sport pendant la « Drôle de guerre » : occuper les soldats ? **34**
François COCHET

Endoctrinement et pratique sportive **38**
Christophe PÉCOUT

Sportifs et militaires aux États-Unis **42**
François DOPPLER-SPERANZA

3 SOLDATS SPORTIFS

L'ECPAD et la fabrique médiatique du sport aux armées 48
Gaël FERNANDEZ

Du bataillon de Joinville à « l'armée de Champions » 50
Capitaine (en retraite) Bernard VÉRÉ
Commandant Erwan LEBRUN

La reconstruction par le sport des militaires blessés 54
Arnaud DAVIRÉ

Les blessés militaires français aux *Invictus Games* 58
Capitaine Fabrice MARTIN

Pratiques sportives et formation militaire : le cas italien 60
Angela TEJA
Rosalba CATACCHIO

4 CULTIVER LE LIEN ARMÉE-NATION

Les Journées sport armées-jeunesse : promouvoir l'esprit de défense 64
Capitaine de vaisseau Bertrand de LORGERIL

***Citius, altius, mortuus*. Les pratiques mémorielles entourant les sportifs tués lors de la Grande Guerre** 66
Camille MORATA

Marcel Communeau, un champion-soldat au-dessus de la mêlée (1885-1971) 72
Stanislas FRENKIEL
Brahim MECHMACHE
Williams NUYTENS

La Fédération des clubs de la défense 74
Général de division Anne-Cécile ORTEMANN

ÉDITORIAL

Citius, altius, fortius. Plus vite, plus haut, plus fort. Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont parfaitement illustré cette formule et ont été particulièrement riches en émotions et en partages.

Émotions bien sûr liées aux compétitions et, pour reprendre les propos d'Albert Camus, par ailleurs lui-même grand amateur de football, à « la glorieuse incertitude du sport ». Partages, surtout, autour des valeurs fraternelles de l'Olympisme : égalité, respect de l'adversaire, don de soi, détermination et courage.

Ces valeurs, qui fondent aussi en partie notre pacte démocratique, dépassent largement le cadre sportif. Les armées, parce qu'elles incarnent la nation et garantissent, *in fine*, sa protection et sa survie, les partagent évidemment.

Ce hors-série des *Chemins de la mémoire* le rappelle. En présentant le lien étroit existant entre le sport et les armées, il analyse l'importance que l'institution militaire lui accorde et la fonction qu'elle lui reconnaît, tant dans la formation physique du soldat et dans son entrainement que, le cas échéant, dans le parcours de reconstruction survenant au lendemain d'une blessure.

C'est donc une mise en perspective historique qui vous est proposée dans ce numéro, partant des lendemains de la défaite de 1870 pour aller jusqu'à nos jours, mais c'est aussi une réflexion plus générale sur la manière dont les valeurs sportives sont cultivées, et illustrées par les forces armées, au profit des soldats et du corps social dont ils sont issus. Sportifs, militaires et citoyens, partageant les mêmes principes, en viennent ainsi à se confondre. Ils mettent le sport au service de leur développement, s'appropriant de fait le but ultime de l'Olympisme : la promotion d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine.

Les nombreux auteurs qui ont gracieusement contribué à ce numéro, civils et militaires, y ont aussi participé à leur mesure. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Bonne lecture.

Evence RICHARD

Directeur de la mémoire, de la culture et des archives

L'Inspection générale des exercices physiques au Prytanée militaire (1888). Charles Crès. Salon de 1889.
© Claude Aubert

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

En 1871, l'issue tragique de la guerre franco-prussienne ouvre une période d'intense réflexion sur les causes de la défaite. Le système politique et militaire impérial a certes failli mais, au-delà, c'est l'état de préparation physique du soldat qui est interrogé : pour nombre de contemporains, le retour de la France dans le concert des puissances implique une meilleure éducation des corps. La promotion scolaire de la gymnastique et la multiplication des clubs sportifs accompagnent dès lors étroitement, dans un pays durablement marqué par « l'année terrible », le développement des sociétés de préparation militaire. La pratique sportive, tout autant que le spectacle du sport, suscitent à la fin du XIXe siècle un engouement croissant auquel n'échappent pas les armées et qui se maintient pendant la Première Guerre mondiale.

Sylvain VILLARET
Maître de conférences en STAPS, TEMOS
(CNRS UMR 9016), Le Mans Université

LES LEÇONS DE LA DÉFAITE DE 1870 : LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE DANS LES ARMÉES FRANÇAISES

En 1871, au lendemain du traité de Francfort, le terrible bilan de la guerre franco-prussienne interroge non seulement l'organisation de l'outil militaire, la préparation physique du fantassin, mais aussi, plus largement, l'état physique de la population française. Quelles grandes leçons tirer de l'expérience désastreuse de la guerre de 1870-71 ?

Infanterie - Exercices dans la cour de la caserne, l'équilibre sur la poutre, vers 1910.
© ECPAD / collection Séeberger frères

Loin de signer la perte d'influence d'une institution qui a failli, la défaite de 1870 ouvre l'armée, et la préparation physique qu'elle organise, à de nouvelles perspectives. Et pour cause, l'humiliation de 1870 nourrit un profond sentiment décadentiste. Celui-ci se décline tant sur le plan moral que physique. Pour nombre de contemporains, plus que l'inadaptation de l'armée française aux formes modernes de conflit, les causes de la débâcle sont à chercher plus largement dans la dégénérescence de la « race française ».

Face à la diversité des propositions de gymnastiques mais aussi à l'implantation croissante du sport en France, la question du choix des exercices physiques à enseigner à la jeunesse, masculine en premier lieu, se pose avec acuité aux responsables tant militaires que politiques et éducatifs. Précisément, quelle place réserver et quels rôles donner aux nouvelles activités physiques venues d'Outre-Manche, les sports en l'occurrence ?

Le tournant éducatif de masse de l'armée

L'armée s'impose alors comme le nécessaire « ferment d'unité qui doit assurer le relèvement moral de la nation » (Eric Desmons). Cette conviction largement partagée, du côté des Républicains comme de celui des Conservateurs, signe le tournant éducatif de l'institution militaire. Selon l'expression du marquis Prosper de Chasseloup-Laubat (1872), rapporteur de la Commission de réorganisation de l'armée, celle-ci est appelée à devenir la « grande école du pays », une école forgeant les corps tout en formant les esprits.

Adoptant pour partie le modèle prussien, cette conception justifie « d'élargir singulièrement les bases sur lesquelles doit reposer désormais l'organisation armée [du] pays » (loi du 27 juillet 1872). De fait, elle signe le passage d'une armée de métier à une armée de conscription. Cette évolution se fait cependant par étapes, scandées par les lois du 15 juillet 1889 et du 27 mars 1905, date à laquelle le service, d'une durée de deux ans, devient universel. Elle conduit donc l'armée à s'adresser, et donc adapter sa préparation physique, à un nouveau public, plus large, plus hétéroclite, plus faible physiquement aussi. Comme le souligne Alain Ehrenberg, l'homme fort n'est plus la référence, ni même l'homme-moyen : ce sont les sujets médiocres qui se retrouvent au cœur de toutes les attentions. Cette position met à bonne distance de l'institution militaire les pratiques sportives, jugées trop élitistes, qui se diffusent alors en France.

Suivant cette volonté de généralisation, « l'arche sainte » (l'armée, la société et la République) incarne un modèle éducatif transversal. L'armée s'ouvre sur la société. Elle se démultiplie, développe ses ramifications sur fond de patriotisme républicain partagé. Plus que jamais, le militaire, l'écolier et le gymnaste doivent marcher main dans la main, unis autour de l'enjeu de formation d'un citoyen qui se définit par son aptitude à défendre la patrie par les armes.

Les bases de la formation militaire doivent ainsi être transmises à l'école, fixées lors du service national, développées ou entretenues au sein des sociétés conscriptives, notamment de gymnastique, d'escrime et de tir. Si la défaite n'invente pas les structures « préparatistes », déjà présentes depuis les années 1860, elle en stimule sensiblement l'essor, porté par la mise en place, en 1873, de l'Union des sociétés gymnastiques de France (USGF).

Une continuité en termes d'entraînement physique se dessine. Elle repose, notamment, sur l'usage, plus ou moins adapté, d'une même gymnastique : celle en vigueur dans l'armée, formalisée au sein de l'École normale de gymnastique de Joinville-Le-Pont (1852) et intégrée dans les manuels militaires. Sous la plume de Jules Simon, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, paraissent en 1872 plusieurs textes visant à dynamiser la pratique de la gymnastique et des exercices militaires dans l'enseignement secondaire, mais, fait notable, au sein également de l'école élémentaire. Les effets sont cependant limités. Ce relatif échec tient non seulement à une assise culturelle de la gymnastique encore fragile, mais aussi aux hésitations et atermoiements des gouvernements qui se succèdent. Les financements manquent.

C'est donc avec l'arrivée au pouvoir en 1879 de la gauche républicaine et la stabilisation du régime politique né en 1870 que le thème de la revanche comme l'un des ferments de la nation et de la République finit par s'imposer. L'unité en matière de formation physique entre armée, école et sociétés de gymnastique peut prendre alors véritablement corps.

Fédération des sociétés de gymnastique du 12e corps d'armée, affiche du concours national illustrée par Carl Happel, 1897.
© Bibliothèque nationale de France

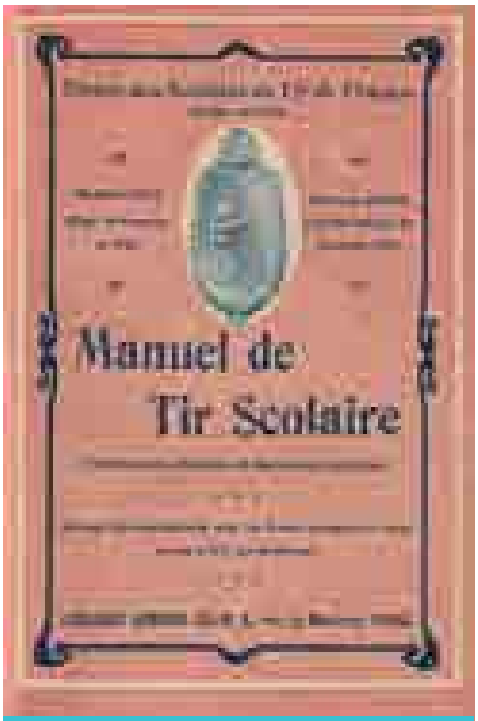
1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

LE SPORT DANS L'OMBRE DE LA GYMNASTIQUE (1880-1900)

Avec les Républicains opportunistes aux manettes, on entre de plain-pied dans le temps du volontarisme concernant la politique adoptée en matière de gymnastique et de préparation militaire. Pour Jules Ferry, la « gymnastique est inséparable de l'éducation militaire [qui en] est le but ». Elle en est tout autant la base que le principe, ce qui justifie de faire de l'instituteur « un professeur des exercices militaires ». On retiendra tout particulièrement le vote de la loi George, le 27 janvier 1880, généralisant, après le secondaire en 1869, l'obligation de l'enseignement de la gymnastique à toutes les écoles de garçons. On retiendra encore la mise en place, par le décret du 6 juillet 1882, des éphémères bataillons scolaires - ils seront finalement supprimés en 1892. Enfin, on ne saurait négliger le soutien financier considérable apporté par l'État et les collectivités aux sociétés conscriptives. Cet engagement révèle, *in fine*, la centralité des enjeux de militarisation dans le projet républicain. Une centralité qui se prolonge bien après que les Républicains opportunistes auront quitté le pouvoir.

Dans ce contexte, l'armée assoit l'enracinement de la gymnastique en France. Et pour cause, depuis 1869 et la création du Certificat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique (CAEG), c'est la seule institution habilitée à préparer à ce diplôme exigé par les établissements scolaires. Elle fournit, de plus, l'essentiel des effectifs des enseignants de gymnastique mais aussi des instructeurs prenant en charge les bataillons scolaires ou les exercices purement militaires enseignés à l'école. D'ailleurs, bien que la gymnastique scolaire soit rattachée au ministère de l'Instruction publique, elle dépend aussi de celui de la Guerre. C'est dire qu'en matière d'éducation physique, l'armée demeure une référence. C'est elle qui porte la « méthode française » de gymnastique, conçue sur la base des propositions de Francisco Amoros et structurée autour d'une « gymnastique d'assouplissement » précédant son homologue « appliquée » (*Manuel de gymnastique*, 1877). Ne perdons pas de vue que la pratique des agrès s'inscrit alors dans une perspective collective et de contrôle qui l'éloigne sensiblement d'une modalité sportive guidée par la performance individuelle. L'exécution simultanée est plus qu'une norme, elle constitue un véritable modèle pédagogique.

À propos du sport, force est de constater qu'il est encore tenu à l'écart. Le *Manuel de gymnastique* du 26 juillet 1877, « approuvé par le ministre de la Guerre », n'en fait pas mention. Il en va de même pour celui qui lui succède le 1er février 1893. Si l'on trouve recommandée la pratique de la natation, celle-ci n'est enseignée qu'à visée utilitaire, focalisée sur le sauvetage de soi et des autres. Même cas de figure pour la canne, le bâton et la boxe française qui relève d'une gymnastique plus qu'autre chose. Au reste, en 1877, ces trois activités sont facultatives pour la troupe. En 1893, elles intègrent la « gymnastique d'assouplissement », ce qui les éloigne de toute perspective sportive.



Ouvrage coédité par l'Union des sociétés de tir de France et le ministère de l'Instruction publique, 1903.
© Union des sociétés de tir de France / Mousquet.net

Le sport, tel qu'il est pratiqué à l'époque, semble encore trop étranger aux principes de discipline, d'ordre, d'esprit collectif, jugés essentiels à la formation du fantassin. Plus encore son caractère excessif, considéré par Pierre de Coubertin comme l'essence même de sa valeur éducative, suscite la méfiance. De fait, si le ministère ne « [songe] nullement à interdire la participation de l'armée aux courses, carrousels, rallye-paper... », il la règlemente pour se garder des « conséquences déplorables qui pourraient résulter pour l'instruction professionnelle de la troupe et pour la conservation des chevaux d'armées, d'un excès d'ardeur et d'un entraînement exagéré » (*La France militaire*, 18 février 1886). Cette disposition prise avec la circulaire du 24 novembre 1874 est ainsi rappelée dans celle du 16 février 1886. Ce rappel à l'ordre témoigne cependant du fait que des officiers toujours plus nombreux cèdent aux sirènes du sport au détriment de la gymnastique promue.

La période 1880-1900 n'est cependant pas exempte d'évolutions, quoique timides encore. Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord parce que la gymnastique scolaire, sur fond de campagne des hygiénistes et de critiques pédagogiques,

s'émancipe progressivement du cadre militaire omniprésent pour se vouer à une approche tout à la fois scientifique et médicale. Un premier tournant est pris avec la publication en 1891 par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du *Manuel d'exercices gymnastiques et de jeux scolaires*. Destiné aux élèves du primaire comme du secondaire, il fait une place accrue non seulement aux jeux mais aussi, pour les plus âgés, aux sports.

La gymnastique scolaire tend ainsi à devenir une source d'influence pour une armée confrontée à une population toujours plus large et plus jeune. De fait, la gymnastique militaire doit, à son tour, prendre un caractère attrayant, sans renoncer à son corset disciplinaire. Cet enjeu porte la perméabilité de l'institution militaire aux jeux et aux sports mais aussi au discours scientifique. Elle l'ouvre aussi à la gymnastique suédoise de Pehr Henrik Ling, plébiscitée par les médecins pour son caractère rationnel, rigoureux et adaptée aux sujets les plus faibles. L'officier doit se transformer en pédagogue, en éducateur, pour jouer pleinement son rôle social.

De la même manière que l'on assiste à l'intégration d'exercices gymnastiques et militaires dans les clubs sportifs, les sociétés de gymnastique se sportivisent. À côté des mouvements « exécutés à l'ensemble » donnant la priorité au groupe, de nouvelles logiques fondées sur la prouesse individuelle, sur la figure du champion, sont à l'œuvre. Les chemins de l'armée et des sociétés de gymnastique tendent à s'écarter. Ce décalage amène l'institution militaire à réfléchir sur ses contenus.

Cette réflexion est aussi portée par l'essor du mouvement sportif lui-même. Après la phase pionnière d'implantation des pratiques physiques anglo-saxonnes du XIX^{e} jusqu'aux années 1880, on entre de plain-pied, à la Belle Époque, dans la phase d'institutionnalisation du sport, marquée par la création de l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA) en 1889 et de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (1898). Il faut d'ailleurs distinguer les prises de position concernant la formation des conscrits de celles relatives aux gradés. À partir du modèle gymnastique, l'armée est progressivement amenée à organiser ses propres concours sportifs et à en parrainer certains, notamment les épreuves hippiques et de tir, jugées favorables à l'amélioration de la race chevaline.

Fruit tardif des leçons de la défaite, on ne saurait enfin oublier l'avènement d'un nouveau modèle de combattant, invalidant le caractère principalement disciplinaire de gymnastique militaire. Confrontée à la nouvelle puissance de feu des armées, la stratégie du choc des troupes paraît désormais dépassée. La figure du fantassin isolé, voire du franc-tireur se dégage progressivement. Pour faire face à la décentralisation du combat, il convient donc d'avoir des soldats aptes à faire

Le concours de tir à Satory. Le général Saussier tirant le premier coup de fusil. *Petit journal supplément illustré*, 25 juin 1892.
© Archives communales de Versailles, 11 Fi 23

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

preuve d'autonomie, de prise de décision. Il apparaît ainsi de plus en plus nécessaire de développer leurs capacités d'initiative et, de ce point de vue, les sports sont vus sous un nouveau jour.

LE COMBATTANT, UN « ATHLÈTE COMPLET » (1900-1914)

Ce n'est cependant qu'à partir du début du XX^{e} siècle que l'on assiste à une accélération sensible de la prise en compte du sport dans l'armée. Une étape significative est d'ailleurs franchie en 1902 avec la parution, le 22 octobre, d'un nouveau manuel et la réforme de l'École de Joinville-le-Pont visant à en faire un centre, non seulement de formation mais aussi de recherche, à vocation internationale, en matière de méthodes *d'éducation physique*.

Le *Manuel de gymnastique* de 1902 vise en effet à réconcilier gymnastique militaire et gymnastique scolaire. Pour ce faire, l'enseignement militaire s'inspire du manuel scolaire de 1891. Il « introdui[t] dans l'armée les jeux de plein air » et ouvre, par là-même, la voie aux sports dans la formation du conscrit. Ne nous y trompons pas. Certains jeux de plein air promus relèvent directement de la pratique sportive.

On fait ainsi cas des « jeux violents et de courte durée » impliquant l'action de courir et de sauter. Parmi l'éventail des possibilités évoquées figurent les courses au clocher, rallyes et consorts. Au reste, si le doute persistait encore, la référence qui est faite au « sport » dans le manuel est loin d'être anecdotique puisque l'armée s'engage, en unissant ses efforts et ses procédés à ceux de l'école, à en propager « le goût dans la nation » à dessein de régénérer la « race ».

Le nouveau règlement de 1910, dit cette fois d'éducation physique, enfonce le clou. Tout en confirmant le recours aux jeux de plein air, à dimension éminemment sportive pour certains, il introduit en sus des gymnastiques éducative et d'application une « gymnastique de sélection ». Elle repose sur l'exécution d'un « travail intense sous une forme attrayante », combinée au fait « d'exciter l'amour-propre ». Fort logiquement, elle comprend « des exercices athlétiques et des sports spéciaux ». Référence est faite au football, au rugby, au hockey, à la lutte, au ski. La liste n'est pas exhaustive. On parle également d'exercices athlétiques aux agrès. Reste que cette gymnastique - qui n'en est plus strictement une - ne concerne que les éléments en bonne santé et ne doit, en aucun cas, porter préjudice « aux aptitudes nécessaires au soldat en campagne ».

Marche de l'Armée, arrivée des concurrents à la Galerie des Machines, Paris 1904.
© Collection Société d'Histoire du Vésinet

Cette ouverture au sport est confirmée par son usage croissant dans la formation des cadres militaires accueillis au sein de l'école de Joinville, en particulier à partir de 1904. On ne saurait d'ailleurs manquer de repérer la floraison de championnats sportifs militaires, tant à l'échelle locale que nationale, stimulée par les initiatives de l'Union Chéron et de l'USGF.

En 1906, la commission militaire de l'USFSA organise le 6 juillet les championnats militaires de courses à pied et de concours athlétiques. On déplore cependant que la participation de soldats se limite à « quelques parcelles du territoire militaire » (Les Sports, 14 juin 1906) conquises à la cause sportive par « des officiers éclairés ». Les Joinvillais ne manquent pas d'ailleurs de s'illustrer dans les compétitions militaires et civiles qui fleurissent alors. La presse s'enthousiasme pour ces héros alliant sens du devoir et sens sportif, comme lors de la Marche de l'Armée qui se déroule le 29 mai 1904 autour de Paris.

Cette perméabilité au sport se poursuit avec l'adhésion de responsables militaires à différentes structures sportives. Il en va ainsi du commandant F. Duponchel, connu pour ses ouvrages sur l'éducation physique dans l'armée, qui fait partie des membres de la Société de gymnastique utilitaire, dite aussi des sports utilitaires, fondée en 1905 par Pierre de Coubertin.

Après 1905, le recours au sport dans l'institution militaire est également sensiblement dynamisé par les propositions de formation physique qui se diffusent depuis l'école de gymnastique de la Marine, localisée à Lorient. En effet, c'est à partir de là que le lieutenant de vaisseau Georges Hébert développe sa *Méthode naturelle* d'éducation physique. Loin de la restreindre aux militaires de « la Royale », son ambition est de l'imposer dans tous les corps d'armée, voire même dans l'école et les sociétés de préparation militaire.

Très critique sur l'importance accordée à la gymnastique suédoise dans la formation du soldat, sa proposition tranche non seulement par le dévêtissement qu'elle impose mais aussi par son caractère éminemment sportif. Les « exercices naturels et utilitaires » s'enchaînent, sollicitant les différents facteurs de la valeur motrice : force, résistance, adresse... La séance est également l'occasion de rétablir « les conditions mêmes de vie naturelle » à dessein de former intégralement l'individu. Avec Hébert s'affirme dans l'armée la figure de l'athlète intégral, complet, complétude sur laquelle repose son utilité sociale, mais aussi, pour le soldat, son efficacité au feu. Hébert présente ainsi sa méthode comme le moyen idéal de former ce nouveau type de combattant dont l'armée a besoin dans les guerres modernes. En 1913, il en brosse les qualités, tout comme celles des officiers-instructeurs qui doivent les forger, dans son ouvrage *La culture virile et les devoirs physiques de l'officier combattant*.

Ce modèle d'individu, et la formation qui en est la source, sont largement médiatisés avec l'organisation par *Le Journal*, en 1912, du concours de l'athlète complet, inspiré des propositions d'Hébert. Il l'est d'autant plus que ce dernier prend en 1913 la direction du collège d'athlètes de Reims, institution visant à préparer les athlètes français en vue des Jeux olympiques de Berlin en 1916. Le parcours d'Hébert et l'écho grandissant obtenu par sa méthode, illustrent alors la perméabilité croissante des cultures corporelles militaires aux sports avant que le premier conflit mondial ne se déclenche.

Couverture de *L'éducation physique virile et morale par la méthode naturelle de G. Hébert*, 1902-1919 [article] / Gilbert Andrieu / Revue historique des Armées, 2002.
© SHD

Lors de la Grande Guerre, le sport poursuit sa trajectoire ascendante au sein de l'armée. Au sortir du conflit, il s'y impose à la faveur des Jeux interalliés de 1919 et participe à son rayonnement. Poursuivant ses missions de recherche en matière d'éducation physique, l'école de Joinville-le-Pont prend aussi les allures de centre de formation d'entraîneurs sportifs et de préparation des athlètes de haut niveau venus y effectuer leur service militaire.

La période 1870-1914 a ainsi jeté les bases de l'enracinement du sport dans l'institution militaire. Avec le temps, l'armée devient si ce n'est « la grande école » mais une des grandes écoles du sport, contribuant sensiblement à son enracinement dans la population française. La figure du héros sportif militaire, tel Jean Bouin, recordman du monde de l'heure, fervent hébertiste, tombé au champ d'honneur en septembre 1914, y puise sa vitalité. ■

Lionel PABION
Agrégé et docteur en histoire,
maître de conférences à l'Université de Rennes 2

LE GYMNASTE, SOLDAT DE DEMAIN : LES SOCIÉTÉS DE PRÉPARATION MILITAIRE DE LA BELLE ÉPOQUE

Dès la fin du XIXe siècle, de nombreuses associations promeuvent le développement de l'éducation physique en la liant à l'instruction militaire. Historien du sport, Lionel Pabion révèle l'ampleur de ce mouvement associatif, revient sur son objectif patriotique mais aussi civique et socialisateur.

Au XIXe siècle, le fait guerrier change d'échelle, avec l'apparition des armées de masse à partir de la Révolution et des guerres napoléoniennes. Les systèmes de conscription se développent alors en Europe, notamment en Prusse et en France. La guerre de 1870 vient consacrer l'efficacité de ce système. Le tournant du XXe siècle est donc marqué par la croissance des effectifs militaires, ce qui aboutit au gigantisme de la Première Guerre mondiale, durant laquelle plus de 70 millions d'hommes portent l'uniforme. La conscription devient ainsi un élément central de la vie sociale en France dès le dernier tiers du XIXe siècle. D'abord amoindri par un système de tirage au sort de « bons » et de « mauvais » numéros en 1872, le service militaire devient de plus en plus universel avec la loi de 1889, mais surtout avec le texte de 1905 qui impose deux ans de service pour tous, à de rares exceptions près. Passer sous les drapeaux devient alors un véritable rite de passage.

Néanmoins, ce système de conscription a un coût énorme, dans la mesure où il s'agit de retenir des centaines de milliers de jeunes hommes dans des casernes pendant plusieurs mois. De surcroît, cette armée de soldats-citoyens ne permet pas à la France de rivaliser numériquement avec la puissance démographique de l'Allemagne unifiée. Nombreux sont ceux qui imaginent des solutions à ce double problème. L'idée d'une armée de milice a par conséquent de nombreux partisans, à l'image de Jean Jaurès. C'est dans ce contexte qu'émergent les sociétés de gymnastique, de tir et de préparation militaire. L'idée est simple : il s'agit de former les jeunes hommes en amont de leur service, dans des associations civiles, grâce à l'éducation physique et à l'instruction militaire, dans le but d'accroître la puissance du pays. Elles sont aussi pensées comme des lieux d'éducation civique et morale. D'abord marginal dans les années 1860-1870, ce mouvement associatif reçoit progressivement le soutien de l'État, et devient massif dans les années 1900, dans le sillage de la loi de 1905.

Un mouvement de masse à la Belle Époque

Les premières sociétés de tir et de gymnastique émergent en France dans les années 1860. La défaite de 1870 donne une impulsion au mouvement. Il ne faut pas toutefois surestimer l'idée de « revanche », qui n'est pas en réalité un large mouvement d'opinion, encore moins une politique effective. Ce sont les républicains qui font véritablement émerger les sociétés de tir et de gymnastique dans les années 1880, notamment par la promotion scolaire de la gymnastique et des pratiques d'enseignement militaire. La loi George rend en principe obligatoire la gymnastique dès l'école primaire dès 1880, tandis que les bataillons scolaires doivent apprendre les rudiments militaires aux adolescents. En dehors du cadre scolaire, les sociétés de tir et de gymnastique reçoivent progressivement un cadre

Les deux faces de la médaille de l'Espérance du Vésinet, société de gymnastique et de tir.
© Collection Société d'Histoire du Vésinet

Pyramide humaine à un festival de gymnastique française dans la région de la Seine, 1899.
© Archives Charmet / Bridgeman Images

légal (instruction ministérielle de 1892) et les premières aides matérielles de l'État, essentiellement par la mise à disposition d'armes et de munitions. On compte, à la fin de ces années, entre 2 000 et 3 000 sociétés de ce type.

Le mouvement s'amplifie après 1905 et change d'échelle. La réduction à deux ans du service militaire rend plus nécessaire, dans l'esprit des parlementaires, cette pré-formation militaire dans un cadre civil. Des projets de loi émergent même pour rendre obligatoire, sans succès, cet entraînement des jeunes hommes. Une instruction ministérielle datée du 8 novembre 1908 institutionnalise pleinement la préparation militaire. Les associations peuvent demander le statut de « société agréée par le ministère de la Guerre », qui permet de recevoir aides et subventions. Un « brevet d'aptitude militaire » est créé, qui octroie certains avantages aux lauréats lors de leur service militaire (choix du corps, avancement plus rapide) en échange d'un entraînement préalable sanctionné par des épreuves physiques (marches, gymnastique, athlétisme) et théoriques. En parallèle, le gouvernement Clemenceau (1906-1909) relance massivement la pratique du tir scolaire. C'est un succès, puisqu'on peut estimer en 1914 entre 7 500 et 9 000 le nombre d'associations de tir, de gymnastique et de préparation militaire, encadrées par de puissantes fédérations, l'Union des sociétés de gymnastique de France (USGF) présidée par Charles Cazalet, l'Union des sociétés de tir de France (USTF) dirigée par Daniel Mérillon, l'Union des sociétés de préparation militaire de France présidée par Adolphe Chéron (USPMF), et la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF) du docteur Michaux, qui organisent chaque année d'impressionnants concours nationaux.

Ce mouvement associatif ne disparaît pas avec la Première Guerre mondiale, contrairement à ce que l'on a longtemps pensé. Le conflit est bien sûr une rude épreuve pour les « préparatistes », puisque les associations sont décimées par la guerre. Mais l'idée de préparation militaire est plutôt dans

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

Concours régional de Seine-et-Oise de 1914, équipe championne.
© Fédération sportive et culturelle de France

l'air du temps, malgré l'essor du pacifisme et la démocratisation du sport. Le nombre de sociétés décline à la fin des années 1920, mais dans les années 1930, à la faveur d'une institutionnalisation de l'instruction physique et du contexte international menaçant, le mouvement connaît un regain. Plus de 3 500 associations pratiquent la préparation militaire à la veille de la Seconde Guerre mondiale – de l'ordre d'une société sportive sur 10, et plus de 50 000 jeunes hommes se présentent aux épreuves du brevet militaire.

Entre pratiques conscriptives, sports et loisirs

La préparation militaire s'institutionnalise donc à la fin du XIXe siècle, en fixant une sorte de programme d'entraînement, qualifié par l'historien Pierre Arnaud de « pratiques conscriptives ». Les sociétés de tir sont les plus nombreuses avant 1914, faisant du tir un sport national. Elles sont scolaires ou post-scolaires, civiles sous la forme d'associations ou bien mixtes, avec la participation des réservistes et des territoriaux. L'organisation de concours annuels est un temps fort de la vie de ces associations. Sur le même modèle, les sociétés de gymnastique ne proposent pas seulement des exercices aux agrès, mais organisent aussi chaque année de grandes fêtes. Le concours national de l'USGF est un spectacle impressionnant, rassemblant plusieurs milliers de gymnastes, avec grand défilé et mouvements d'ensemble synchronisés. Enfin, les sociétés de préparation militaire à proprement parler naissent plus tard, dans les années 1900, en proposant un entraînement global mêlant tir, gymnastique et instruction, dans le but explicite de préparer le « brevet d'aptitude militaire ». Enfin, les patronages de la FGSPF reprennent le même programme, mais dans une perspective catholique, ce qui crée de fortes concurrences entre ces différents types de sociétés.

Néanmoins, ces associations ne sont pas que des lieux d'entraînement physique et militaire. Malgré leur objectif patriotique, les archives associatives suggèrent que des aspects terre à terre comme la gestion de la buvette ou l'organisation de festivités sont fondamentaux. Ce sont avant tout des lieux de sociabilité, organisés autour de rites communautaires, repas, concours, bals, qui rythment la vie collective. Les pratiques conscriptives ont certes un aspect disciplinaire : les gymnastes défilent en uniforme, avec fanfare et drapeaux, dans le but explicite de former de futurs soldats. Pourtant, les jeunes hommes qui s'y inscrivent peuvent y trouver un lieu de divertissement, dans lequel ils fréquentent des gens de leur âge. Dans les campagnes, ce souvent les premiers lieux qui proposent des loisirs dans un cadre associatif. Les instituteurs, et les curés, jouent ainsi un rôle essentiel dans la diffusion de nouvelles pratiques culturelles, centrées sur l'exercice physique.

Avec les années 1900, la gymnastique devient de moins en moins rigide, et s'ouvre aux sports. Le brevet créé en 1908 est essentiellement fondé sur des épreuves athlétiques : courses, sauts, lancers. Mais dans les années 1910, et plus encore dans l'entre-deux-guerres, on voit aussi se diffuser les « sports anglais », à l'image du football. Le rôle des patronages catholiques dans la diffusion de la pratique est bien connu. De l'autre côté, de nombreux clubs sportifs s'intègrent dans ce cadre militarisé. De nombreux clubs de l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA), devenus pour certains des clubs professionnels aujourd'hui, demandent le statut de « société agréée » et ouvrent des sections de préparation militaire. L'hybridation entre sports et pratiques conscriptives est donc courante, à la Belle Époque mais également jusque dans les années 1930.

Une éducation physique militarisée

Les pratiques conscriptives sont donc ambigües, mêlant loisirs sportifs et éducation militaire effective. Il s'agit bien en effet d'apprendre à tirer au fusil Lebel, à marcher au pas (« l'école du soldat » fait partie à l'époque du programme canonique de la gymnastique), à faire de longues marches, à savoir lire une carte, et même à passer des épreuves supplémentaires d'équitation pour servir dans la cavalerie. Si la préparation militaire, avant 1914, reste numériquement marginale rapportée à l'ensemble d'une classe d'âge (environ 50 000 brevets sont distribués entre 1908 et 1914), elle n'en demeure pas moins un phénomène emblématique d'une culture civique et militaire largement diffusée, y compris en dehors des murs de la caserne. Le défilé annuel des gymnastes de l'USPMF dans

Concours national de gymnastique, à l'île Arrault. Vue du défilé de la « Balgentienne », société de tir et de gymnastique de Beaugency, 1912.
© Archives municipales d'Orléans, 2F1384

le jardin des Tuileries devant les plus hautes autorités républicaines, en armes en en uniforme, peut paraître surprenant aujourd'hui, mais montre le lien étroit entre l'armée et la nation de l'époque. On retrouve ainsi, parmi ces gymnastes et ces tireurs, de nombreux jeunes hommes des classes 1900-1914 durement touchés par la Première Guerre mondiale, à l'image du premier mort de la guerre, Jules Peugeot, instituteur et membre de la société de tir de Montbéliard.

Pourtant, au départ, l'armée n'est pas unanimement favorable à cette idée. De nombreux officiers ont peur d'être dépossédés d'une partie du contrôle de l'instruction militaire par ces associations civiles ; d'autres critiques pointent l'inefficacité de cet entraînement, voire son côté contre-productif, à l'image des bataillons scolaires des années 1880, rapidement abandonnés. Les jeunes préparés arrivent au régiment trop sûrs d'eux, et toute l'instruction est à recommencer. Enfin, cet entraînement individuel est finalement peu utile dans les conditions des conflits modernes. Pourtant, c'est au sein du ministère de la Guerre, en particulier avec le sous-secrétariat d'Henry Chéron en 1906-1909, très favorable à la préparation militaire, que s'élabore pour la première fois ce qui ressemble à une politique sportive, avec administration et subventions, dans un but essentiellement militaire.

Il existe aussi un décalage entre les cadres associatifs et les jeunes préparés. Il s'agissait bien pour les promoteurs de ce mouvement de joindre « l'école et le régiment », en proposant l'institutionnalisation, sous la forme associative, d'une éducation civique et militaire de l'adolescence masculine. Les sociétés de gymnastique se présentent comme des écoles de morale, de civisme et de discipline. Les jeunes, au contraire, semblent plutôt motivés par la recherche des avantages accordés par le brevet, au grand désarroi des dirigeants qui critiquent ce calcul intéressé. La fonction de sociabilité de ces associations semble aussi un des facteurs d'attraction, ce qui explique que les adolescents se tournent massivement vers l'offre sportive dans l'entre-deux-guerres. Quant à la discipline, les règlements sévères masquent mal le côté turbulent de la jeunesse, dont on trouve particulièrement des traces lors des fêtes de gymnastique, qui donnent lieu à des voyages dans des villes parfois lointaines et qui ne se déroulent pas toujours dans un ordre parfait.

Après la Seconde Guerre mondiale, la préparation militaire perd beaucoup de son importance. D'abord parce que la puissance des armées ne repose plus exclusivement sur le nombre de soldats, mais aussi de plus en plus sur le matériel. D'autre part, le sport se démilitarise largement, et devient un phénomène massif à partir des années 1960. Enfin, le rapport entre la nation et l'armée est largement remodelé, jusqu'à la fin du service militaire à la fin des années 1990, rendant la préparation militaire préalable marginale, même si elle subsiste par exemple dans la marine. Il n'en demeure pas moins que les sociétés de préparation militaire ont joué un rôle culturel important en France, en formant un premier réseau associatif consacré aux activités physiques et sportives. ■

Luc ROBÈNE
Historien, professeur
à l'Université de Bordeaux

OFFICIERS AVIATEURS ET SPORTSMEN À LA BELLE ÉPOQUE :

QUAND LA COMPÉTITION SPORTIVE POUR LA MAÎTRISE DU CIEL FAISAIT RAGE

Plus vite, plus loin, plus haut, les records des premiers aviateurs s'enchaînent au début du XX^e siècle. Luc Robène, spécialiste de l'histoire du sport et de la conquête de l'air, nous invite à découvrir le destin de certains d'entre eux, concepteurs, aventuriers et militaires, esquissant ainsi les prémices de l'armée de l'Air.

À la veille de la Grande Guerre, l'expérience encore jeune que les militaires ont de la pratique des aéroplanes doit beaucoup au cadre compétitif et sportif dans lequel éclôt et se développe initialement l'aviation. Le phénomène n'est pas contingent. Car si personne n'envisage encore clairement le devenir des nouvelles machines, il ne fait en revanche aucun doute que l'aviation puisse être un sport : « Le plus sûr des sports » écrit avec optimisme le pionnier Henry Farman en 1913. Ainsi, au moment où le plus lourd que l'air devient une réalité tangible, après le saut de puce de Santos-Dumont sur la pelouse de Bagatelle (1906), alors que personne en Europe ne connaît les premiers succès des frères Wright aux Etats-Unis (1903), les pilotes deviennent les champions d'un nouveau « sport », jalonné de prouesses mais également, bientôt, de morts violentes.

Un cadre culturel spécifique prend forme : la course aux records permet de prendre la mesure des capacités des nouvelles machines pendant que le sport moderne, déjà marqué par l'essor du cycle et de l'automobile, trouve dans l'élan aéronautique de nouveaux espaces pour de nouvelles performances. Aux premiers exploits isolés succèdent les premiers meetings aériens et les vols de ville à ville, ainsi que d'audacieuses traversées aériennes, comme les survols de la Manche (Blériot, 1909), des Alpes (Chavez, 1910), de la Méditerranée (Garros, 1913). Des circuits aériens extraordinaires, encore impensables quelques années auparavant, voient le jour. Les quotidiens nationaux et régionaux s'appuient sur la nouveauté et le caractère stupéfiant de l'aviation naissante pour augmenter leurs tirages, devenant souvent eux-mêmes les principaux promoteurs de cette compétition, à travers la création d'épreuves retentissantes. Une fièvre aviatrice saisit l'ensemble de la société, désormais happée par les vertiges de la vitesse, des altitudes et par l'accélération brutale du monde.

Première traversée de la Manche par l'aviateur français Louis Blériot le 25 juillet 1909.
© Albert Harlingue / Roger-Viollet

Le capitaine Ferdinand Ferber sur son biplan n°9 à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), en 1908.
© Roger-Viollet

Cependant, l'armée donne le sentiment de ne pas adhérer totalement à ce projet. Dans la réflexion que l'État-major mène sur l'utilisation du ciel, l'aéroplane ne concurrence pas encore les ballons ou les dirigeables. Quand bien même les prouesses des aviateurs émerveillent le public, les principaux responsables restent sceptiques. La presse attribue ainsi à Foch, venu assister au Circuit de l'Est en août 1910, une remarque lapidaire : « *Tout ça c'est du sport ! L'aviation pour l'armée c'est zéro* ». C'est pourtant bien dans le tourbillon particulier des « sports de l'air » que surgit et s'affirme la figure singulière de l'officier aviateur, défrayant la chronique sportive et comptant bientôt parmi les plus chevronnés des pilotes et des coureurs de prix.

Du capitaine Ferber à l'aviateur de Rue : les ailes de l'exploît

La conquête aviatrice, qui mène de l'expérience à la performance, commence avec Ferdinand Ferber (1862-1909). Ce brillant polytechnicien, officier d'artillerie, est nommé professeur à l'École d'application de l'artillerie et du génie de Fontainebleau en 1897, puis il intègre en 1904 le laboratoire central des recherches relatives à l'aérostation militaire de Chalais-Meudon. Ferber connaît les expériences réalisées par Otto Lilienthal qui, entre 1893 et 1896, accomplit plus de deux mille vols planés avant de se tuer lors d'un essai. Convaincu de la justesse des travaux de l'ingénieur allemand, il devient à son tour un expérimentateur passionné par la question du plus lourd que l'air. Après avoir pris contact avec Octave Chanute qui avait indiqué aux frères Wright les travaux de Lilienthal et les avait conseillés pour leurs propres expériences, Ferber construit un premier appareil en 1898. A partir de 1901, il entreprend à Nice, où il a été muté, de construire des planeurs qu'il motorise et teste sur un manège de sa conception. Avec la stabilité de l'appareil, la force motrice devient la principale préoccupation de l'officier, qui cherche à améliorer la puissance de ses machines. Les essais qu'il entreprend lui permettent de perfectionner ses prototypes, et un premier décollage a lieu à Meudon, le 27 mai 1905, sur son n°6. Puis les expériences s'enchaînent. Mais en novembre 1906, son aéroplane n° 8, qu'il n'a pu remiser dans un hangar, est détruit par la tempête. Il lui faut attendre deux longues années pour faire construire par la société Antoinette son dernier appareil, le n° 9, avec lequel il réalise quelques vols en juillet 1908, à Issy-les-Moulineaux.

Durant l'été 1908 Ferber accomplit une série de vols de plus en plus longs et, le 15 septembre, il parvient à voler sur une distance record de 9,65 km en 9 minutes. Le titre des travaux qu'il publie alors, « *Les débuts de l'aviation. De crête à crête, de ville à ville, de continent à continent* » (1909) dit assez les espoirs que l'officier place dans le développement de l'aviation. Mais Ferber est un pragmatique, et il lui faut prouver par l'expérience la justesse de ses idées. Echaudé par les déboires qu'il a eus avec sa hiérarchie, et soucieux de ne pas nuire à l'armée, il se met en congé provisoire et il choisit un pseudonyme pour écrire et voler librement. Devenu « l'aviateur de Rue », Ferber peut s'engager sans encombre dans le circuit des performances et participer aux grandes compétitions aéronautiques et sportives qui passionnent le pays.

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

Le 22 septembre 1909, confiant, il participe à la Semaine de Boulogne-sur-Mer. Mais lors de ce meeting aérien, alors qu'il effectue une démonstration, son appareil capote accidentellement à l'atterrissage et le malheureux pilote meurt écrasé par son moteur. La presse lui rend un hommage appuyé : « *Il avait consacré à l'aviation toute son intelligence, toute sa science, tout son courage.* » écrit l'Aérophile le 1er octobre 1909.

Félix, Albert, Henry et les autres : un jour aux « courses aériennes »

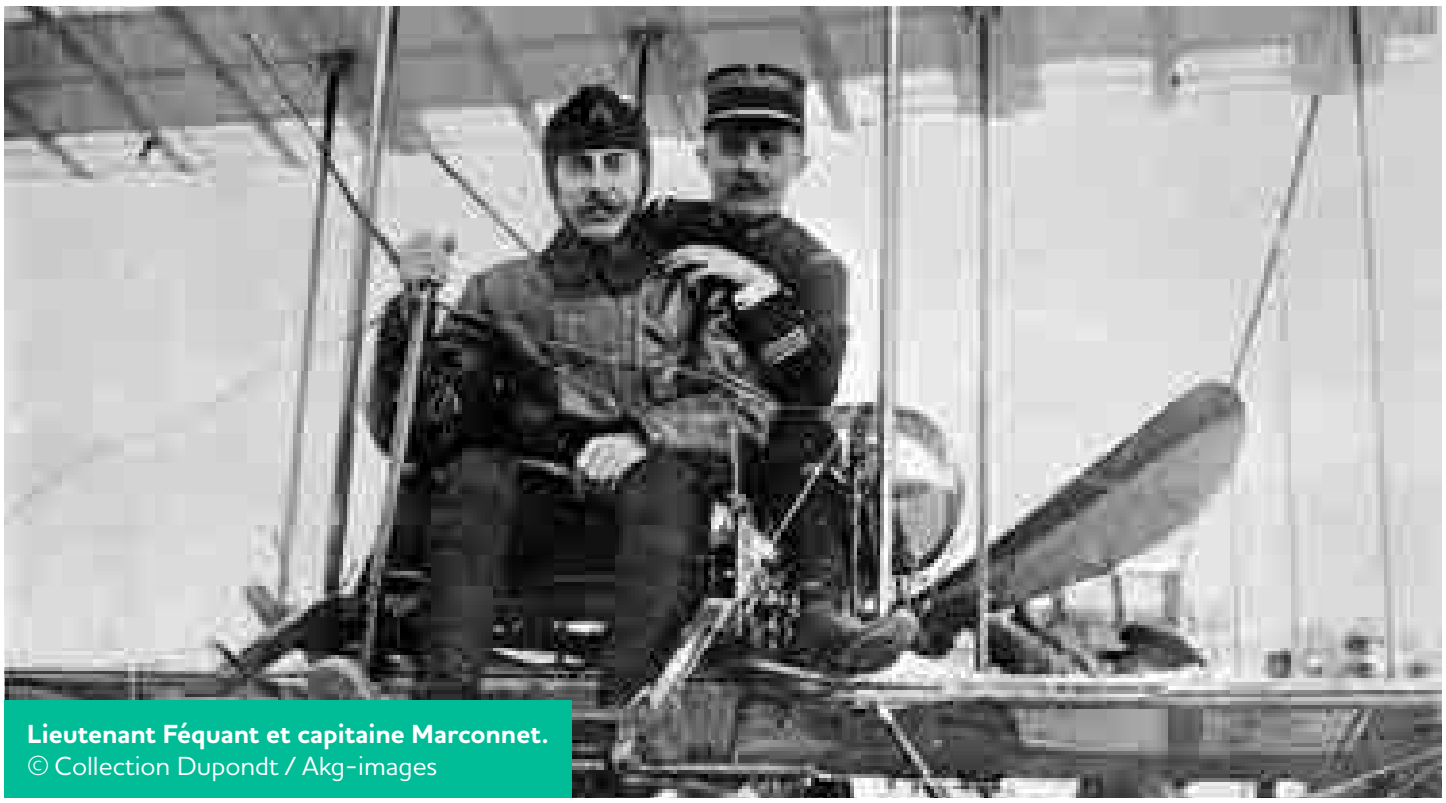
Ferber disparaît au moment même où l'armée se décide à acheter ses premiers appareils. D'une certaine manière, la perte brutale de ce pionnier donne un sens à l'investissement militaire. Alors que Ferber, premier officier à être breveté par l'Aéro-Club de France, pensait desservir l'armée en s'engageant dans des meetings sportifs, le général Roques, directeur du Génie au ministère de la Guerre, devenu en 1910 le premier Inspecteur permanent de l'Aéronautique, développe l'idée d'un corps d'aviateurs militaires qu'il faut confronter aux réalités sportives du temps. À partir de décembre 1909, sous son impulsion, l'armée recrute par vagues successives des volontaires pour devenir pilotes. Dix officiers sont choisis parmi les différentes armes (artillerie, infanterie, infanterie coloniale, génie) et dirigés vers les écoles civiles de pilotage. En janvier 1910, un deuxième contingent de pilotes volontaires est formé. Par la suite, chaque semestre, de nouveaux officiers de toutes armes, puis des sous-officiers, sont admis à leur demande en école de pilotage. Roques encourage les aviateurs militaires à s'engager dans les concours. Rapidement, ces hommes marquent l'actualité sportive : les lieutenants Félix Camerman, Albert Féquant, Henry Rémy s'illustrent dans les grands meetings aériens de 1910. Certaines épreuves apparemment purement civiles, comme le Circuit de l'Est (organisé par le quotidien *Le Matin*, 1910) ou le Circuit Européen (organisé par le quotidien *Le Journal*, 1911), sont en réalité noyautées par les officiers aviateurs qui viennent affronter, en service commandé, les champions reconnus. Ces compétitions permettent à la fois d'éprouver les hommes et les machines, de participer à des épreuves qui comptent pour le brevet militaire, de rendre visibles l'emprise et l'excellence de l'armée sur le domaine aérien : le record du monde de distance est établi le 9 juin 1910 par le lieutenant Albert Féquant et son observateur, le capitaine Charles Marconnet. La compétition sportive, la victoire, la gloire, le face-à-face permanent avec le danger et la mort, inscrivent l'ensemble des pilotes, civils et militaires, dans un « héroïsme aviateur » commun : la première journée du Circuit de l'Est, perturbée par la foule enthousiaste (plusieurs centaines de milliers de spectateurs), est endeuillée par la mort accidentelle de trois concurrents, dont un aviateur militaire, le lieutenant Princeteau.

Portrait de Pierre Roques, général et homme politique (1856-1920).
© Collection Dupondt / Akg-images

Cette convergence des sportsmen et des officiers au cœur des épreuves montre à quel point la compétition et la réalisation de performances techniques et sportives constituent le véritable centre de gravité du développement aéronautique avant 1914.

De Paris à Pau en aéroplane : la gloire sportive du capitaine Bellenger

Dès les années 1909-1910, chaque région de France connaît ses « journées » ou « semaines » d'aviation. Le nombre croissant de ces manifestations multiplie les opportunités d'établir des records et rend plus évidente l'inscription des militaires dans la course aux trophées. Les comités d'organisation ont en effet à cœur de réunir l'élite des pilotes et de proposer, à côté des épreuves civiles, des concours réservés aux officiers. Parfois même, ces compétitions mêlent, sans distinction, civils et militaires, à l'image du « Prix de la vitesse » disputé lors de la Grande semaine d'aviation de Bordeaux (9-18 septembre 1910), qui suscite l'enthousiasme des foules, comme le souligne la presse locale : « *Le public ne cessa de s'intéresser aux prouesses du lieutenant Camerman (passager le sapeur Deville), du lieutenant Féquant (passager lieutenant Clerc), du lieutenant Rémy (...)* ». À cette occasion, le président de la République Armand Fallières, alors en visite officielle dans la région, ne manque pas de venir saluer l'ensemble des pilotes civils et militaires.



Lieutenant Féquant et capitaine Marconnet.
© Collection Dupondt / Akg-images

Le public se passionne également pour les prouesses accomplies lors du « cross-country aérien » de Bordeaux-Arcachon (88 km aller-retour). Et ce ne sont pas moins de cinq pilotes militaires (Byasson, Camerman, Rémy, Girard, Féquant) qui partent reconnaître le trajet en voiture, écrit le quotidien *La Petite Gironde*, avec l'espoir de se lancer dans l'aventure aérienne. Mais l'épreuve est finalement remportée par un civil, l'aviateur Morane.

Ce type de raid donne la mesure des défis qui, désormais, projettent les aviateurs hors des villes, dans des courses effrénées. Dès la fin de l'été 1910, pour la première fois, le trajet aérien Paris-Bordeaux a été couvert par Jean Bielovucic en plusieurs étapes. À peine le public s'est-il familiarisé avec la portée cet acte inouï, qu'une nouvelle performance s'impose. Un aviateur militaire, le capitaine Georges Bellenger, parvient à relier Paris à Pau en faisant étape dans la région bordelaise, à Croix-d'Hins (1-3 février 1911).

L'exploit de Bellenger, dont la mission consistait, officiellement, à rejoindre les officiers aviateurs Conneau (dont le pseudonyme en aviation est André Baumont), de Rose, Malherbe et Princeteau, alors en formation chez Blériot, intègre le palmarès des records sportifs. La performance est encensée par l'ensemble de la presse généraliste et fait la une des feuilles sportives. La figure du pilote militaire se confond dès lors avec celle du champion.

La Belle Époque de l'aviation

A la veille de la guerre, l'aviation militaire, encore embryonnaire, bénéficie incontestablement de la dynamique impulsée par le sport ; dynamique à laquelle les officiers aviateurs prêtent leur concours en venant challenger les sportsmen sur les champs d'aviation ou lors de grands raids. Les militaires trouvent dans cette course aux records le moyen d'acquérir des compétences et d'éprouver leur maîtrise du vol.

Symétriquement, dès 1910, de nombreux sportsmen aviateurs viennent enrichir le potentiel militaire dans le cadre de la conscription. Les grandes manœuvres de Picardie, en 1910, sont l'occasion pour les champions Brindejonc des Moulinais ou Védrines de mettre leur expérience au service d'une stratégie aéronautique encore en devenir (observation aérienne, réglage des tirs d'artillerie).

Il est vrai que nul ne songe encore à la chasse aérienne. Celle-ci ne sera pensée et organisée qu'au cœur du premier conflit mondial. Et même si, en 1912, l'armée invente l'aéronautique militaire, étape importante qui préfigure plus lointainement la création de l'armée de l'Air en 1934, pour l'heure, la Belle Époque de l'aviation est encore celle des compétitions sportives au cœur desquelles officiers et sportsmen concourent librement, pour offrir avec panache le meilleur d'eux-mêmes dans les airs. ■

Paul DIETSCHY
Historien, professeur d'histoire contemporaine
à l'Université de Franche-Comté

LE SPORT DANS LA GRANDE GUERRE

En 1914, la mobilisation n'épargne pas les athlètes et marque l'arrêt de toutes les compétitions. Pourtant, la pratique sportive ne disparaît pas avec la guerre : que ce soit loin du front ou à sa proximité immédiate, dans un cadre militaire ou civil, le sport sert autant à exalter la fibre patriotique qu'à oublier la guerre ou rappeler la mémoire des camarades disparus. L'historien Paul Dietschy nous éclaire sur cette période qui ouvre l'ère du sport moderne.

Le 15 décembre 1917, *La Vie au Grand Air* proposait à ses lecteurs une double page représentant la mobilisation des « armées sportives de France, d'Angleterre et d'Allemagne ». Sur une carte de l'Europe du Nord-Ouest étaient figurées de part et d'autre de la ligne de front des unités d'athlètes, de cyclistes, de gymnastes, d'aviateurs ou d'automobilistes. Il s'agissait autant pour le périodique sportif créé en 1898 de vanter le rôle du sport dans la préparation des soldats à la guerre que de filer une dernière fois la métaphore du « grand match » qu'aurait été le conflit. Une représentation formulée dès le 3 août 1914 par Henri Desgrange, le directeur du quotidien sportif *L'Auto*, qui était de moins en moins employée après avoir été rapportée à la violence extrême des combats. Toutefois, la carte d'un front sportif renvoyait aussi à une dimension de la vie des soldats, souvent les plus jeunes, celle d'une pratique sportive se déployant des premières lignes à l'arrière-front et d'exercices physiques, dont les différents états-majors firent un usage progressif pour encadrer la troupe.

L'ENTRÉE EN GUERRE DES SPORTIFS

Sur le continent, fédérations sportives et clubs rejoignent immédiatement l'élan patriotique. Les compétitions de la saison à venir sont annulées ; stades et gymnases sont mis à disposition des forces armées. Pierre de Coubertin, qui avait promu le pacifisme par les Jeux olympiques, fait paraître le 4 janvier un « Décalogue » dans le quotidien Excelsior. Il prétend placer la jeunesse française devant ses responsabilités et l'invite à faire triompher « la civilisation française ». En Italie, les milieux sportifs, notamment *La Gazzetta dello Sport*, participent activement à la campagne pour l'intervention dans la guerre au printemps 1915. Une fois la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne obtenue lors du « mai radieux », le quotidien sportif milanais invite ses lecteurs à accomplir leur « devoir ». Le seul bémol vient du pays où a été inventé le sport. Si les athlètes et rugbymen issus des *public schools* et des

Tombe de Jean Bouin, coureur olympique et joueur de rugby à XV français, tué au combat à Xivray, 1915.
© Akg-images / World History ArchWHAive (WHA)

universités de Cambridge et d'Oxford répondent immédiatement à l'appel du roi George V, les footballeurs professionnels et leurs supporters se montrent plus réservés dans un pays où la conscription n'est établie qu'en 1916. Il faut des appels au patriotisme et à la virilité pour que les clubs professionnels, qui sont aussi des entreprises, mettent entre parenthèse leurs activités. Pour les joueurs et les supporters, sont constitués des bataillons de footballeurs. Sur le front, les sportifs sous l'uniforme ont vite compris que la guerre n'avait rien à voir avec le sport. À la fin du mois de septembre 1914, Jean Bouin, la vedette de l'athlétisme français, médaillé d'argent à Stockholm et recordman de l'heure, est tué par des éclats d'obus dans la Meuse. La presse commence à réciter la longue litanie des sportifs morts pour la patrie.

Le sport des premières lignes à l'arrière-front

Partis dans la précipitation de la mobilisation, les sportifs n'ont pas toujours eu le temps d'emporter avec eux ballons et gants de cuir. Dès que le front commence à se stabiliser au mois de novembre, ils écrivent aux périodiques sportifs encore en activité pour en recevoir. *L'Auto* et l'hebdomadaire *Sporting* mènent des campagnes ou lancent des souscriptions en faveur du « ballon du poilu ». Les carnets, journaux et lettres de soldats rendent compte de terrains et d'équipements de sport aménagés jusqu'aux abords des premières lignes. Le journaliste et brancardier Henri Dispan de Floran installe une barre fixe dans un boyau ; le tonnelier et caporal Louis Barthas évoque des parties improvisées de rugby dans une cuvette située derrière la première tranchée et à proximité immédiate des lignes allemandes. Des officiers organisent des fêtes sportives comprenant épreuves d'athlétisme, tir à la corde, jeux de ballon lorsque les troupes sont repliées au cantonnement. On forme des équipes de football représentant une compagnie ou un régiment. Les journaux de tranchées suivent ces rencontres. Dans la ville de Commercy (département de la Meuse) un *Poilu's Park* est progressivement aménagé. Outre des salles de concert ou de théâtre, il propose aussi un vélodrome, un terrain de football, des salles de boxe, d'escrime et de lutte ou encore un boulodrome. En la matière, les alliés britanniques ont installé très tôt ce type de lieu récréatif pour les *tommies* afin qu'ils puissent retrouver sur le sol français les plaisirs récréatifs de la mère-patrie. Certains historiens estiment même que la pratique et le spectacle du sport, associés à celui du cinéma ou du music-hall, ont évité à l'armée britannique de connaître les mutineries qui ont affecté l'armée française au printemps 1917. De son côté, l'état-major allemand a aussi fait installer des équipements sportifs derrière les tranchées fortifiées qu'il fait édifier.

***Une* du magazine sportif *La Vie au Grand Air* du 15 décembre 1916.**
© Musée national du Sport

Le temps du sport pour oublier la guerre

Il n'en reste pas moins que le sport ne semble pas avoir eu d'effet particulier sur la combativité des hommes. Pratiquer le sport, parfois le découvrir, consent un instant d'abolir la hiérarchie militaire. Les sportifs d'avant-guerre trouvent l'occasion de briller à nouveau. Les rencontres avec les équipes des unités britanniques permettent aux poilus-footballeurs de se frotter aux maîtres du football. Le plaisir du jeu prime et devient pour certains une obsession, ce dont se plaint amèrement le général anglais Douglas Haig. Pour cette raison, lors de l'offensive de la Somme, la geste du capitaine Nevill, partant à l'assaut des tranchées allemandes avec ses hommes en shootant dans des ballons de football est largement glorifiée jusque dans la presse illustrée française. Mais la réalité est autre. Les différentes expériences sportives, narrées dans ses

1 LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

Extrait *Le Miroir*, 6 août 1916, page 16, Le football du capitaine anglais Noville.
© Bibliothèque nationale de France

carnets par l'étudiant en médecine Lucien Laby, montrent comment l'enthousiasme patriotique initial s'érode vite et que le sport sert d'échappatoire au quotidien mortifère du service de santé. Un autre carabin, Louis Maufrais, raconte dans ses carnets que, rentrant de permission, il est entraîné par ses camarades dans une partie de football. Celle-ci est disputée avec acharnement dans le secret espoir de se faire mal et de sortir ainsi un moment de la guerre par une « fine blessure » sportive.

Demeurer un champion dans les airs

Dans les années d'avant-guerre, l'aviation est l'un des sports les plus prisés des foules et des sportifs. Dans ses mémoires, Roland Garros raconte ses tournées et l'invention de combats simulés avec ses camarades. Très vite, la guerre aérienne devient une réalité et ce sont les champions des airs à l'image d'Adolphe Pégoud, le créateur du *looping*, ou de Marcel Brindejonc des Moulinais, qui inventent les différentes missions des forces aériennes : observation, chasse et bombardement. Dès le déclenchement de la guerre, les sportifs veulent être versés dans l'aviation. C'est le cas du boxeur Georges Carpentier, héros national et star internationale de la boxe, qui devient pilote d'observation au-dessus des champs de bataille de Verdun en 1916. Ce sont aussi Octave Lapize, vainqueur du Tour de France 1910, le pilote automobile Georges Boillot, le nageur et futur cinéaste Henry Decoin. L'escadrille N 77 est surnommée « l'escadrille des sportifs » en raison du nombre de sportsmen et champions qui en sont membres. Toutefois, les plus grands aviateurs français René Fonck et Georges Guynemer (75 et 53 victoires) ne sont pas issus des milieux sportifs, même si la quatrième place dans le palmarès des as est occupée par un international de rugby, Maurice Boyau, avec 35 avions abattus. Demeurer un champion dans les airs a aussi un prix. Boillot, Boyau, Brindejonc des Moulinais, Garros, Pégoud et Lapize meurent pour leur patrie.

La reprise du sport à l'arrière

De même que les théâtres et autres salles de spectacle rouvrent en 1916, les vélodromes et stades retrouvent alors leurs spectateurs. Tous les dimanches, selon la saison, les courses cyclistes sont organisées au Parc des Princes et au Vélodrome d'hiver. L'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA) lance la Coupe de l'Espérance disputée par des équipes composées de jeunes pousses renforcées par des permissionnaires et des affectés sur place. La première édition est remportée en 1916 par le Stade Toulousain et est suivie par des supporters passionnés. Le ballon rond inaugure pendant la guerre sa compétition la plus populaire, la Coupe Charles Simon, devenue ensuite Coupe de France. Destinée à honorer la mémoire de ce dirigeant du sport catholique tombé à Arras en 1915, cette épreuve, qui prend pour modèle la Coupe d'Angleterre, est disputée pour la première fois pendant la saison 1917-1918. Y participent 48 équipes dont l'Olympique de Pantin, premier vainqueur. Les rencontres organisées dans la capitale à des fins patriotiques, comme celle opposant l'équipe de l'Association sportive française à celle du XX^{e} Corps en octobre 1916, permettent également aux footballeurs les plus connus, comme Pierre Chayriguès, d'obtenir des permissions pour se produire à nouveau devant un public civil.

Sortie de guerre sportive

Après les mutineries du printemps 1917, le haut-commandement cherche à intégrer le sport dans les mesures d'amélioration du quotidien des soldats. Le journaliste Georges

Le champion de boxe Georges Carpentier, devenu pilote d'avion.
© Collection Dupondt / Akg-images

Rozet, qui a conduit des camions sur la voie sacrée menant à Verdun, fait campagne pour que les autorités militaires commandent des ballons de football à destination des unités. Il réussit à convaincre Paul Painlevé, président du Conseil et ministre de la Guerre, d'en faire acheter 4000 exemplaires au mois de septembre 1917. La reprise de la guerre de mouvement, au printemps 1918, limite toutefois cet élan sportif. Il n'en reprend pas moins après l'armistice et durant la Conférence de la Paix, au premier semestre 1919. Il faut en effet occuper les troupes alliées stationnées encore en France. Durant le conflit, des matchs internationaux militaires avaient été organisés pour célébrer la fraternité des armes. En avril 1917, puis en février 1918, les rugbymen français avaient ainsi pu affronter les *All Blacks* combattant en France. Si les *tommies* ont été décrits comme sportifs, au point qu'on leur reprochait jusqu'à la bataille de la Somme de faire davantage du sport que la guerre, les *sammies* le sont tout autant. Dans les Foyers du soldat, les représentants de la *Young Men's Christian Association* (YMCA) participent à la diffusion des sports américains, notamment le baseball. Ils contribuent aussi à l'organisation des Jeux Interalliés au stade Pershing, construit au printemps 1919 au bois de Vincennes.

Le sport entre sport-spectacle et deuil

Les Jeux olympiques militaires sont disputés du 22 juin au 6 juillet 1919. Ils réunissent 1415 participants, représentant dix-neuf nations ou territoires alliés concourant dans 13 disciplines : athlétisme, basketball, baseball, boxe, escrime, équitation, football, golf, lutte, natation, rugby, tennis et tir. Les compétitions sont souvent tendues, à l'image du match de rugby particulièrement violent opposant Américains et Français. Cette ambiance annonce le nationalisme sportif qui marque les Jeux d'Anvers de 1920 et le sport international de l'entre-deux-guerres. Adopté définitivement pour l'instruction et l'entretien des troupes, le sport sert aussi à rappeler la fraternité des armes au travers du Challenge Kentish, un tournoi de football annuel disputé à partir de 1919 qui réunit les sélections militaires britannique, belge et française. Il s'agit aussi de rappeler le sacrifice de la jeunesse alliée dans la Grande Guerre. 29% de la classe 1914, dont le général Oudard vantait les qualités sportives, est tombée au front. Les rangs des sportifs se sont éclaircis et la presse spécialisée a établi la liste des morts connus ou inconnus. 24 000 membres de la Fédération sportive et gymnastique de France sont tombés, comme 23 des 111 internationaux français de rugby ou 3 vainqueurs du Tour de France (Faber, Lapize, Petit-Breton). Les stades Aimé Giral à Perpignan, Jean Bouin à Paris, ou la statue de Maurice Boyau à Dax, sont aujourd'hui autant de bornes du chemin de cette mémoire sportive.

Le maréchal Pétain remettant le trophée au stade de Vichy lors de la fête des athlètes français, 1942.
© INP / AFP

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

Le sport occupe, dans la première moitié du XXème siècle, une place croissante dans les sociétés occidentales et plus particulièrement dans les régimes totalitaires, qui le considèrent comme indispensable à l'éducation de l'homme nouveau qu'ils entendent façonner. La pratique sportive est alors instrumentalisée à des fins politiques et étroitement liée à la préparation de la guerre, voire à la régénération morale, but que poursuit par exemple le régime de Vichy au lendemain de la défaite de 1940.

Durant la guerre froide qui oppose les blocs de l'Est et de l'Ouest, la pratique sportive de haut niveau reste chargée de forts enjeux et prend une dimension stratégique. Elle est à la fois instrument de propagande, outil diplomatique et terrain d'affrontement entre modèles politiques concurrents dans les relations internationales.

Benjamin GALAND
Docteur en histoire contemporaine,
Université Paris IV-Sorbonne

FORMER LES CORPS ET LES ESPRITS : LE SPORT AU SERVICE DES RÉGIMES TOTALITAIRES

Dans les années 1930, le sport va occuper une place importante dans les régimes totalitaires et devenir un élément-clé de leur politique. Vecteur idéologique, baromètre de la vitalité d'un peuple, outil d'intégration, il est instrumentalisé à l'envi par ces régimes afin d'accomplir leurs desseins, avec toujours en point de mire le même objectif : être prêts pour la guerre.

Le 3 août 1936, au moment où l'Américain Jesse Owens casse le buste pour franchir la ligne d'arrivée de la finale du 100 mètres, l'épreuve reine des concours d'athlétisme, décrochant ainsi la médaille d'or aux Jeux olympiques de Berlin devant son compatriote Ralph Metcalfe et le Néerlandais Tinus Osendarp, il paraît difficile de considérer l'entreprise du régime nazi en matière de politique sportive comme un succès. Pourtant, cette victoire, pour méritée et symbolique qu'elle soit, n'en reste pas moins anecdotique dans la marche en avant du IIIe Reich. Au tableau final des médailles, l'Allemagne nazie s'impose officieusement (il n'y a alors pas de classement officiel des nations) comme la meilleure nation de cette compétition et poursuit ainsi son retour au premier plan au sein de la communauté internationale, déjà entamé plus tôt la même année, en février, avec les Jeux olympiques de Garmisch-Partenkirchen et surtout par la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars. Avec un total de quatre-vingt-neuf médailles, dont trente-trois en or, contre cinquante-six pour son poursuivant américain, c'est un triomphe pour les dirigeants nazis. Le message est passé et il a été bien reçu : il faut de nouveau compter avec une Allemagne forte et déterminée. Ce qui permet à un événement sportif d'avoir une telle portée, c'est précisément l'importance que les régimes totalitaires, principalement, ont accordée au sport. Dès *Mein Kampf*, Adolf Hitler avait une vision concrète de la place qu'il souhaitait voir dévolue au sport, notamment lorsqu'il écrit : « Qu'on donne à la nation allemande six millions de corps parfaitement entraînés au point de vue sportif, brûlants d'un amour fanatique pour la patrie et élevés dans un esprit offensif le plus intense ; un État national en saura faire, en cas de besoin, une armée en moins de deux ans ».

« Un esprit sain dans un corps sain. »
© Aleksandr Aleksandrovitch Dejneka / Bibliothèque d'État russe, RussiaPhoto / Fine Art Images / Bridgeman Images / ADAGP, Paris, 2024

Des gymnastes soviétiques défilent sous les portraits de Lénine et de Staline lors de la Journée du sport à Moscou, août 1946.
© AFP

La construction du modèle sportif soviétique

Faire du sport un instrument de contrôle politique du peuple et de propagande idéologique, sans que ce soit exhaustif, est le dénominateur commun entre les trois principaux régimes totalitaires européens de l'entre-deux-guerres ; nous pouvons écarter dès à présent le cas de l'Espagne franquiste, le *Caudillo* n'ayant pas montré d'intérêt particulier pour une telle démarche. À des degrés divers, parfois se succédant les uns les autres, parfois simultanément, l'Union soviétique, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie vont chacune développer leur politique sportive nationale, avec des motivations communes et d'autres qui leur sont propres. En cela, le cas de l'Union soviétique est intéressant.

Alors que la Russie tsariste n'avait montré aucun engouement pour le sport (on peut noter, par exemple, qu'il n'y avait aucun cadre formateur pour enseigner la pratique sportive, ou encore cette édifiante déclaration en 1913 du maire de Moscou, Goutchkov : « Rien de bon ne sortira de cette idée de développer le sport »), tout change avec la Révolution d'Octobre. En effet, selon Lénine, le Parti doit accorder « une grande importance à la culture physique et au sport comme moyen d'assainir les conditions de vie », le dirigeant précise même sa pensée en livrant sa définition de la culture physique qui, pour lui, est « une conception large qui englobe l'éducation physique des enfants et de la jeunesse, l'assainissement physique des travailleurs, la préparation au travail et à la défense, l'endurcissement de l'organisme, la formation des qualités morales et de la volonté par des exercices physiques ».

L'influence du sport en Union soviétique s'étend sur trois axes principaux : la défense, la santé et l'intégration. La santé comme préoccupation aboutit au mouvement hygiéniste, qui a pour but premier de lutter contre l'alcoolisme, véritable fléau au sein du peuple soviétique, mais aussi d'améliorer la condition physique du peuple, afin de le rendre plus sain et plus robuste. L'URSS ne se résumant pas à la Russie mais étant un ensemble de plusieurs nations regroupées en quinze républiques fédérées, comptant en tout plus de deux cent soixante-dix millions d'habitants et recouvrant environ un sixième de la surface terrestre du globe, la question de l'intégration est un enjeu crucial pour le régime et c'est en partie le sport qui va devoir accomplir cette prouesse, grâce à son caractère fédérateur. Parce qu'il est vecteur de valeurs et de symboles, le sport crée, forge et développe une culture commune à laquelle il appartient pleinement. C'est au tout début des années 1930 que le modèle sportif soviétique se concrétise, avec le programme *Gotov k trudu i oborone* (« Prêts pour le

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

travail et la défense »), plus connu sous le nom de « GTO ». Après 1931, ce dernier prend encore plus d'ampleur, le programme national de santé étant désormais consacré à la préparation de la population au travail et à la défense, grâce au sport.

Sport et fascisme en Italie : le culte du corps

Si la distinction entre éducation physique et sport de compétition a dû être faite également en Union soviétique, c'est surtout dans l'Italie fasciste qu'elle a été prégnante dans la définition de la politique sportive du régime. Jusqu'à la fin des années 1920, c'est-à-dire même après l'avènement du fascisme, les résultats sportifs italiens sont pour ainsi dire insignifiants. Le sport de compétition est alors rejeté comme modèle : ce qui importe réellement, c'est la préparation physique à des fins militaires, la gymnastique qui doit préparer la jeunesse au sacrifice pour la patrie. En clair, le sport doit entretenir et assainir les corps, pas les abîmer par une pratique trop intense. Or, par sa quête de performance, c'est ce qu'induit le sport de compétition.

C'est au tournant des années 1930, là encore, qu'intervient en Italie une rupture paradigmatique, lorsque le sport devient un instrument de la propagande fasciste ; il est à ce titre important d'avoir à l'esprit que « le régime mussolinien offre le premier exemple d'utilisation par l'État du sport comme un outil de propagande ». Les théoriciens du sport fascistes mettent sur pied une vision dont l'ambition repose sur une double dimension : en politique intérieure, le sport doit cimenter la cohésion nationale par la mise en avant de valeurs et de symboles intégrés à la culture commune et, tourné vers l'international, il devient la vitrine du pays, de sa force et de sa vitalité. Pour la première fois, le sport est employé comme un moyen de communication de masse et les sportifs de haut niveau sont considérés comme des ambassadeurs du régime.

C'est la *Charte du sport*, publiée le 30 décembre 1928, qui enclenche cette nouvelle étape dans la conception de la politique sportive fasciste. Dès lors, les rôles sont redistribués : c'est désormais l'*Opera Nazionale Dopolavoro*, l'OND, qui est en charge du sport de masse tandis que la préparation militaire et les compétitions sportives restent confiées à la *Milizia Volontaria per la Sicurezza Nazionale* (la MVSN, la Milice volontaire pour la sécurité nationale) et au CONI, le Comité olympique national italien. La propagande opère sans relâche, les sportifs les plus en vue deviennent des champions de légende, des héros glorifiés par le régime comme par la presse sportive. Tout est fait pour

Athlètes de l'Académie fasciste lors d'une épreuve d'athlétisme au Foro Mussolini, Rome, 1925 - 1935.
© Akg-images / FAF Toscana - Fondazione Alinari per la Fotografia

renforcer la cohésion nationale et le sentiment patriotique. Des objectifs sont moins avouables mais ressortent blanchis par l'instrumentalisation du sport, comme l'expliquent Pierre Arnaud et James Riordan : « le culte du champion et le sport-spectacle s'affirment au détriment des valeurs du sport éducatif, ce qui est aussi une façon d'occulter les problèmes économiques et politiques et d'atténuer les conflits entre les différentes classes sociales. Le sport est alors un véritable instrument de consensus pour le régime fasciste ». Le sport de compétition devient donc une priorité pour le régime fasciste ; preuve en est la volonté esquissée d'organiser les Jeux olympiques de 1936 à Rome, ce qui ne manque pas d'ironie, sachant que c'est à un autre régime totalitaire que va en échoir l'organisation. Ce changement marque une rupture dans la politique italienne. Les dirigeants sentent l'Italie à présent suffisamment forte pour bander les muscles et bomber le torse face au monde entier.

Insigne sportif GTO soviétique, 1939.
© Alamy

Le sport, culture commune d'une nation

Parfois, nécessité fait loi et ce sont des événements extérieurs qui entraînent l'évolution de la politique sportive d'un pays. C'est le cas avec l'URSS, par exemple, lorsque celle-ci voit dans la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et la Pologne, le 26 janvier 1934, un risque de subir une agression allemande, poussant l'Union soviétique à se rapprocher des démocraties occidentales. Cela passe notamment par le sport. Ne rejetant plus en bloc le sport bourgeois, les Soviétiques entendent même désormais se faire une place au premier plan dans les compétitions, comme en témoigne cet extrait d'article paru dans la *Pravda* en 1934 : « Nous travaillons, et nous devons travailler avec encore plus d'énergie, pour que les sportifs soviétiques deviennent les meilleurs sportifs du monde, pour que dans les prochaines années l'URSS devienne le pays des records du monde ». Les résultats seront probants et le sport devient par la même occasion un outil diplomatique fiable. Cela établit également que, pour important qu'il soit, le sport seul ne peut assurer l'accomplissement d'une nation. S'il est certes capital dans cette quête, il ne fait qu'accompagner une ligne politique définie au préalable. Les expériences fasciste et soviétique peuvent être considérées comme autant de réussites, à tous les niveaux.

Dès le plus jeune âge, sport et préparation physique forment, pour ne pas dire formatent, les esprits et les corps, par le biais de l'école et des organisations parascolaires, voire paramilitaires (les *Balillas* en Italie pour les plus jeunes, le *Dopolavoro* pour les adultes, l'introduction du brevet GTO en Union soviétique pour les adolescents dès treize ans). Le sport est employé comme une machine à patriotisme et à nationalisme : le patriotisme, grâce au sport de compétition, rend fière la population et crée un engouement, renforce la cohésion nationale avec le développement d'une culture commune ; le nationalisme, quant à lui, met la préparation physique au service de la préparation militaire, musclant les corps et armant les esprits. Il est d'ailleurs intéressant de constater l'effet de miroir inversé, selon le destinataire du message véhiculé par le sport. Ainsi, lorsque les athlètes italiens rapportent trente-six médailles, douze de chaque métal, des Jeux olympiques de Los Angeles de 1932, le peuple y voit un immense motif de fierté patriotique. Alors que pour les dirigeants, il s'agit d'un signal très clair envoyé à la communauté internationale : l'Italie est prête pour le combat, les fascistes sont prêts pour la guerre. Cette double dimension existe aussi avec l'éducation physique et le sport de masse : lorsque la population se prépare physiquement, dans toutes les classes d'âge, cela ressemble de l'extérieur à une entreprise mêlant politique de santé et sociale. Mais, si cela n'est pas faux, c'est surtout la visée nationaliste et donc guerrière que favorise cette démarche, d'où le lien étroit, sinon direct, avec les institutions militaires de ces régimes totalitaires.

L'idéologie nazie modèle le mouvement sportif allemand

Si l'instrumentalisation du sport par l'Italie de Mussolini et par l'URSS est une expérience concluante, un autre régime va amener ce concept vers des sommets encore inédits, le IIIe Reich. Hitler a un projet en tête concernant le sport. Celui-ci doit former une jeunesse qu'il n'estime pas à la hauteur de son idéologie, pour la rendre suffisamment robuste et permettre à son *Reich* d'être millénaire. Une phrase restée célèbre illustre bien cette ambition, celle écrite dans son livre-programme : « L'objectif est de produire une jeunesse coriace comme le cuir, agile comme le lévrier, dure comme l'acier de chez Krupp ». Dès lors, le domaine sportif doit composer avec les notions d'« Allemagne nouvelle », d'« homme allemand nouveau », pour aboutir *in fine* à l'avènement de la race aryenne. Mais avant tout, à l'instar de Mussolini, et s'en inspirant d'ailleurs ouvertement, Hitler fait précéder l'ambition idéologique d'un but concret, à savoir obtenir une jeunesse prête à prendre les armes au moment voulu. Par conséquent, bien que cela participe de la même démarche, l'idée est de s'assurer en premier lieu de disposer d'une jeunesse saine et forte physiquement, avant de passer à l'endoctrinement visant à rendre celle-ci fidèle au régime, obéissante et préparée au sacrifice. Il en va donc ainsi pour le régime hitlérien comme pour le fascisme italien, où « l'entraînement sportif est une préparation à la guerre et le sportif est un combattant ».

Aidé notamment par Baldur von Schirach, nommé *Reichsjugendführer* (chef de la Jeunesse du Reich allemand) dès le 17 juin 1933, et Hans von Tschammer und Osten, nommé *Reichssportführer* (chef du sport allemand), Hitler s'attelle rapidement à la tâche pour noyauter le mouvement sportif allemand. Il place un membre du NSDAP (*Nazionalsozialistische Deutsche Arbeitpartei*, le Parti national-socialiste allemand) à la tête de chaque fédération sportive, interdit les organisations

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

Adolf Hitler félicite les gagnants du coup de tir pendant les Jeux olympiques d'été de Berlin, 1936.
© SZ Photo / Scherl / Bridgeman Images

sportives socialistes et communistes puis dissout les associations catholiques et protestantes. Le sport devient ainsi, de façon intégrale, l'affaire du pouvoir en place. À ce titre, les Jeux olympiques de 1936, attribués non pas à l'Allemagne nazie mais à la République de Weimar, en 1931, représentent une opportunité formidable pour les dirigeants allemands, qui en comprennent tout l'intérêt et ne comptent pas rater cette occasion de montrer toute la puissance de la nouvelle Allemagne, celle de l'idéologie nazie triomphante. Tschammer und Osten résume bien cet état d'esprit lorsqu'il déclare : « Des Jeux apolitiques sont inconcevables pour nous autres nazis. Chaque athlète doit être avant tout national-socialiste ».

Dans le même temps, l'Allemagne quitte la Société des Nations et a déjà entamé son réarmement : il n'est plus question de subir le *Diktat* du Traité de Versailles, Hitler entretient au contraire des rêves de conquêtes. Il va de soi que le sport est à mettre en perspective avec ces ambitions guerrières et que ces dernières lui confèrent une importance qui le rend incontournable dans la bonne marche du régime nazi. Les mesures antisémites s'ajoutant à ces intentions à peine voilées, le *Führer* sait qu'il est attentivement observé par la communauté internationale. Il sait également que les mentalités sont au pacifisme et que les autres pays veulent surtout éviter un nouveau conflit mondial. Pour autant, là encore, le sport va être utilisé comme un outil diplomatique voué à vanter au monde entier la fraternité et la paix des peuples, comme autant de valeurs promues par le III^{e} Reich. Hitler déclare, le 10 octobre 1933, que les Jeux de 1936 doivent, non seulement permettre de « se réconcilier avec l'opinion mondiale », mais aussi « montrer au monde de quoi est capable la " Nouvelle Allemagne " ». Cette dualité

sera toujours présente dans le rôle assigné au sport dans la politique étrangère du régime, en premier lieu pour valider le retour effectif de l'Allemagne au sein du concert des nations.

D'une manière générale, et c'est ce qui fait la spécificité du système nazi, l'idéologie nationale-socialiste est présente dans chaque strate de la société allemande. Elle l'imprègne tant que l'on parle de sport national-socialiste. Redoutable instrument de propagande au service du Reich, il se voit confier des missions aussi nombreuses et variées que la préparation de la jeunesse allemande à la guerre, la réhabilitation internationale, la propagation du nazisme au sein des masses, le contrôle de ces dernières, la mise en valeur de la vitalité de la « Nouvelle Allemagne » à l'international, ou encore le développement du nationalisme. Pour que tout cela soit possible, il est nécessaire de mettre en place une structure où rien n'est laissé au hasard. Cette fusion entre le sportif et le militaire, c'est la *Hitlerjugend*, la Jeunesse hitlérienne, qui va la permettre. S'inspirant des *Balillas* et autres Avanguardisti fascistes, organisations politisées et militarisées, mais également du mouvement *Wandervogel* (les Oiseaux de Passage) créé à la fin du siècle précédent, ou encore de la Ligue des Artamènes (*Bund der Artamenen*) fondée dans les années 1920, la Jeunesse hitlérienne devient l'organisation de jeunesse principale, puis rapidement unique, du régime nazi. Elle a soutenu l'accession de Hitler au pouvoir et a été rendue indépendante administrativement des SA (*Sturmabteilung*, les Sections d'assaut). « Croire ! Obéir ! Combattre ! », tel était le slogan auquel les jeunes Allemands devaient adhérer sans réserve.

Dans la structure évoquée plus haut, l'école se voit, elle aussi, noyautée par les dirigeants nazis, via la *Nazionalsozialistische Lehrerbund* (NSLB, la Ligue des professeurs nationaux-socialistes) et la *Reichslehrerbund* (RLB, la Ligue des enseignants du Reich), afin que l'idéologie nazie soit diffusée en permanence. Le sport et l'éducation physique occupent, de fait, une place prépondérante dans la scolarité des écoliers allemands ; la boxe, notamment, discipline très appréciée par les dirigeants parce qu'elle développe des valeurs telles que l'agressivité, le culte de la force et l'esprit de compétition, devient une matière à part entière.

En conclusion, les années 1930 ont constitué pour le sport une période d'instrumentalisation politique et idéologique encore sans précédent, les régimes totalitaires l'ayant placé au cœur de leur dispositif afin de parvenir à leurs fins. En politique intérieure comme extérieure, le sport s'est révélé être un outil indispensable. Si l'institution militaire a pu en bénéficier, c'est parce que le sport en général, mais plus précisément l'éducation physique, a permis de préparer les corps et les esprits à la guerre. Les longues randonnées, les exercices de jets et de tirs, les uniformes portés, les insignes et autres médailles délivrés, tout participait à la préparation militaire. Le point commun à ces trois modèles sportifs, c'est l'investissement de l'État, et si tous trois ont connu la réussite, c'est le modèle allemand qui s'est imposé comme étant l'exemple le plus abouti de l'instrumentalisation du sport par un régime totalitaire, sans rien inventer ni même innover, mais en exploitant au maximum et de façon systématique tout ce que les fascistes, dont les nazis se sont fortement inspirés, avaient mis en place. Malheureusement, si le développement du sport et de l'éducation physique a connu une avancée certaine et bienvenue à cette époque, il ne faut pas perdre de vue que, mis entre des mains malintentionnées, il a aussi participé à l'horreur de la Seconde Guerre mondiale. ■

Athlètes de la NaPola Naumburg lors d'une compétition. Allemagne, 1941.
© United Archives / Pincornelly / Bridgeman Images

François COCHET
Agrégé et docteur en histoire, professeur émérite
d'histoire contemporaine à l'Université de Lorraine-Metz

LE SPORT PENDANT LA « DRÔLE DE GUERRE » : OCCUPER LES SOLDATS ?

Début septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne après l'invasion de la Pologne. Cependant, aucune bataille majeure n'aura lieu avant mai 1940. Durant ces longs mois, les soldats français, partis pour se battre, vivent l'attente. Que font ces hommes pour combattre l'ennui ? Comment entretient-on alors le dynamisme des troupes ?

Le 3 septembre 1939, 5 345 000 ressortissants français sont mobilisés. Les soldats français rappelés à leur devoir de défense ne sont plus dans l'état d'esprit du « lâche soulagement » d'un an auparavant lors des accords de Munich. Ils ont compris qu'il fallait arrêter Hitler et venir en aide à la Pologne. Tout comme en 1914, c'est la ferme résignation qui l'emporte. Mais à la différence de 1914, où les combats s'étaient enchaînés avec une extrême violence dans les jours qui avaient suivi la déclaration de guerre par l'Allemagne, en 1939 les armées françaises s'installent dans une longue et délétère inactivité guerrière de huit mois, du moins pour l'immense majorité des soldats.

La guerre factice, février 1940 : les soldats français attendent la soupe.
© Tallandier / Bridgeman Images

Comment maintenir le moral de ces troupes qui ne combattent pas et qui oublient, au fur et à mesure que les mois passent, pourquoi elles sont encore sous l'uniforme alors que la Pologne est vaincue ? Le sport fait alors partie de la liste des solutions envisagées pour « désennuyer » les soldats et combattre certaines de leurs fâcheuses tendances comportementales. Le but est-il atteint à la fin de l'hiver 1940 ?

La « dépression d'hiver »

Les premiers combats se font attendre, d'autant que l'état-major français estime ne pas pouvoir passer à une offensive de grande ampleur avant le printemps 1941. Les soldats s'installent alors dans une forme de routine. Du 9 au 24 septembre 1939, les Français lancent, fort mollement, une tentative d'action sur la Sarre, censée soulager les forces polonaises. Les Allemands se défendent à moindre coût, sans ramener des troupes de Pologne, grâce à la densité de leur réseau de mines. Dès le 22 septembre, l'attaque prévue sur Sarrelouis est suspendue, Hitler ayant annoncé la fin de la campagne de Pologne le 18 septembre, même si bien des unités polonaises continuent de résister à cette date.

Dans ces conditions, un grand nombre de soldats, surtout parmi les régiments de réserve de série B (1 seul officier d'active et 72 officiers de réserve dans ces unités), sont d'abord touchés par l'ennui, puis par une vaste « dépression d'hiver » qui prend diverses formes. Les exercices militaires sans cesse répétés, sur les mêmes terrains, les démontages et remontages d'armes, mais aussi les jeux de carte, la lecture ou le théâtre aux armées, où Maurice Chevalier chante que « tous cela ça fait d'excellents Français, d'excellents soldats qui marchent au pas... », ne suffisent plus à maintenir un moral satisfaisant.

Les unités d'active ou bien encadrées, notamment les troupes de la ligne Maginot, sont moins touchées que les régiments de réserve par cette dépression, preuve que c'est bien dans les attitudes d'une hiérarchie -ferme ou au contraire complaisante avec la discipline- que se situe la cause essentielle de la dérive du moral des troupes.

Il faut dire que la « communication » des armées a été fort mal réalisée durant les mois d'inactivité de la « Drôle de guerre ». Ni les autorités militaires, ni le ministère de l'information n'ont su indiquer pourquoi l'état de guerre se poursuivait, avec peu de combats (2 000 morts à déplorer quand même durant cette période pas si drôle). Les soldats, privés d'information ou soumis à une information caricaturale, s'inventent eux-mêmes des histoires, tout comme au début de la Grande Guerre. Ni les stratégies périphériques (l'aide à la Finlande contre l'agression soviétique, projet « Caucase » ou, comme en 1916, action sur Salonique...), ni la guerre d'asphyxie économique, en attendant de pouvoir lancer la grande offensive prévue pour 1941, ne sont réellement présentées aux mobilisés comme autant de pistes de légitimation d'une guerre qui s'installe dans le temps.

Le soldat de février 1940 s'ennuie, et quand il s'ennuie, il abuse de la boisson et devient peu regardant sur la discipline. C'est là forcer un peu le trait, mais de tels comportements sont cependant bien attestés par de nombreux témoignages et par les analyses du 2e bureau [*NDLR : service chargé du renseignement*]. Des comportements inquiétants sont effectivement constatés : l'alcoolisation des soldats est une des plaies de la « Drôle de guerre », même si ce n'est que le 9 avril 1940 que le général en chef Maurice Gamelin commence à envisager des restrictions de vente d'alcool aux soldats. La discipline s'en ressent et les marques de respect hiérarchique, comme le salut dû aux supérieurs, est fréquemment oublié. Les officiers n'arrivent plus à se faire obéir dans un certain nombre de cas et certains préfèrent fermer les yeux. Les permissionnaires ont une tenue déplorable dans les gares. Le pillage de certains villages du front en Alsace ou en Lorraine est assez systématique, d'autant qu'ils ont été évacués de leurs populations, transférées dans le Limousin ou en Charente. L'exaspération enfle devant la montée en puissance du nombre des « affectés spéciaux », qui, comme en 1915, quittent l'uniforme pour aller travailler dans les usines d'armement, qui tournent à plein régime. Près de 500 000 soldats y sont affectés, mais nombre d'administrations réussissent aussi à faire rentrer du « front » certains de leurs employés, accentuant encore la rancœur de ceux qui restent sous

Des soldats de la 2e armée se détendent dans la neige des Ardennes, 1940.
© Auteur inconnu / ECPAD / Défense

l'uniforme. Nombre de soldats se déclarent malades dans les hôpitaux militaires, ou rentrent de permission avec plusieurs jours de retard.

En janvier 1940, le colonel de Gaulle écrit, « dans le conflit présent comme dans tous ceux qui l'ont précédé, être inerte, c'est être battu ». Comment faire pour restaurer le moral des troupes ?

Redresser les corps

Face à cette détérioration qui, encore une fois, ne concerne pas toutes les troupes, le commandement se doit de réagir. Il suspend les permissions durant plusieurs semaines. Rétablir la discipline, c'est aussi rendre aux corps toute leur vigueur. L'armée française a été une des premières à penser l'utilisation du sport comme préparation à la guerre au XIXe siècle. Il est temps de réactiver certaines pratiques.

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

Les sports, et notamment le football, sont alors convoqués pour tenter de retrouver des esprits sains dans des corps sains.

La pratique de « taper dans une balle » est spontanée chez les militaires dans les moments de liberté. Mais cette fois, c'est un projet plus global et théorisé qui est mis en place.

Un généreux donateur britannique offre notamment 2 000 ballons au début de l'année 1940. Par ailleurs, pas moins de 10 000 ballons de football mais aussi de rugby ont été achetés par le gouvernement français et distribués aux armées. Un crédit de 3 millions de francs est débloqué pour que chaque régiment augmente les pratiques sportives. En théorie, un officier par unité régimentaire s'est vu désigné pour veiller au développement de ces pratiques. Nul n'est en mesure de dire quel a été le suivi de cette mesure.

Si l'on consulte les archives photographiques de l'ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense), on constate que la « Drôle de guerre » représente une collection de 451 pages de clichés et de films d'actualité, soit aux alentours de 11 200 photos de la part des opérateurs photographes militaires. La sous-section « vie des armées » représente 161 pages, soit 4 000 photos environ, mais il y a des doublons.

Les pratiques sportives les plus représentées sont, par nombre de clichés :

- football : 24
- rugby : 18
- athlétisme : 19
- basket ball : 3
- compétition de ski : 2
- luge : 1

Soit un total de 67 photos sur environ 4 000, soit moins de 2% des sujets consacrés à la vie des armées.

Les cuisiniers, les infirmières, les travaux militaires et surtout les patrouilles (partie « active » de la « Drôle de guerre ») font l'objet de clichés infiniment plus nombreux. Visiblement, les pratiques sportives n'ont pas fasciné les photographes de l'armée.

Encore les manifestations sportives photographiées sont-elles souvent prétexte à tirer le portrait de généraux célèbres. C'est ainsi qu'un reportage sur des soldats participant à des compétitions d'athlétisme au sein de la 7e armée est en fait consacré surtout à des portraits du général Giraud, présidant la compétition.

À propos de la distribution de ballons de football par les Britanniques déjà évoquée, les fonds de l'ECPAD recèlent aujourd'hui un reportage photographique sur la réception, par des soldats de la 4e armée, de certains de ces ballons à la date du 1er janvier 1940, en présence du général Réquin, commandant l'armée, et d'un officier supérieur britannique non identifié. On y voit des soldats alignés qui, un sourire forcé aux lèvres, jettent mollement leurs ballons en l'air pendant que Réquin et l'officier britannique se saluent. Le caractère posé et artificiel de la scène s'impose à l'évidence.

Ce total situe les manifestations sportives photographiées et filmées très loin derrière les portraits tirés de personnalités du spectacle, (Fernandel, Joséphine Baker), mais bien plus encore derrière des portraits de généraux et de personnalités officielles. Une visite du duc de Windsor fait ainsi l'objet, par exemple, de 84 clichés.

Quelle a été l'utilisation réelle de ces ballons, et des instructions données, pour développer le sport au sein de l'armée mobilisée ? La Fédération française de football a organisé des compétitions régionales rassemblant des équipes du nord et du sud de la France. Dans certaines d'entre elles, les footballeurs permissionnaires ont pu être mis à contribution. Les reportages conservés par l'ECPAD font état de compétitions officielles avec les Britanniques, qui ont grandement participé

Une revue des troupes en tenue militaire et sportive par le général Giraud, 1940.
© Auteur inconnu / ECPAD / Défense

Distribution de ballons de football à des soldats d'unités de la 4e armée, 1940.
© Auteur inconnu / ECPAD / Défense »

à populariser les jeux de balle à cette époque. Mais, il y a bien peu de traces archivistiques sur les pratiques spontanées de sport aux armées.

D'autres activités physiques

La hiérarchie militaire compte également sur d'autres exercices engageant le physique pour entretenir le moral des troupes. En janvier 1940, la pratique consistant à « prêter » de la main d'œuvre militaire aux paysans des fermes environnantes est officialisée. Ainsi du 42e bataillon de chasseurs à pied qui a déjà participé aux vendanges à Riquewihr en septembre 1939. Des éléments des 4e et 5e armées s'occupent aux travaux des champs en Lorraine entre mars et avril 1940.

Le « bétonnage » a été un autre type de « sport » pratiqué largement durant la « Drôle de guerre ». Dès septembre 1939, le Génie a établi un programme propre à améliorer le système défensif se concrétisant par des constructions d'ouvrages bétonnés. 112 bétonnières sont livrées aux armées... en mars 1940 !

L'observateur et paysan languedocien, Gustave Folcher, mobilisé dans une unité de zouaves sur le front de Meuse, témoigne dans ses *Carnets de guerre* de l'activité intense qui règne dans ce domaine, au début du mois de mars 1940 : « avec les charpentiers-menuisiers on fait des gigantesques coffrages, nous coulons du béton. Une fois commencé le coulage s'effectue sans arrêt jour et nuit à la lumière d'une installation électrique ».

Durant huit mois, les unités d'active ont ainsi renforcé leur cohésion, de la même manière que les unités de réserve de série A, par des activités d'entraînement, des travaux intenses et, aussi, la pratique du sport. En revanche, dans les unités de réserve de série B, comprenant les soldats les plus âgés, les mêmes pratiques semblent n'avoir eu que peu d'effets positifs.

Pourtant, certains veulent croire au printemps 1940 que la troupe a retrouvé toute sa combativité. « La bonne humeur de nos soldats me rassure plus encore que la solidité de nos fortifications » déclare au printemps 1940 le général Henri Giraud, commandant de la 7e armée. La « dépression d'hiver » lui semble totalement révolue, ce qui semble alors attesté par les services des deuxièmes bureaux fin avril 1940. Quelques jours plus tard, une nouvelle page de la guerre va s'écrire. ■

Christophe PÉCOUT
Maître de conférences à l'Université de Rouen-Normandie

ENDOCTRINEMENT ET PRATIQUE SPORTIVE

Entre 1940 et 1944, dans la France du gouvernement de Vichy, le sport devient un instrument d'encadrement et d'endoctrinement, notamment de la jeunesse. L'historien Christophe Pécout nous explique comment, pour répondre à cet ambitieux dessein, Vichy initie une série de projets en faveur du sport. Des initiatives qui vont rapidement se heurter aux réalités quotidiennes de la guerre.

Au lendemain de la déroute militaire de juin 1940, la question des responsabilités et de l'avenir du pays se pose. Les hommes de Vichy accusent alors l'éducation républicaine, taxée d'intellectualisme, de ne pas avoir su former une jeunesse saine, disciplinée et virile. Pour la propagande vichyste, la défaite est présentée avant tout comme une défaite physique et morale. La Révolution nationale entend par conséquent former une jeunesse nouvelle par la glorification du culte du corps et l'exaltation des pratiques sportives. Dans cette optique, les organisations de jeunesse, anciennes et nouvelles, sont sollicitées et incitées à s'inscrire dans un projet d'éducation de la jeunesse. C'est le cas des Chantiers de la Jeunesse, une organisation qui vise à former l'Homme nouveau de Vichy à travers l'éducation des corps.

La politique sportive de Vichy

Dans le projet vichyste de renouveau de la France, la formation des corps devient un objectif majeur. « Sportifs, la France a besoin que tous ses fils endurcissent leur corps et trempent leurs âmes [...]. Soyez les pionniers de la rénovation physique et morale ». Par ces mots, le maréchal Pétain entend faire du sport un outil au service de la Révolution nationale. Pour mettre en place son projet de régénération des corps, Vichy crée le Commissariat général à l'éducation générale et sportive (CGEGS). Deux hommes se succèdent à sa tête : le tennisman Jean Borotra puis, à partir du 18 avril 1942, le rugbyman Joseph Pascot. La mission principale du Commissariat général consiste à développer la pratique du sport en métropole et dans l'Empire, en s'inspirant des idées de la Révolution nationale. « Être fort pour mieux servir » devient ainsi la nouvelle devise sportive. Les considérables moyens financiers alloués témoignent de l'importance donnée à cette politique sportive volontariste. Celle-ci se matérialise par une politique d'équipement sportif autour du programme « une école, un stade » ; par une intense propagande sportive à travers l'organisation de cérémonies (Serment de l'Athlète, Fête de la Sportive, Quinzaine Impériale) ; par la mise sous tutelle du mouvement sportif par l'intermédiaire de la Charte des Sports du 20 décembre 1940 qui impose aux fédérations l'obéissance au Maréchal ; enfin par une augmentation des horaires d'éducation physique à l'école. On assiste, par conséquent, à un processus de sportivisation de la société touchant prioritairement la jeunesse.

Fête du serment de l'athlète, 1941.
© Collection Tony Bertrand / CHRD Lyon / droits réservés

Insigne des chantiers de la jeunesse française, années 1940.
© Akg-images / Interfoto / Hermann istorica GmbH

Les Chantiers de la jeunesse et l'éducation de la jeunesse

Nés en juillet 1940 d'une volonté militaire et politique, les Chantiers de la jeunesse deviennent l'organisation phare de l'État français. De fait, pour suppléer l'interdiction du service militaire promulguée par l'occupant allemand, Vichy publie le 31 juillet 1940 une loi obligeant tous les citoyens masculins français âgés de 20 ans à effectuer un stage de huit mois au sein de cette organisation (à partir de juillet 1942, les personnes juives en seront exclues). Présent uniquement en zone libre, ce service civique obligatoire se structure autour d'un commissariat général, basé à Châtel-Guyon (Puy-de-Dôme), dirigé par le général Joseph de La Porte du Theil. Les Chantiers se découpent, à partir de 1941, en six provinces (Alpes-Jura, Languedoc, Auvergne, Pyrénées-Gascogne, Provence et Afrique du Nord) composées chacune de groupements numérotés (regroupant environ 1 500 personnes) divisés ensuite en plusieurs groupes (environ 150 personnes). Les Chantiers représentent la plus importante des organisations vichystes puisqu'on estime à 400 000 le nombre de jeunes ayant participé à ce stage entre juillet 1940 et juin 1944. Les Chantiers s'insèrent donc dans un réseau de mouvements et d'organismes visant à contrôler et endoctriner la jeunesse pour en faire le fer de lance de la Révolution nationale. Ainsi, le culte du Maréchal y est diffusé tout comme l'anti-communisme, l'anglophobie et l'anti-gaullisme. Rattachés au ministère de l'Éducation nationale, les Chantiers ont avant tout une finalité éducative de formation générale des jeunes : intellectuelle, morale, manuelle, spirituelle et bien sûr physique. Cette mission de virilisation des corps s'effectue par un ensemble de dispositifs et d'activités principalement orientées autour du plein air : vie en camp rudimentaire dans la nature, travail forestier et agricole, éducation physique quotidienne et pratique sportive.

Une formation physique de base

La vie dans les Chantiers se veut active c'est pourquoi durant les huit mois du stage, les jeunes mobilisés pratiquent différents types d'activités physiques. Activité récurrente, le décrassage matinal dont l'objectif est, selon de La Porte du Theil, de « fortifier la volonté, de contribuer à développer la joie dans l'effort et de participer à l'apprentissage de l'exactitude ». Dès le lever, les jeunes enchaînent ainsi durant une trentaine de minutes une série d'exercices de marches, de courses et d'assouplissements. Autre pratique régulière, l'hébertisme. Devenue doctrine nationale en matière d'éducation physique scolaire, cette méthode créée par le commandant Hébert répond aux mêmes préoccupations idéologiques des Chantiers à savoir une formation physique par et dans la nature. Enfin, autre pratique préconisée, la marche car, comme le souhaite le commissaire général, « Il faut qu'avant la libération les jeunes soient tous capables d'exécuter une marche de 25 à 30 kilomètres ». Les jeunes sont donc soumis à un « entraînement » à la marche sous formes d'ordre serré, de randonnée et quelquefois de raid sur plusieurs jours. Toutefois, les pratiques physiques n'échappent pas aux critiques des jeunes tout comme la vie générale dans les Chantiers. De fait, la séance du décrassage matinal et d'hébertisme reste une corvée fastidieuse pour de nombreux mobilisés peu habitués à tant d'effort physique journalier.

Séance d'hébertisme à l'école militaire enfantine Hériot, 1943.
© Auteur inconnu / ECPAD / Défense

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

Grande réunion des camps de jeunes à Challes-les-Eaux, Savoie, août 1941.
© Tallandier / Bridgeman Images

UNE PRATIQUE SPORTIVE ENCADRÉE

La pratique sportive est présente dans les Chantiers car elle participe à la formation des jeunes, comme le rappelle le commissaire général : « les sports collectifs sont utiles pour développer l'esprit d'équipe, but poursuivi par les Chantiers ». Néanmoins, sa pratique reste occasionnelle (souvent le dimanche), disparate selon les groupements et à surveiller car, pour le commissaire général, « il faut éviter de pousser trop loin dans le sens de la compétition. [...] Notre but n'est pas de faire des champions ». Effectivement, le sport est réservé aux athlètes confirmés ainsi qu'aux jeunes qui présentent des qualités physiques au-dessus de la moyenne. Ce qui fait finalement peu de monde, au vu du niveau physique et sportif très moyen des jeunes. Les chiffres montrent que le nombre de jeunes ayant déjà pratiqué un sport avant d'entrer dans les Chantiers varient entre 30% et 40% des effectifs. D'où des commentaires peu flatteurs de la part des responsables, comme ceux de ce commissaire en avril 1941 : « Il faut signaler l'insuffisance pour ne pas dire la nullité physique de beaucoup de jeunes qui ne savent ni courir, ni sauter ». Le taux de réussite aux épreuves du Brevet sportif national (courses, lancers, sauts, grimper) illustre également ce

niveau sportif moyen. Pour autant, la lecture des journaux internes des groupements révèle une vie sportive basée principalement autour du basket, du football, du rugby, de l'athlétisme ou du cross. À titre d'exemple, dans le groupement 27 (Ariège) une coupe de football est organisée entre les groupes, dans le groupement 17 (Var) c'est une coupe de basket et dans le groupement 29 (Pyrénées-Orientales) une épreuve d'athlétisme. Il est vrai que le sport reste l'activité préférée des jeunes (pratiquants ou spectateurs) qui y voient l'occasion de s'évader d'un quotidien monotone.

Innovation et propagande sportive

Les Chantiers, au nom d'un élitisme sportif associé à une logique propagandiste, mettent en place à partir de mars 1943 deux dispositifs autour du sport. Le premier porte sur la création d'un brevet sportif propre aux Chantiers. Réservé aux meilleurs éléments, la réussite à ce brevet implique d'être titulaire du Brevet sportif national en obtenant une moyenne supérieure à 7,5/10 et de réussir deux épreuves sur les trois proposées : une marche de 35 kilomètres en cinq heures ; parcourir au pas de scout une distance de vingt kilomètres en 2h30 ; courir cent mètres avec un sac de sable de cinquante kilos en moins de vingt secondes. Ce brevet permet aux Chantiers d'affirmer leur rôle dans le domaine de la formation physique de la jeunesse et de démontrer leur légitimité dans le dispositif éducatif de Vichy.

La seconde innovation apparaît également en mars 1943 avec la création au sein du groupement 15 (Var), d'un groupe composé de 75 sportifs confirmés, en majorité des pratiquants d'athlétisme, quelques nageurs, des boxeurs, des rugbymen et des footballeurs. Si ces jeunes vivent les mêmes conditions que les autres mobilisés, l'objectif principal consiste à perfectionner techniquement ces sportifs, mais également à les former au monitorat pour devenir des futurs éducateurs sportifs. Malheureusement, la création de ce groupe intervient dans un contexte de bouleversement des Chantiers (STO, arrestation du commissaire général, réorganisation des groupements), d'où sa disparition en janvier 1944.

Enfin, en tant qu'organisation au service de la Révolution nationale, les Chantiers œuvrent à la propagande vichyste en participant aux grandes cérémonies pétainistes (Fête du Maréchal, Fête de Jeanne d'Arc...) tout en organisant leurs propres cérémonies. Ces fêtes mêlant discours, défilé et démonstrations sportives permettent aux Chantiers de montrer au public local la vitalité physique de cette jeunesse. L'organisation des Jeux d'hiver des Chantiers à Villard-de-Lans, en janvier 1942, témoigne de cette propagande en faveur de la régénération de la jeunesse française. Dans cette logique propagandiste, une instruction de novembre 1942 autorise les rencontres amicales avec les clubs civils, renforçant alors l'image sportive des Chantiers.

Des freins à la pratique

Malgré les efforts portés sur l'éducation physique et le sport, la question des équipements et du manque de matériel se pose rapidement. Dès octobre 1940, quelques commissaires alertent sur la difficulté à trouver des terrains de sport à cause des terres cultivées ou bien à cause de l'éloignement d'un village. Par conséquent, le commissaire général demande aux responsables des groupements que les jeunes construisent et aménagent eux-mêmes les installations sportives : piste en terre avec sautoir, portique Hébert, terrain de basket, de football. Malheureusement, à ce problème d'équipement s'ajoute un manque de matériel pour la pratique, comme des shorts, chaussures, maillots ou ballons. Mais le souci majeur demeure le manque de personnel qualifié pour encadrer les séances. Aussi, pour pallier ce manque, le commissaire général décide d'en former par l'intermédiaire de stages. Si l'on constate une augmentation quantitative, la répartition de ces moniteurs dans les groupements reste très inégale. Enfin, dernier élément contrariant l'éducation physique et le sport, le rattachement, en mars 1943, des Chantiers au secrétariat d'État à la Production industrielle. Dans ce contexte, les volontés éducatives disparaissent au profit des intérêts économiques et il n'est plus question de formation morale et physique des jeunes.

S'insérant dans le projet de revitalisation physique et morale de la jeunesse française lancé par le maréchal Pétain, les Chantiers obéissent aux intentions idéologiques et éducatives de la Révolution nationale : exaltation de la nature par la vie en camp et au plein air, apprentissage de l'esprit d'équipe par une vie collective, apprentissage de la discipline et de l'obéissance par des pratiques militaires, valorisation du corps par des exercices virils et sportifs. Par conséquent, il semble bien que les Chantiers de la jeunesse symbolisent l'archétype éducatif pétainiste par excellence, modèle chargé de reconstruire une France nouvelle autour d'une jeunesse nouvelle. Néanmoins, devant la résignation et la colère des jeunes mobilisés, la dégradation des conditions de vie, les attaques des maquisards, l'envoi des jeunes en Allemagne, les Chantiers apparaissent comme un échec éducatif. ■

François DOPPLER-SPERANZA
Docteur ès lettres, maître de conférences
à l'Université de Lorraine à Nancy

SPORTIFS ET MILITAIRES AUX ÉTATS-UNIS

Véritable phénomène socioculturel, le sport joue un rôle important dans la construction d'un roman national, reflétant les valeurs états-uniennes : travail acharné, égalité des chances, ascenseur social, compétition et succès. Souvent adossé au « rêve américain », il prend une dimension stratégique au tournant du XX^e siècle, à l'heure des premières incursions militaires majeures des États-Unis à l'étranger.

« Si les États-Unis sont fous de sport, à tort ou à raison, c'est parce que nous voyons souvent les matchs comme une métaphore ou un symbole du peuple que nous formons », affirme le président Bill Clinton face aux caméras de la chaîne ESPN en 1998.

LE LIEN SPORT-ARMÉES AVANT 1945 : UNE PRÉHISTOIRE

Dès le début du XX^e siècle, les soldats développent des liens de camaraderie lors des compétitions sportives organisées entre les différents corps de l'armée, ce qui conduit à une plus grande cohésion au sein de leurs unités. Les pratiques sportives servent aussi au maintien de la condition physique des soldats, la rigueur de l'entraînement permettant de s'assurer que le personnel militaire est prêt à remplir ses fonctions de manière efficace sur le terrain. L'intérêt du public pour ces rencontres permet enfin de renforcer le lien entre l'armée et la société civile.

Dans la première moitié du XX^e siècle, les États-Unis – et leur opinion publique – s'inquiètent des tensions récurrentes dans les relations internationales. Il faut dire que, avant la Première Guerre mondiale, les États-Unis apparaissent très vulnérables, sans alliance solide avec une puissance étrangère et avec la seule Garde nationale pour faire face à une éventuelle attaque extérieure. Le développement de la pratique sportive

Fête de la *Young Men's Christian Association*. Arrivée de la course à pied. Hauts-de-Seine, 1918.
© Maurice-Louis Branger / Roger-Viollet

dans les forces armées, considérée comme indispensable à leur santé et à leur hygiène, apparaît, dans ce contexte, étroitement liée à la question de la sécurité nationale. L'État-major insiste ainsi pour que le soldat reçoive « un entraînement physique – pour développer son corps dans le but de répondre aux efforts inhabituels et exceptionnels de la guerre – et un entraînement mental – pour mettre en œuvre les leçons acquises avec l'expérience et mettre à profit toutes les ressources que la science peut offrir concernant la conduite de la guerre » (*William W. Wotherspoon, « The Training of the Efficient Soldier », The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. 26, 1905*).

La préparation physique des soldats est donc un point essentiel de la stratégie militaire, au même titre que la propagande ou que la collecte de renseignement.

En 1917, les États-Unis entrent en guerre aux côtés des Alliés. Le corps expéditionnaire envoyé en France fait partie de la Garde nationale, dont la mission première est de protéger l'intégrité territoriale états-unienne.

À l'étranger, les *Doughboys* [NDLR : les vareuses des soldats de cette époque portaient des boutons assimilables à des beignets, en anglais *doughnuts*] s'octroient des moments de détente dans les YMCA (*Young Men's Christian Association*) et saisissent l'occasion d'aller au contact des Français, en insistant sur l'excellence sportive comme reflet du caractère d'une nation.

En 1919, les États-Unis envoient également une délégation d'athlètes aux Jeux interalliés, qui se déroulent au stade Pershing – construit par l'organisation du YMCA à Vincennes.

Le sport témoigne ainsi des vertus de la jeune nation, mais participe aussi de sa cohésion, car comment s'assurer que tous ces soldats, dont beaucoup sont, à l'instar de la société américaine, des descendants d'immigrés récents que l'on caractérise généralement d'« Américains à trait d'union » (*hyphenated Americans*), souvent d'origine italienne ou allemande, ne vont pas se retourner contre leur patrie d'adoption ? En 1915, l'État fédéral met en place une Commission nationale d'américanisation dans un effort de standardisation des normes socioculturelles à l'intérieur du pays : le sport y joue un rôle primordial, faisant l'objet d'une stratégie de médiatisation pour consolider la nation de l'intérieur.

Les sportifs les plus célèbres mettent enfin leur renommée au service de l'effort de guerre, afin d'inciter les jeunes à servir sous les drapeaux. Cette démarche, amplement relayée par la presse, permet de renforcer le sentiment patriotique.

Laissez-passer officiel des Jeux interalliés au stade Pershing, du 22 juin au 6 juillet 1919.
© National WWI Museum and Memorial, Kansas City, Missouri, USA.

L'armée fonctionne alors comme un creuset national. Durant la Seconde Guerre mondiale, le sport lui permet de faire corps avec la société et d'achever le processus d'assimilation. En 1942, quelques grandes figures italo-américaines revêtent ainsi l'uniforme pour « devenir Américains », comme le boxeur Rocky Marciano ou le joueur de baseball des *New York Yankees*, Joe Di Maggio, qui servent de « poster boy » pour le recrutement militaire.

Une armée d'athlètes en Guerre froide

Avec la signature du Traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 1949, les États-Unis étendent leur influence stratégique dans le monde. Désormais encadré par la directive NSC-68 du Conseil de sécurité nationale, qui régit dans le plus grand secret la politique étrangère anticommuniste des États-Unis à partir de 1950, le sport devient un vecteur de la culture états-unienne sur les bases militaires installées en Europe et en Asie. C'est un moyen d'occuper les soldats d'active qui, contrairement à leurs prédécesseurs, ont rejoint une armée de métier : on organise des championnats inter-bases, ainsi que quelques matchs d'exhibition. Quelques soldats-athlètes représentent aussi leur base au sein d'équipes engagées dans le Conseil international du sport militaire (CISM), une organisation sportive militaire internationale créée en 1948, mais que les États-Unis ne rejoignent qu'en 1951.

Pendant la Guerre froide, le sport militaire est pris dans un étau, entre stratégie culturelle et sécurité nationale. Il n'en est pas moins un formidable outil de propagande et de compétition idéologique entre les États-Unis et l'Union soviétique.

2 LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

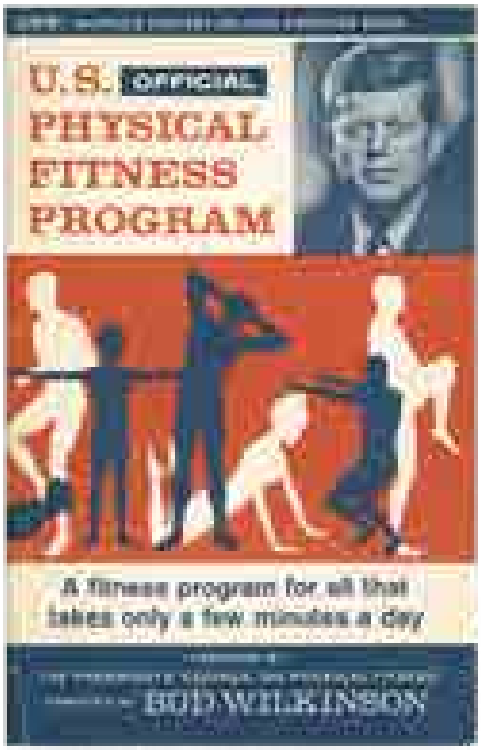
Au début des années 1950, les États-Unis lancent une offensive culturelle et sportive sans précédent. En haut lieu, on note que « le sport est un langage commun aux peuples de l'Est et de l'Ouest » (*Rider Toby C. et Kevin Witherspoon, « Making Contact with the Captive Peoples: The Eisenhower Administration, Cultural Infiltration, and Sports Tours to Eastern Europe », Journal of Sport History, vol. 45, no 3, 2018, p. 299*), observant attentivement la façon dont les Soviétiques utilisent le sport pour asseoir leur prestige.

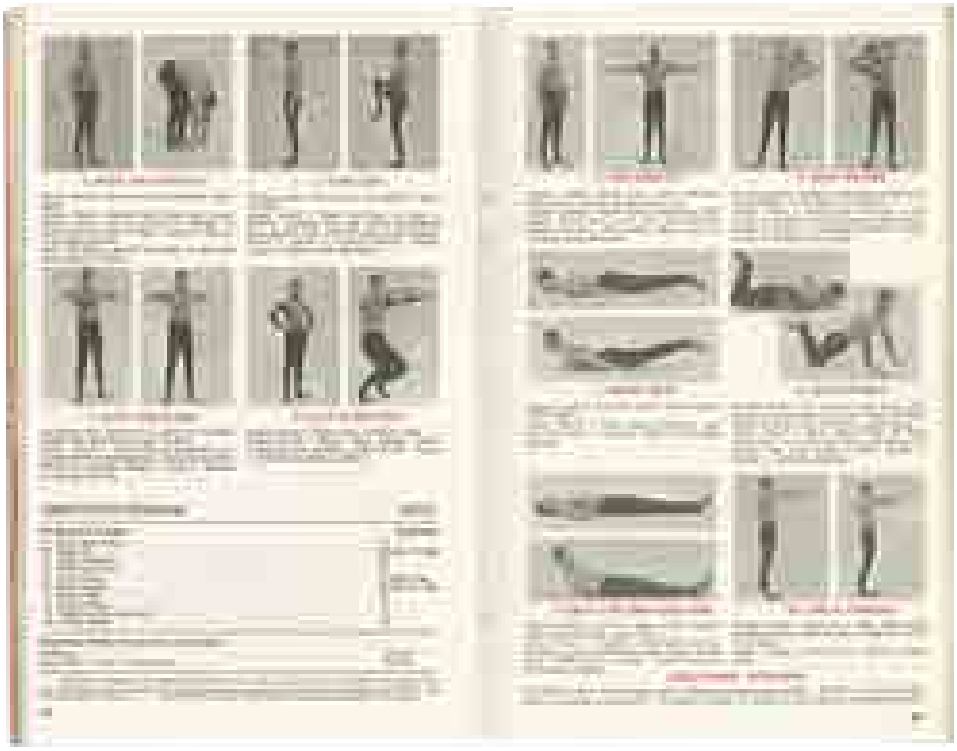
En 1953, l'élection du républicain Dwight D. Eisenhower marque un nouveau départ. Déterminé à utiliser le « facteur psychologique » pour vendre la culture et le mode de vie américains à l'étranger, il crée l'Agence d'information des États-Unis *(United States Information Agency, USIA)*, qui finance des tournées de « diplomates en short » – une anomalie pour un pays qui n'a jamais eu de ministère dédié aux affaires culturelles. La presse joue aussi un rôle fondamental pour tenir le peuple américain en alerte et « vendre » la légitimité du lien entre le sport et l'armée, à l'instar du magazine *Sports Illustrated*, dont la partialité est toutefois discutée du fait de son utilisation potentielle comme vecteur d'influence par la *CIA (Central Intelligence Agency)*.

Dans les années 1950 et 1960, le culte du corps n'est plus seulement une question esthétique, elle devient un enjeu diplomatique. En effet, le président John Kennedy déplore un « manque de muscle » *(Kennedy John F., « The Soft American », Sports Illustrated, 26 décembre 1960, pp. 15-16)* de la société états-unienne, qui peut trahir un manque de volontarisme et pénaliser les États-Unis dans la confrontation au communisme. L'Exécutif relance le *President's Council on Physical Fitness*, encourageant les Américains à prendre leur condition physique au sérieux.

Cet effort s'inscrit dans le cadre de la « Nouvelle frontière », le programme de l'administration Kennedy visant à relancer l'économie du pays tout en offrant des garanties supplémentaires de sécurité nationale. Cette même administration utilise par ailleurs le Peace Corps, une agence fédérale indépendante créée en 1961, pour étendre son influence en invitant des athlètes étrangers, notamment des athlètes africains, à venir s'entraîner sur les campus universitaires aux États-Unis.

Toutefois, le lien entre l'armée et la société commence à se détériorer durant l'ère de la contre-culture des années 1960 et de la « décennie du moi » des années 1970.





***The official US Physical Fitness Program*, 1964.**
© John F. Kennedy Presidential Library, Boston MA.

Tournoi olympique de hockey. Les joueurs américains célèbrent leur victoire sur l'équipe soviétique. États-Unis, 22 février 1980.
© Akg-images / picture-alliance / dpa

L'armée investit les campus pour attirer de nouvelles recrues dans le Corps des officiers de réserve (*Reserve Officers Training Corps, ROTC*), à une époque où la loterie envoie de plus en plus de jeunes gens au Viêt Nam et où le sentiment antimilitariste est plus prononcé que d'habitude : en 1969, le ROTC subit une perte de 25% de nouveaux volontaires dans ses rangs. En réponse à ce coup de semonce, les forces armées lancent une initiative de « formation à l'aventure » : plutôt que de se concentrer sur des exercices conventionnels, l'accent est mis sur des sports à contact physique, tels que le football. Cela conduit notamment à une augmentation du nombre de femmes et de Noirs parmi les cadets dans les années 1970 et 1980.

Le terrain militaire des compétitions internationales

Après le poing ganté de Tommie Smith et John Carlos aux Jeux olympiques de Mexico City en 1968, puis la finale de basket-ball perdue contre l'Union soviétique aux Jeux de Munich en 1972, les États-Unis reviennent sur le devant de la scène avec le « Miracle sur glace » des Jeux d'hiver de *Lake Placid* en 1980 : l'équipe américaine de hockey sur glace, composée d'athlètes amateurs, bat en finale les athlètes à statut militaire de l'Union soviétique. D'innombrables caméras immortalisent le moment, créant un récit majeur marquant le retour des États-Unis sur le devant de la scène sportive. Depuis, les fédérations nationales américaines ne cessent de récolter les fruits des années 1970, lorsque de vastes programmes de recherche scientifique furent lancés pour optimiser les performances, inspirés des programmes de recherche spatiale, par exemple.

Le 22 février 1980, les États-Unis et l'Union soviétique s'affrontent lors du tournoi olympique de hockey sur glace à Lake Placid. Les États-Unis remportent le match, entré dans l'histoire sous le nom de « Miracle on Ice », par 4 à 3. Les joueurs américains célèbrent leur victoire.

Le président Gerald Ford s'intéresse alors particulièrement aux sports. L'année 1978 voit la création du *World Class Athlete Program*, qui octroie un temps d'entraînement de deux années complètes pour permettre aux soldats-athlètes de mener à bien leur engagement sportif. Après les échecs états-uniens aux Jeux olympiques de Munich en 1972 et de Montréal en 1976, le rôle de l'armée apparaît dans un exercice patriotique renouvelé : le football américain, sport qui présente la marque culturelle la plus forte du lien entre le sport et les armées dans les derniers moments de la Guerre froide. Dès lors, les gigantesques dômes et stades accueillent régulièrement des vétérans, plaçant le miliaire au cœur de la frénésie du monde civil.

Enfin, les États-Unis sonnent la charge contre l'Union soviétique et entraînent de nombreuses délégations dans un boycott olympique sans précédent en 1980.

Après l'événement, les militaires appellent à la création de « nouvelles structures pour le mouvement sportif et olympique » *(Mollet Raoul, « The New Structures of the Sport and Olympic Movement », CISM Magazine, No. 53, Juin 1981, pp. 10-14)*, selon le CISM, afin de renforcer la coopération internationale et d'éviter un boycott des Jeux de Los Angeles en 1984. Les États-Unis jouent gros, car, outre l'habituel aspect financier, ils impliquent un grand nombre de soldats-athlètes (près de 6 % de la délégation). La répétition générale avec les championnats militaires de 1983 en pentathlon moderne, basketball et tir confirment alors ce que l'on sait déjà : le président Ronald Reagan fera de l'événement un objet de « prestige national » pour les États-Unis – une ligne de conduite que l'on retrouve à chaque grand événement sportif depuis la fin de la Guerre froide. ■

Les Français Hugo Boucheron et Matthieu Androdias lors de la sixième journée des Jeux olympiques d'aviron. Tokyo, 28 juillet 2021.
© Baptiste Fernandez / Icon Sport

3 SOLDATS SPORTIFS

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la pratique sportive reste bien sûr indispensable à la formation militaire. Au-delà, l'armée s'attache à promouvoir un modèle d'intégration permettant aux athlètes nationaux de bénéficier de très bonnes conditions de préparation et, aujourd'hui, les militaires sportifs qui constituent « l'armée des champions » défendent les couleurs de la France dans toutes les grandes manifestations sportives internationales.

S'il participe à l'indispensable maintien des soldats en bonne condition opérationnelle, le sport intervient enfin, en cas de blessure physique ou psychique, dans un parcours de réadaptation et de réinsertion engagé par les cellules d'aide aux blessés et dont le Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides est une des chevilles ouvrières.

Gaël FERNANDEZ
Documentaliste audiovisuel, chargé des collections actualités
à l'Établissement de communication et de production
audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

L'ECPAD ET LA FABRIQUE MÉDIATIQUE DU SPORT AUX ARMÉES

L'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) est le centre d'archives audiovisuelles du ministère des Armées. Ses collections témoignent de plus de 180 ans d'histoire militaire à travers 15 millions de photos et 100 000 heures de films. Il conserve notamment de nombreuses images liées au sport.

Depuis la seconde moitié du XIXe siècle, la pratique de l'éducation physique rythme la vie du soldat. Gymnastique - nécessité d'entretenir le corps par l'effort physique - puis hébertisme - volonté de renforcer le corps par l'effort fonctionnel - se succèdent dans les formations militaires dans le but d'aguerrir le combattant sur les plans physique et moral. L'armée, qui voit encore dans le sport une simple distraction futile, lui reste jusque-là hermétique. Son adoption se réalise progressivement à l'aune de la Première Guerre mondiale durant laquelle les soldats, pour tromper l'ennui des tranchées, se tournent vers la pratique du sport pour se distraire. Les opérateurs de la Section photographique et cinématographique de l'armée qui sont envoyés, à partir de 1915, suivre les troupes et témoigner des hostilités, se font l'écho de cet engouement. Ce n'est finalement, pour le côté français, qu'après les mutineries de 1917 que l'importance du sport pour entraîner et distraire les Poilus est reconnue par l'état-major. La pratique sportive sur le front devient alors l'affaire de l'armée et sous les clichés des opérateurs sa pratique devient une illustration récurrente de la vie militaire. Ainsi en juillet 1917, le photographe Jablouski immortalise la rencontre des 22e et 63e bataillons de chasseurs alpins lors d'une journée sportive à Brie-Comte-Robert où vont se dérouler de nombreuses épreuves : course à dos de mules, épreuves de force et franchissement d'obstacles. Les actualités cinématographiques témoignent par ailleurs de la pluralité des activités sportives comme le football ou le rugby. Les hommes s'adonnent à des parties improvisées avec les moyens à leur disposition. La photographie d'Albert Moreau, *Partie de football entre soldats dans les rues d'Hermonville (Marne), 23 août 1915* témoigne de cette situation qui peu à peu s'améliore avec la distribution de ballons par le haut commandement.

La croissance des jeux de ballon est bien mise en avant par le photographe Cordier qui couvre le match de rugby entre les équipes militaires française et néozélandaise le 8 avril 1917 pour la coupe de la Somme au stade de Vincennes. À cette occasion, l'opérateur Marcel Martel immortalise le premier haka filmé en France. De son côté l'opérateur Alphonse Weber filme des soldats du 52e bataillon de tirailleurs sénégalais jouant au football dans les rues de Reims en septembre 1918 pour les besoins d'un film sur les coloniaux. Tout le conflit durant, les correspondants de guerre témoignent de l'émergence du sport dans les armées et sa progressive acceptation par l'institution militaire.

Rappelés à l'aube du conflit mondial suivant, les opérateurs font du sport un sujet récurent des actualités militaires. La rubrique sportive témoigne de l'intérêt distractif et fédérateur qu'on lui porte à l'intérieur des armées. À titre d'exemple, le numéro du magazine *Journal de guerre* de février 1940 consacre une rubrique au ski : des chasseurs alpins dévalent le flanc d'une montagne. Pour autant, le ballon règne toujours au front. Les actualités médiatisent l'organisation de nombreux matchs de football et de rugby entre unités et alliés. Dans la lignée des achats de ballons par l'armée pour ses Poilus en 1917, les opérateurs rapportent la distribution de ballons aux soldats de la 4e armée par le général Édouard Requin, désireux de trouver une alternative à l'immobilisme de la Drôle de guerre.

Après l'armistice, le sport fait partie intégrante du programme militaire national du régime de Vichy. Pour la Section cinématographique de l'armée (SCA), le message à transmettre est éducatif : le sport doit contribuer à la cohésion du groupe, endurcir le corps, forger le caractère et servir de préparation militaire. Ainsi, en 1941, dans les cinémas, on projette le nouvel épisode de *La France en marche*, magazine d'actualités lancé par Pierre Nord. Nommé *La Cité du muscle*, il relate l'entraînement des jeunes du Collège national de moniteurs et d'athlètes d'Antibes. La même année, le photographe Marcel Viard suit le quotidien des enfants de troupe de l'École militaire

Au Parc des Princes, match de rugby franco néo-zélandais, 1917.
© Cordier / ECPAD / Défense

enfantine Hériot à Draguignan : photographiés dans leurs activités militaires, scolaires et sportives, ils pratiquent la gymnastique et l'hébertisme, la natation et l'athlétisme.

De 1941 à 1943, des opérateurs comme Roland Faure, Louis Cadin et Raymond Gilland recueillent des images similaires pour alimenter la propagande du régime. De l'autre côté de la Manche, les Forces françaises libres possèdent aussi leur service d'information autour d'opérateurs comme Lucien Guimas qui, pendant cinq ans, filment et photographient l'activité des Forces françaises libres. La revue filmée *Ici… la France*, éditée par les studios de l'Office français d'information cinématographique, aborde le sport au cœur de l'instruction des cadets de la France libre dans son numéro *Ils s'instruisent pour vaincre* (1944).

À la Libération, le SCA produit un nouveau magazine intitulé *France-Libre actualités*, dont le numéro de septembre 1944 consacre une rubrique aux sports et aux loisirs et y présente de nombreuses activités comme l'athlétisme, le cyclisme ou la natation. Après la guerre, le Service cinématographique des armées continue de réaliser de nombreux reportages sportifs qui rythment le quotidien du soldat avec toujours ce triple objectif : informer, instruire et distraire. L'importance que l'armée lui prête inaugure par ailleurs une véritable politique communicationnelle de Défense. La doctrine d'Antibes (1960) et celle de Fontainebleau (1975) consomment le mariage entre culture sportive et militaire en introduisant la pratique d'une discipline sportive.

En mai 1978, le magazine *Armées d'aujourd'hui*, dans son numéro spécial *Du sport pour tous*, présente le soldat-sportif à la pratique de l'escrime, de la natation, du parachutisme et du footing. Avec un intérêt prononcé sur la condition du combattant, les magazines s'emparent du sport et médiatisent la place que lui donne l'armée au cœur de la construction du soldat. C'est ainsi qu'en mars 2022 la photographe Cyrielle Sicard de l'ECPAD, en immersion au sein de la Patrouille de France, présente les pilotes en séance de réveil musculaire avant leur départ en voltige aérienne.

En France comme en opération extérieure, mondes combattant et sportif restent associés dans le prisme médiatique du ministère des Armées. En parallèle, dans une contribution à l'effort sportif national, la fondation de l'École interarmées des sports (EIS) en 1967 puis celle du Centre national des sports de la Défense (CNSD) en 2006 entraînent la pratique à son plus haut niveau en formant des professionnels dans leurs disciplines sportives. De nombreux reportages ont depuis alimenté les rubriques en exaltant les vertus du combattant par l'exemple du soldat-athlète : se dépasser et vaincre. Diffusé à la télévision en avril 1992, le magazine *Top Défense* intitulé *Militaires et champions* présente l'entraînement des alpinistes en prévision des Jeux olympiques d'Albertville. À sa suite, le *Journal de la Défense* intitulé *Armée des champions* et diffusé en avril 2023 sur la chaîne parlementaire dévoile la préparation des athlètes militaires pour les Jeux olympiques de Paris à venir. Le soldat n'est plus seulement sportif, il est champion. ■

Consultez le site « Images Défense » pour plus d'images sur le sport : *www.imagesdefense.gouv.fr*

Capitaine (en retraite) Bernard VÉRÉ
Ancien commandant et historien du bataillon de Joinville
Commandant Erwan LEBRUN
Commandant le bataillon de Joinville au Centre national des sports de la défense

DU BATAILLON DE JOINVILLE À « L'ARMÉE DE CHAMPIONS »

Le ministère des Armées a développé un dispositif unique qui lui permet d'être le premier incubateur de sportifs de haut niveau et le premier contributeur de l'État au soutien du sport de haut niveau. Le commandant du bataillon de Joinville nous invite à découvrir cette unité qui réunit plus de 200 champions alliant carrière sportive, promotion de la pratique du sport et des valeurs de la défense. Mythique !

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France réorganise ses institutions, notamment sportives, et utilise celles-ci pour redonner au pays une stature internationale. Sur l'échiquier des nations, elle prône l'amitié par le sport en prenant, en 1948, la tête du tout nouveau Conseil international du sport militaire (CISM) que présidera le chef d'escadron français Henri Debrus. Plusieurs nations, conscientes de l'intérêt que revêt le sport de compétition pour mettre en valeur l'image d'un pays et animées d'un même désir de paix, viennent rapidement grossir les rangs du CISM.

Insigne du bataillon de Joinville.

C'est dans ce contexte qu'est créé en 1956 le bataillon de Joinville, dans les murs de l'ancienne école de Joinville-le-Pont. Cette unité de l'infanterie optimise, d'emblée, l'entraînement de l'élite sportive en âge de faire son service militaire et continue à le faire, à partir de 1967, au sein de l'École interarmées des sports de Fontainebleau sur le camp Guynemer. Elle reçoit annuellement 450 à 550 jeunes athlètes provenant de 54 fédérations sportives délégataires. Le « BJ », comme on le nomme, évite ainsi pour chacun d'eux la rupture d'une carrière sportive pour une trop longue durée.

Le bataillon de Joinville du temps de la conscription

En près d'un demi-siècle, cette unité militaire a marqué son époque. Elle a aussi marqué définitivement les hommes et les femmes qui l'ont servie, le mouvement sportif qui a compté sur elle et tous ceux qui l'ont approchée de près. Outil de travail exceptionnel pour préparer les grandes échéances, le bataillon de Joinville fut un tremplin pour les futurs champions. Il leur a permis de remplir leurs obligations militaires tout en continuant à s'entraîner régulièrement dans les meilleures conditions possibles.

Véritable pépinière de champions, le bataillon de Joinville, composante de haut niveau de l'École interarmées des sports de Fontainebleau, tire sa renommée de talents qu'il a toujours contribué à entretenir : Jacques Anquetil, Jean Gachassin, Michel Platini, Yannick Noah, Ghani Yalouz, David Douillet, Jean-François Lamour ou encore Florian Rousseau et Jean Galfione figurent parmi les athlètes incorporés au BJ au temps de la conscription.

Un encadrement technique de qualité, des entraîneurs civils performants, des cadres militaires qualifiés et la présence des meilleurs athlètes ont contribué à garantir la réussite du bataillon de Joinville lors de nombreuses compétitions sportives, civiles et militaires.

Les 54 fédérations sportives qui ont travaillé en relation permanente avec le bataillon de Joinville (BJ) ont apprécié la valeur de cet outil incomparable, au service de la promotion et du succès de leurs espoirs internationaux. La majorité d'entre elles ont fait du BJ un élément majeur dans leur politique d'accession ou de maintien au plus haut niveau mondial.

Le palmarès est élogieux : les 20 500 athlètes incorporés au BJ, du contingent et de carrière, ont rapporté 45 médailles olympiques, 312 titres mondiaux civils ou militaires et 952 titres nationaux ou internationaux. « Le Bataillon » fut de fait un fabuleux ambassadeur de la France aux quatre coins

Michel Platini fait le pitre au milieu de ses camarades appelés, Vincennes, 1975.
© Presse Sports / Boutroux

du monde, une belle vitrine du sport français, et ses athlètes, de précieux émissaires de notre culture en France, dans le monde francophone et en dehors.

La loi de 1997 portant réforme du Service national sonne le glas de la conscription. Elle est suspendue et, avec elle, les activités du bataillon de Joinville dans sa forme initiale. En 1998, le BJ commence à perdre ses brigades et, le 23 janvier 2002, le fanion de l'unité sort des rangs pour être remis au ministre de la Défense. Le BJ laisse sa place à une autre forme d'encadrement de sportifs militaires, confiée dans un premier temps au commissaire aux sports militaires puis au commandant du Centre national des sports de la défense (CNSD).

L'après-bataillon de Joinville et le retour sur scène de cette unité

Le commissariat aux sports militaires puis le centre national des sports de la défense prennent le relais du bataillon de Joinville avant son retour sur scène en 2015.

Le commissariat aux sports militaires, puis le CNSD, ce dernier officiellement créé le 1er janvier 2006, ont assuré les missions du bataillon de Joinville dès que cette unité a arrêté ses activités après les Jeux olympiques de Sydney, en 2000. Au passage, il est bon de noter que la dissolution du bataillon de Joinville n'a jamais été officiellement actée.

On peut comparer le CNSD à un Prytanée sportif, siège administratif et lieu de rencontres, ouvert sur l'Agora représentée par la « Place d'armes des Joinvillais » du camp Guynemer de Fontainebleau. Celle-ci est également un haut lieu de réceptions.

Depuis l'an 2000, les armées n'ont pas cessé de « faire campagne » pour la promotion et le développement du sport de haut niveau, qu'il soit pratiqué par des valides ou des non valides, en lien étroit avec leur autorité de tutelle et les fédérations délégataires. Représenté au sein du CNSD, comme il l'était du temps du BJ de la conscription, le tandem armées-fédérations participe aujourd'hui à l'effort national dans les disciplines les plus emblématiques et les plus légitimes vis-à-vis de l'institution militaire, dans un périmètre plus réduit.

Cette nouvelle configuration n'a pas empêché le ministère de la Défense de bien figurer dans les grandes

3 SOLDATS SPORTIFS

compétitions internationales. En effet, entre 2004 et 2012 (trois olympiades d'hiver et d'été), pas moins de 43 médailles olympiques (dont 15 en or) ont été remportées par des athlètes soutenus par les armées. Sans oublier les très nombreuses médailles dans les championnats du monde, d'Europe et autres grands rendez-vous internationaux. Ajoutons par exemple que, pour l'année 2012, le CNSD a organisé 10 championnats de France militaires (natation, cyclisme VTT, course d'orientation, badminton, football, cross, raid, rugby, judo et escalade) et a participé à 6 championnats du monde du Conseil international du sport militaire (ski, course d'orientation, football féminin, taekwondo, triathlon et tir sportif). Le CNSD a également marqué sa présence dans 10 compétitions internationales de niveau européen.

Ainsi la suspension de la conscription, avec pour conséquence la mise en sommeil du bataillon de Joinville, n'a pas entamé l'efficience du service rendu à la Nation en matière de résultats sportifs au niveau mondial.

Depuis 2014, l'ensemble des athlètes militaires post conscription est affecté administrativement au CNSD. Le 12 juin 2015, à l'Hôtel de Brienne, le ministre de la Défense, monsieur Jean-Yves Le Drian, décide le réveil du bataillon de Joinville au sein du Centre national des sports de la défense de Fontainebleau. Composante principale de « l'armée de champions », ce nouveau BJ regroupe alors 118 athlètes valides et 15 athlètes para sports, dans 21 disciplines.

Une décision ministérielle du 11 juin 2015 porte filiation et transmission du patrimoine de tradition du bataillon de Joinville à l'École interarmées des sports, ainsi devenue son héritière.

Le 13 septembre 2017, Paris a obtenu l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) pour 2024, par décision du Comité international olympique (CIO).

Depuis la création du bataillon de Joinville, en 1956, le ministère des Armées poursuit une longue tradition de soutien des forces armées à l'effort national au profit du sport de haut niveau français. La professionnalisation des armées et la nouvelle politique interministérielle des sports ont conduit à rénover le modèle et à développer de nouvelles relations avec le mouvement sportif et le ministère des sports.

La réforme de la gouvernance du sport français, avec la création de l'Agence nationale du sport, conjuguée à l'organisation des JOP de 2024, marque une nouvelle ère du sport français.

Ainsi, le protocole du 16 septembre 2019 définissant, dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, le soutien au sport de haut niveau français complète l'accord-cadre interministériel du 4 mars 2014. Le ministère des Armées, le ministère de l'Intérieur (gendarmerie nationale), le ministère des Sports et la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, s'engagent à développer des actions communes en faveur du sport de haut niveau français.

Entrée du Centre national des sports de la défense à Fontainebleau.
© CNSD

La Française Clarisse Abgegnenou (en blanc) combat la Japonaise Miku lors des Championnats du monde de judo. Azerbaïdjan, 23 septembre 2018.
© Mladen Antonov / AFP

Au-delà de cette échéance, le protocole vise à renforcer les liens entre les ministères des armées et de l'Intérieur (gendarmerie nationale) et le mouvement sportif, dans la durée et dans le cadre de l'héritage post olympique. Il ambitionne aussi de développer l'innovation dans les secteurs de la recherche, du développement et du handicap en particulier.

La perspective de l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 constitue une conjoncture favorable pour consolider l'apport important déjà fourni par le ministère des Armées et le ministère de l'Intérieur au sport de haut niveau, et afficher de nouveaux objectifs s'inscrivant dans une stratégie interministérielle commune.

En 2024, ce sont plus de 220 sportifs de haut niveau qui se sont engagés au sein des armées et de la gendarmerie nationale. Au-delà des chiffres, ce sont aussi des athlètes qui continuent à faire perdurer l'esprit du prestigieux BJ. On peut ainsi mentionner, dans les rangs de l'armée de champions, Alain Bernard et Hugues Dubosc, deux nageurs de la gendarmerie nationale. On peut également citer l'homme qui a révolutionné le biathlon : Martin Fourcade (armée de Terre), intégré au sein de l'équipe de France militaire de ski. Aujourd'hui, c'est encore Clarisse Agbegnenou, adjudante de la gendarmerie nationale, avec ses deux titres olympiques et ses six titres mondiaux en judo. Dans la marine nationale, Charline Picon, avec une cinquième participation aux Jeux olympiques est également une immense athlète. Dans les disciplines paralympiques, on peut enfin citer l'agent sous contrat Marie Bochet, en para-ski, qui dispose d'un palmarès XXL avec 8 titres paralympiques et 22 titres de championne du monde.

Tous les ans, lors des championnats du monde militaire et Jeux mondiaux, ou lors des Jeux olympiques et paralympiques, qu'ils soient d'été ou d'hiver, les armées françaises continuent de faire partager les valeurs humanistes portées par le sport. À ces grandes occasions, le bataillon de Joinville prend toute sa place dans le dispositif visant à maintenir, dans les armées, la pratique du sport de haut niveau. ■

Arnaud DAVIRÉ
Doctorant en sociologie du sport à l'Université Gustave Eiffel,
UFR Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives

LA RECONSTRUCTION PAR LE SPORT DES MILITAIRES BLESSÉS

Ces dernières années, avec le durcissement des opérations conjugué à un taux d'engagement très important, les armées françaises constatent une forte augmentation du nombre de blessés, tant physiques que psychiques, au sein des unités. En regard, l'accompagnement des soldats concernés s'est considérablement ajusté et renforcé. Découvrons ici la place primordiale octroyée au sport dans l'avènement de ces parcours de réhabilitation psychosociale et physique.

Le neurochirurgien Ludwig Guttman à l'hôpital de Stoke Mandeville. Angleterre, 1948.
© Raymond Kleboe / Getty Images

Avec le développement des opérations extérieures (OPEX) depuis 1961, les « soldats français sont les plus sollicités au monde », constate l'ancien militaire et historien Michel Goya en 2022, dans son ouvrage *Le Temps des Guépards, La guerre mondiale de la France, de 1961 à nos jours*. Cet engagement se conjugue avec un afflux de blessés constant. La blessure n'est pas seulement la conséquence du combat, elle peut survenir à l'entraînement, en opération intérieure [*NDLR : missions sur le territoire national*], ou sur le trajet menant au lieu d'affectation. Peu importe le contexte de sa survenue, elle se caractérise avant tout par ses conséquences, qui éloignent, au moins pour un temps, le militaire de son affectation. Cet éloignement n'est pas sans impact pour le militaire blessé. En effet, il interroge son identité en tant qu'homme, et en tant que combattant, son statut au sein d'un métier qui demande performance physique et psychologique. L'institution militaire joue un rôle important dans la prise en charge de la blessure. Elle accompagne, au moyen d'un parcours spécifique au blessé, le militaire touché. Il s'agit d'un accompagnement administratif, social et juridique, qui s'ajoute au médical assuré par le Service de santé des armées (SSA). Depuis dix ans, ce dispositif est complété par un parcours de reconstruction par le sport, initié par la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT).

Blessure et activité physique : un fait historique

Le professeur Ludwig Guttmann, est couramment reconnu en tant que précurseur de l'utilisation du sport comme outil dans le cadre de la réhabilitation des militaires blessés. Ce neurologue allemand est avant tout célèbre pour avoir organisé, le jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Londres en 1948, une compétition au sein de l'hôpital de Stoke Mandeville (Grande-Bretagne), opposant les blessés médullaires [*NDLR : souffrant d'une lésion à la moelle épinière*] dont il avait alors la charge. Cette compétition est aujourd'hui présentée comme l'embryon des Jeux Paralympiques. Cependant, l'utilisation de l'activité physique au sein des hôpitaux militaires est antérieure. Bien qu'elle reste difficile à dater, Rémi Remondière, docteur en sciences sociales, note l'emploi de matériels de fortune (rouleaux à pâtisserie, seaux…) par le personnel soignant, dans le cadre de la réhabilitation fonctionnelle des blessés de la Première Guerre mondiale. On observe également, à la même époque, la présence d'espaces aménagés en extérieur, où le militaire peut s'adonner de façon autonome à des activités, telles que la gymnastique ou le tir à la corde. La réhabilitation du militaire au moyen de l'activité physique ne peut donc être présentée comme une nouveauté historique. Sa systématisation, dans le cadre d'un dispositif balisé par l'institution militaire, est cependant plus récente. Elle s'est construite par étapes, grâce à la mobilisation d'acteurs militaires et civils (Institution nationale des Invalides, cellules d'aide aux blessés, fédérations sportives…).

Les Invalides, place forte de la réhabilitation par le sport

L'Institution nationale des Invalides se distingue à la fin des années 1950 en demandant le détachement d'un moniteur de sport de l'Institut national des sports (INS) en son sein. Pierre Clerc, maître d'armes, prend ainsi ses fonctions en janvier 1958. Non formé aux spécificités du handicap, il s'adapte à son nouveau public et propose une multitude d'activités : tennis de table, escrime, basket…

Il inspire la création du Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides (CSINI), qui voit le jour le 10 octobre 1966. Ce sont, cette fois, des blessés de la guerre d'Algérie qui portent le projet, notamment André Hennaert, blessé médullaire, et Georges Morin, triple amputé, qui plus tard feront partie des dirigeants les plus impliqués de la Fédération française handisport (FFH). Au fil des années, le cercle deviendra un des grands pourvoyeurs de médailles pour le mouvement paralympique français, s'imposant notamment comme une référence de l'escrime fauteuil, en digne héritier du maître d'armes Pierre Clerc. Si le CSINI forme des sportifs de haut niveau, il n'en a pas pour autant perdu de vue son principal objet, à savoir « favoriser la pratique d'activités physiques adaptées au profit des pensionnaires de l'Institution nationale des Invalides […] ». Dans une démarche d'ouverture, il organise en 2011, à Bourges, un stage d'une semaine, ouvert aux blessés des trois armées et de la gendarmerie avec le soutien de la CABAT et de la FFH. Si la participation se limite à deux marins et un terrien, le colonel Thierry Maloux, présent à Bourges, comprend rapidement l'intérêt du concept. Alors à la tête de la CABAT, il décide de s'appuyer sur cette expérience pour créer les Rencontres militaires blessures et sport (RMBS). Deux séjours sur le département du Cher sont alors proposés : l'un à Aubigny-sur-Nère, l'autre à Bourges. Le Service de santé des armées est partie prenante, au côté de l'encadrement sportif. Les bases du parcours de reconstruction par le sport sont ainsi jetées.

Naissance d'un parcours institutionnalisé

Deux ans plus tard, l'armée, à travers toutes ses composantes (terre, marine, air et espace, et gendarmerie), s'approprie ce concept au profit du militaire blessé, à travers la création du parcours de reconstruction par le sport. Sa gestion est confiée au tout jeune Département blessés militaires et sport (DBMS), créé en 2013 et hébergé aujourd'hui au Centre national des sports de la défense (CNSD).

Présentation du hockey-luge. RMBS, Bourges 2014.
© J.-J. Chatard / DICoD

Le développement de ce parcours est pensé autour de l'expérience des RMBS et se décline en trois phases. Une première où l'activité physique accompagne le blessé dans sa réhabilitation fonctionnelle. Une seconde contenant une multitude de stages, à l'image des RMBS, où les familles sont parfois conviées. Enfin une troisième, où un accompagnement spécifique est proposé aux blessés souhaitant s'inscrire dans une démarche compétitive, en participant notamment aux *Invictus Games*. Cette préparation est assurée en lien étroit avec les fédérations sportives partenaires (FFH, FFAviron...).

Un développement autour de partenaires militaires et civils

Bien que le pilotage du dispositif soit confié au Département blessés militaires et sport, la CABAT et le SSA restent très présents dans sa mise en œuvre. Par le biais des Hôpitaux d'instruction des armées (HIA), le SSA innove en proposant des activités physiques, d'abord aux pensionnaires de l'hôpital Percy (à Clamart dans les Hauts-de-Seine), en partenariat avec la Fédération française handisport qui fournit l'encadrement qualifié. Cette expérience se prolongera avec le recrutement d'éducateurs sportifs titulaires d'une qualification APA (Activité physique adaptée), avant de s'étendre à d'autres HIA sur le territoire français. La deuxième phase du parcours s'organise autour du noyau dur que constituent les RMBS. Ces séjours se sont généralisés et ont inspiré la création de stages par d'autres cellules d'aides aux blessés (*Jesp'Air* pour l'armée de l'Air et de l'Espace, *Ad Refectio* pour la Gendarmerie, par exemple). Chaque année, plusieurs dizaines de stages sont ainsi proposés. Ils sont validés par une commission d'évaluation, constituée des principaux acteurs militaires du parcours de reconstruction que sont les cellules d'aide aux blessés, le DBMS et le SSA. En plus de ces stages, un challenge sportif, baptisé *Ad Victoriam*, est proposé à l'initiative de la CABAT. Les familles sont souvent conviées, faisant de ces séjours des lieux à la fois d'échanges entre frères d'armes aux parcours similaires et de partage avec le cercle des intimes. Ici, l'objectif est centré sur l'appropriation d'un corps meurtri, mutilé, doté de capacités nouvelles. La mise en place de l'ensemble des initiatives de cette deuxième phase mobilise un collectif d'une vingtaine de mécènes et d'acteurs associatifs, qui apportent une expertise dans le champ du handicap et/ou du sport. On retrouve ici la FFH, partenaire historique de la CABAT au même titre que le CSINI, mais également des fédérations sportives. Ces dernières sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses à se mobiliser, notamment sur la phase 3 du parcours. Ainsi, la préparation aux *Invictus Games* et aux compétitions militaires mobilise, outre les moniteurs du Centre national des sports de la défense, des cadres sportifs des fédérations olympiques partenaires. Mais la grande nouveauté réside dans la mise en place d'un module de détection destiné à orienter dans les meilleures conditions les militaires engagés dans un parcours de performance. Cet accompagnement est à la fois sportif mais implique également le SSA, dans un souci de préservation de l'intégrité physique et psychique du militaire. Cette phase débouche sur trois parcours possibles. Un premier menant à des compétitions, où la performance n'est pas un critère essentiel, telles que les *Invictus Games*, un second débouchant sur des compétitions militaires et le dernier où le militaire est accompagné sur la préparation à des compétitions civiles. Ce dernier parcours est celui qui doit mener les meilleurs aux équipes de France paralympiques.

Équipe de France de basket fauteuil aux *Invictus Games*, Allemagne, septembre 2023.
© CNSD

La blessure psychique, une problématique de plus en plus prégnante

Dans l'imaginaire collectif, la blessure est visible et généralement représentée par une amputation ou une déficience impliquant l'utilisation d'un fauteuil roulant. Autrement dit, il est question d'une atteinte physique. Or, la réalité des traumatismes occasionnés par les conflits armés, particulièrement dans un contexte de développement des engagements de haute intensité, est tout autre. Bien qu'elle ne soit pas spécifique à notre époque, la blessure psychique est une problématique qui s'est peu à peu imposée à l'institution militaire. L'embuscade d'Uzbin, survenue en août 2008 pendant la guerre en Afghanistan et au cours de laquelle dix soldats français ont trouvé la mort, est à ce titre un marqueur important dans l'histoire contemporaine de nos

armées. Le profil des blessés a ainsi évolué au fil du temps. Selon le CNSD, les victimes de stress post-traumatique, associé ou pas à une blessure physique, représentent aujourd'hui 70% des participants au parcours de reconstruction par le sport. Pour faire face à cette réalité, le développement de nouvelles pratiques est encouragé. Le travail avec les chevaux et la médiation équine sont ainsi mis en place à l'occasion de stages, pour favoriser l'épanouissement des blessés psychiques. Dans ce domaine, la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre est également précurseur, avec la création du Centre ressources des blessés de l'armée de Terre (CReBAT), support de l'organisation de stages dédiés aux blessés psychiques, en lien étroit avec le SSA.

La reconstruction par le sport comme vecteur de transformation de l'institution

Le parcours dédié aux militaires blessés affecte en retour l'institution militaire. La création du Département blessures militaires et sport (DBMS), déjà évoquée, en est un exemple. On peut également citer le renforcement de la formation des moniteurs d'Entraînement physique militaire et sportif (EPMS), qui tient désormais compte de la blessure avec un module spécifique en formation initiale et une certification « entraînement et blessure ». La création du village des blessés, au sein du camp Guynemer de Fontainebleau (siège du CNSD), conçu pour accueillir les militaires blessés dans le cadre de l'organisation des stages de la phase 2 et de la préparation des compétitions militaires et paralympiques (phase 3), mais aussi la reconnaissance du CNSD comme centre de préparation pour les Jeux de Paris 2024 et le nombre accru de sportifs en situation de handicap recrutés au sein de l'Armée de champions, témoignent d'un engagement fort, inscrit dans la durée, en faveur du militaire qui, un jour, a mis un genou à terre.

À travers le parcours de reconstruction par le sport, l'armée mobilise donc, depuis une dizaine d'années, un nombre important d'acteurs militaires et civils au service de la réhabilitation du militaire blessé. L'offre d'activités accompagne aujourd'hui le militaire, de son séjour à l'hôpital jusqu'à une éventuelle carrière sportive, tout en tenant compte de la complexité des blessures, mêlant très souvent le physique au psychique. Cet accompagnement est également un vecteur de transformation qui « inspire les pays anglo-saxons pour construire un outil dédié aux blessés », selon Hervé Piccirillo, commissaire aux sports militaires alors en poste en 2022. ■

Équitation adaptée.
© CNSD

Capitaine Fabrice MARTIN
Commandant le département Blessés militaires
et sport à l'École interarmées des sports
du Centre national des sports de la Défense

LES BLESSÉS MILITAIRES FRANÇAIS AUX *INVICTUS GAMES*

Londres, 2014. Pour la première fois ont lieu les *Invictus Games*, un événement multisports qui réunit des militaires et anciens combattants blessés ou en situation de handicap. L'objectif n'est ici pas la performance, mais le dépassement de soi et la reconstruction par le sport. Témoignage du capitaine Fabrice Martin, du Centre national des sports de la Défense.

***Invictus Games* 2023. C'est historique, la France remporte une médaille d'argent en sport collectif.**
© SCH Hamilcaro / ministère des Armées

Les *Invictus Games* sont une rencontre sportive internationale, mise en œuvre pour la première fois il y a tout juste dix ans. Depuis, les grands principes restent identiques mais le format évolue sensiblement pour se focaliser sur l'objectif premier : offrir aux blessés, militaires et vétérans, une opportunité de se reconstruire et de se relever de leurs blessures, qu'elles soient physiques ou psychiques.

Lorsque le Prince Harry, alors pilote d'hélicoptère au sein de l'*Army Air Corps* et de retour de son second engagement, assiste aux *Warrior Games*, une rencontre sportive de vétérans blessés de l'armée américaine, mise en place aux États-Unis en 2010, il décide de reproduire le concept à l'échelle internationale, convaincu que le sport peut avoir un impact décisif dans le retour à une vie « normale ». Il souhaite ainsi mettre en avant le patriotisme des militaires blessés au combat et témoigner du soutien de la nation à leur égard.

Le nom de l'événement, *Invictus*, fait référence au célèbre poème écrit par l'Anglais William Ernest Henley sur son lit d'hôpital, à la suite d'une amputation du pied en 1875.

Ce poème, illustration du stoïcisme face à la douleur, a été très popularisé dans la culture anglophone, notamment grâce à Nelson Mandela, que la puissance de ses mots a profondément touché, lui apportant le soutien nécessaire durant son incarcération à Robben Island.

Cette compétition sportive internationale et multidisciplinaire connaît un succès retentissant lors de sa première édition au Royaume Uni, en 2014, au sein du *Queen Elizabeth Oympic Park*. Elle regroupe alors près de 300 participants représentant 13 nations. Sa reconnaissance sur la scène internationale s'est confirmée en 2016 lors de l'édition d'Orlando, en Floride, grâce au soutien de Michelle Obama, qui a obtenu la participation, pour la cérémonie d'ouverture, de l'acteur Morgan Freeman et de l'ancien Président Georges W. Bush. 500 participants, représentant 13 nations, participaient cette fois-ci.

Les éditions se succèdent et le nombre d'athlètes se stabilise aujourd'hui à hauteur de 500, accompagnés d'une équipe d'entraîneurs et d'aidants, et surtout de la présence de deux proches de leur choix, leurs « Friends & Family ». Progressivement, le nombre de nations engagées a augmenté, entraînant mécaniquement la réduction du volume des délégations. Après Londres en 2014, Orlando en 2016, Toronto en 2017, Sydney en 2018, La Haye en 2022 (report et interruption liés à l'épidémie de COVID-19), puis Düsseldorf en 2023, la prochaine édition se déroulera à Vancouver en 2025.

Afin de permettre aux nations participantes de mettre en œuvre un processus de sélection et d'entraînement qui contribue pleinement à la reconstruction de leurs blessés, le rythme des sessions se stabilise à un rythme biennal. Un véritable partage d'expériences concernant les dispositifs de reconstruction des blessés par le sport se met en œuvre. De même, afin de conserver cet objectif et cet état d'esprit et de ne pas basculer dans la compétition visant uniquement la performance, la fondation *Invictus Games* a décidé de limiter à deux les participations d'un même blessé.

Pour la première fois à Vancouver en 2025, ces jeux vont s'ouvrir aux sports d'hiver. Le socle des sports collectifs est maintenu avec les tournois de volley assis, de rugby fauteuil et de basket fauteuil. La natation et le rameur sont aussi retenus comme disciplines socles et récurrentes. Mais, pour la première fois, un panel de sports d'hiver va donc être proposé. Pour les disciplines qui nécessitent un entraînement spécifique, deux niveaux de compétition vont être mis en place : débutants (moins de 7 jours de pratique) et intermédiaires. Les disciplines sportives hivernales choisies sont le ski alpin, le snowboard, le ski de fond, le biathlon, le skeleton et le curling assis. Les activités sont adaptées pour une participation plus accessible, même pour les pays qui n'auraient que difficilement accès à la neige.

Chaque édition des *Invictus* place les participants dans un environnement grandiose, permettant à chacun de vivre une expérience extraordinaire avec ses proches et, souvent, devant les autorités de son pays. C'est, pour nos blessés, une occasion unique de représenter la France autrement, de repousser les limites liées à leurs blessures et de se prouver, ainsi qu'à leurs proches, qu'ils sont en mesure de se dépasser. Les sourires, les larmes, les moments forts de cohésion lors de l'événement sont de beaux indicateurs de la puissance de ces rencontres sportives.

Quelques mots de participants à l'édition 2023 :

Tim : « Je m'attendais à quelque chose de fou, (...) mais ça a été des émotions vraiment extraordinaires (...). »

Sébastian : « Nous, ce qui nous importe, ce sont les batailles que l'on a menées contre nos blessures, et ces victoires valent toutes les médailles du monde. »

Cet événement sportif est avant tout un formidable lieu de rencontres et d'échanges. Les organisateurs offrent un lieu unique, la « Nation Home », où chacun prend le temps de profiter de son expérience dans un univers confortable et sécurisant. Les rituels d'échanges de pin's, bracelets et autres souvenirs permettent aussi de reprendre confiance en soi et d'apprendre à faire confiance aux autres.

« Puisse cette rencontre entre frères d'armes renforcer les liens qui unissent nos nations, et donner à voir à nos concitoyens des blessés dont nos forces armées sont légitimement très fières. » *général Paul SANZEY, officier général Commissaire aux sports militaires, commandant le Centre national des sports de la Défense.*

« Ensemble, sur le chemin de la résilience, nous relèverons ce défi sportif, animés par les valeurs militaires et heureux de porter haut les couleurs de la France. » *colonel Pierre LE BASTART DE VILLENEUVE, colonel adjoint du Centre national des sports de la Défense.*

Ces mots des anciens participants et des chefs militaires du CNSD porteront la prochaine délégation française à Vancouver. Les 19 blessés sélectionnés ont d'ores et déjà entamé leur cycle de préparation. La cohésion du groupe et des équipes de sport collectif se construit, rassemblement après rassemblement, pour vivre au mieux ce rendez-vous en 2025. ■

Angela TEJA
Société italienne d'histoire du sport
et Société italienne d'histoire militaire
Rosalba CATACCHIO
Surintendance des archives des Pouilles
et Société italienne d'histoire du sport

PRATIQUES SPORTIVES ET FORMATION MILITAIRE : LE CAS ITALIEN

L'armée italienne accueille depuis longtemps de nombreux sportifs dans ses rangs. Elle a joué un rôle important dans l'organisation des Jeux olympiques de Rome, en 1960, et promeut aujourd'hui un modèle d'intégration qui permet à ses athlètes de bénéficier d'excellents conditions de préparation.

De nombreux sportifs italiens de haut niveau sont affiliés à l'institution militaire. Les raisons historiques de ce phénomène tiennent au fait que, depuis les guerres du Risorgimento [*NDLR : ensemble des événements qui, au XIX*e *siècle, permettent à l'Italie de réaliser son unité*] et plus encore depuis la Grande Guerre, les sportifs ont toujours été recherchés pour leurs qualités d'excellents soldats.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'armée s'intéresse plus particulièrement au noyau de sportifs d'élite qui, en raison de la conscription (obligatoire en Italie jusqu'en 2004), afflue dans ses rangs. En 1950, elle crée une section sportive militaire au sein du bureau d'instruction de l'état-major de l'armée et s'attache à résoudre les problèmes découlant inévitablement de la prise en charge d'athlètes de haut niveau. Elle parvient ainsi, dès 1954, à la signature d'un accord entre l'instance sportive suprême et le ministère de la Défense, pour un engagement clair en faveur de la préparation à la compétition des meilleurs jeunes sportifs italiens. Un accord qui consiste en la protection que les deux organismes, chacun de leur côté, offrent aux athlètes « d'intérêt national évident », afin qu'ils continuent à participer aux compétitions pendant les mois qu'ils passent dans les casernes. C'est dans ce contexte que le Centre sportif de l'armée (*Centro sportivo esercito*) est créé en 1960, année olympique. L'intégration, par le biais du service militaire, de sportifs déjà accomplis impliquait en effet de ne pas interrompre leur mise en forme pendant les 15 puis 12 mois de leur service. C'est la raison principale de la création de trois « pelotons spéciaux d'athlètes » dans les années 1960, le ministère de la Défense mettant l'accent sur les aspects compétitifs susceptibles d'apporter médailles et notoriété à l'Italie et à ses forces armées.

Pour se faire une idée de l'importance du secteur sportif de l'armée dans l'histoire du sport italien, il suffit de mentionner le caractère prolifique de la section de boxe de la *Scuola militare di educazione fisica* (SMEF) [*NDLR : École militaire d'éducation physique*] d'Orvieto ou de la section de pentathlon moderne du Centre équestre préolympique militaire de Montelibretti (Rome). En ce qui concerne la boxe, presque toutes les médailles italiennes aux Jeux olympiques de Rome en 1960 proviennent de l'armée, du groupe qui s'entraîne à Orvieto avec le champion et ancien bersagliere [*NDLR : corps d'infanterie*] Natalino Rea. Il s'agit de champions tels que Francesco Musso, bersaglier, Franco De Piccoli, artilleur blindé, médaillés d'or respectivement en poids plume et en poids lourd, puis des médaillés d'argent Primo Zamparini, fantassin, et Carmelo Bossi, artilleur. En équitation, le couple des frères D'Inzeo est célèbre, Piero, capitaine de cavalerie, obtenant la médaille d'argent tandis que Raimondo, officier des carabiniers, remporte l'or dans le Grand Prix de saut d'obstacles. L'armée remporte également des médailles chez les cyclistes, une médaille d'or dans l'épreuve du 100 km par équipe avec le grenadier Livio Benito Trapè et le fantassin Antonio Bailetti, ainsi qu'une médaille d'argent pour Trapè sur la route.

En athlétisme, de célèbres sportifs se sont entraînés dans le centre romain de la caserne Cecchignola. Celle-ci porte le nom de Silvano Abba, champion olympique de pentathlon moderne à Berlin en 1936, mort pendant la Seconde Guerre mondiale en URSS. Les premiers noms à retenir sont ceux qui apparaissent dans les premières années. Il s'agit de Roberto Frinolli, recordman du 400 haies, champion d'Europe en 1966 et six fois champion national, d'Eddy Ottoz, également double champion

L'Italienne Vanessa Ferrari lors de la finale du sol en gymnastique artistique féminine aux Jeux olympiques de Tokyo, 2 août 2021.
© Loïc Venance / AFP

d'Europe du 110 mètres haies et médaillé de bronze aux Jeux de Mexico, et de Sergio Ottolina, « troisième fleuron » de la Compagnia Atleti [*NDLR : Compagnie des athlètes*], champion national et d'Europe du 200 mètres à la même époque.

En 1960, la IIe Compagnie des athlètes spéciaux est également créée à Naples, qui donnera d'illustres champions au rugby et au volley-ball italiens.

La IIIe Compagnie d'athlètes spéciaux de Bologne, créée en 1962, nous donne l'occasion de nous attarder sur le football, l'une des spécialités sportives les plus populaires. Cette troisième compagnie a pour mission non seulement de « réunir et sauvegarder un patrimoine sportif d'intérêt national évident », mais aussi d'éviter que les autres départements d'athlètes ne soient perturbés par des « interférences extérieures de diverses natures », car les footballeurs attirent toujours des foules de spectateurs et de supporters sur les terrains et dans leurs environs.

C'est ainsi que des footballeurs célèbres comme Gianni Rivera, Giovanni Trapattoni qui allait diriger l'équipe nationale de football, Mario Corso, Giacinto Facchetti, Enrico Albertosi, Paolo Rossi, Giuseppe Bergomi, Paolo Maldini, Gianluca Vialli et bien d'autres, sont passés par la caserne « Masini » de Bologne.

Les champions militaires continuent à apporter des médailles jusqu'à aujourd'hui. Après Claus Di Biasi en plongée et Mauro Sarmiento en taekwondo, on peut citer les tout récents champions de plongée et de natation qualifiés pour les Jeux de Paris 2024, le chef diplômé Giovanni Tocci et la gymnaste caporal Vanessa Ferrari, par ailleurs médaillée d'argent à Tokyo 2021.

Depuis 1998, tous les athlètes de l'armée de terre ont été transférés au bataillon des athlètes à Rome, où a été créé en 2000 le centre d'entraînement gymnastique-sport de l'armée de terre, siège du secteur éducation-formation hérité du SMEF d'Orvieto, fermé depuis une dizaine d'années. La fin du service militaire obligatoire, tout en bloquant l'afflux de footballeurs dans les rangs de l'armée, entraîne une augmentation de l'afflux d'autres spécialités sportives, le Centre de Rome étant reconnu comme un laboratoire d'entraînement technique de haut niveau. Depuis 2008, le centre a été transformé en Centre des sports olympiques de l'armée. Les installations sportives ont été agrandies et améliorées pour répondre aux normes internationales. Un centre de physiothérapie a également été mis en place pour la rééducation et les soins des athlètes. Ceux-ci sont rémunérés et peuvent poursuivre leur carrière militaire à l'issue de leur carrière sportive, tandis que l'armée gagne en prestige et en notoriété grâce aux succès remportés. Cette formule a toujours assuré la renommée du système sportif militaire en Italie. ■

Coup d'envoi du cross féminin des Journées sport armées jeunesse de 2022.
© Djamal-Edine Issouf / Marine nationale / Défense

4 CULTIVER LE LIEN ARMÉE-NATION

Pratique sociale fortement ancrée dans nos sociétés, le sport constitue un puissant outil de mobilisation. Les Journées sport armées-jeunesse (JSAJ), organisées par les ministères des Armées et des Sports, permettent ainsi à la jeunesse de découvrir les forces armées et, sur la base de valeurs partagées, de développer l'esprit de défense.

L'entretien de la mémoire des sportifs tombés au champ d'honneur, les actions menées par le Bleuet de France, participent de la même logique et permettent de cultiver, par la pratique sportive, le lien armée/nation. C'est également le cas de la Fédération des clubs de la défense (FCD), liée au ministère des Armées et à la communauté militaire, qui propose de nombreuses activités sportives au profit du plus grand nombre.

Capitaine de vaisseau Bertrand de LORGERIL
Secrétaire général de la Commission armées-jeunesse

LES JOURNÉES SPORT ARMÉES-JEUNESSE : PROMOUVOIR L'ESPRIT DE DÉFENSE

Permettre à la jeunesse de découvrir les forces armées, à travers une journée offrant une large place à la pratique d'activités sportives, c'est le projet des Journées sport armées-jeunesse (JSAJ). Organisées chaque année au sein des unités, avec la contribution de partenaires locaux, ces rencontres permettent, sur la base de valeurs partagées, de développer l'esprit de défense.

Après-guerre, le sport devient une priorité pour le ministère des Armées : un outil essentiel pour la préparation opérationnelle, pour entretenir l'esprit de corps et le dépassement de soi. Soixante-dix ans plus tard, le ministère promeut l'échange de valeurs entre les armées et la jeunesse : les JSAJ naissent de cette volonté de développer le sport de masse. Chaque année, en métropole et outre-mer, quelques milliers de jeunes Français rencontrent des militaires des armées et de la gendarmerie nationale autour de la pratique sportive. Cet événement d'ampleur nationale est coordonné par la commission armées-jeunesse à Paris. Placé sous le signe de la solidarité et du dépassement de soi, il associe également à chaque édition des athlètes de l'armée des Champions.

Une initiative interministérielle

En 2003, les ministres des Armées et des Sports s'engagent à conjuguer leurs ressources pour favoriser l'essor du sport pour tous. Sous l'impulsion de la Commission armées-jeunesse (CAJ), pilier historique du lien armées-jeunesse depuis 1955, la journée sport armées-jeunesse est créée au niveau national par l'accord-cadre du 4 mars 2014.

Cette initiative novatrice repose sur un principe simple : la rencontre, le temps d'une journée, entre des militaires et des jeunes issus d'une collectivité territoriale ou d'un établissement scolaire de la région, autour d'une activité sportive, suivie d'une présentation de l'unité militaire qui accueille. L'objectif ? Cultiver le lien essentiel armées-jeunesse, entre toutes les unités militaires stationnées sur le territoire métropolitain et outremer et la jeunesse plurielle de France, scolaire, étudiante, en formation, en situation de handicap ou d'échec scolaire. En réunissant différents organismes publics, les JSAJ affirment donc une ambition collective d'ampleur.

Une journée interarmées de lancement

En 2017, dans un contexte de fort intérêt du gouvernement pour le lien armées-jeunesse, la nécessité de redynamiser et de faire rayonner les JSAJ a conduit la commission armées-jeunesse à organiser une journée interarmées de lancement des journées sport armées-jeunesse. Le succès immédiat de cette journée nationale a entraîné une forte hausse du nombre de jeunes participants, dépassant la barre symbolique des 15 000 jeunes dès la première année. L'organisation de cette journée est confiée à une armée différente ou à la gendarmerie nationale chaque année. Ainsi, en 2017, c'est l'armée de Terre qui inaugure ce nouveau dispositif : l'école militaire de haute montagne de Chamonix accueille la première journée de lancement. Dans la foulée, les unités militaires peuvent organiser leur propre JSAJ en fonction de leur disponibilité et de leurs équipements sportifs : laser-run, parcours d'obstacles, cross, sport collectif, course d'orientation ou basket fauteuil sont autant d'activités proposées aux jeunes.

Au-delà de la simple pratique sportive, ces jeunes partagent les valeurs essentielles des militaires : goût de l'effort, dépassement de soi, civisme et respect de l'autre. Ces journées présentent également l'opportunité unique pour quelques jeunes d'échanger avec les sportifs de haut niveau de l'armée des Champions, nourrissant ainsi leur aspiration et leur inspiration.

L'édition 2023-2024

Pour cette dernière édition, c'est la Marine nationale qui s'est vue confier la mission de lancer les JSAJ. Le Pôle école-Méditerranée (PEM) de Saint-Mandrier-sur-Mer (Var) a

Lancement des journées sport armées jeunesse au Pôle école Méditerranée. Var, 8 novembre 2023.
© Christian Cavallo / Marine nationale / Défense

accueilli près de 500 jeunes le 8 novembre 2023, issus des collèges voisins mais aussi d'organismes membres de la CAJ tels que l'École de la 2e chance (E2C) de Marseille, la Garde et la Seyne-sur-Mer et l'Établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE) de Marseille.

La journée s'est articulée autour de trois moments forts. Les jeunes ont assisté à la cérémonie de levée des couleurs, chanté *La Marseillaise* et écouté les discours qui leur étaient adressés par les autorités civiles et militaires présentes.

Avant les épreuves sportives, ils ont assisté à une démonstration de saut en parachute du commando Hubert. Puis chaque jeune a formé un binôme avec un élève-matelot du PEM pour relever avec bravoure le défi du parcours d'obstacles de 3 km : grimpe en cordée, passage dans des tunnels étroits ou encore épreuve de ramper dans la boue étaient au programme. L'engagement des jeunes fut remarquable, forgeant dans la difficulté mais la bonne humeur des liens de solidarité et d'entraide.

L'après-midi a été dédié à la découverte des différentes unités des forces armées et de la gendarmerie nationale à travers des stands de présentation statique et dynamique. Impressionnés par les démonstrations d'équipements opérationnels, les jeunes ont saisi l'opportunité de poser des questions aux militaires pour enrichir leur compréhension du monde de la défense et découvrir les divers métiers qui le composent.

Les retours des jeunes à l'issue de cette journée sont tous excellents : « marquant », « enrichissant » et « inspirant », revenant le plus souvent pour qualifier leur ressenti après cette découverte des armées. De fait, les JSAJ représentent une occasion privilégiée, à travers le sport, valeur partagée entre les jeunes et les militaires, de faire connaître la défense et les armées, les militaires et leurs activités ainsi que les hommes et femmes qui les servent avec dévouement.

Dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 à Paris, les JSAJ ont été labélisées « grande cause nationale ». Le sport est une activité qui rassemble et qui porte de belles valeurs. Alors, « aux sports, armées-jeunesse ! ». Unis, nous serons plus forts !

Camille MORATA
Historien, professeur d'histoire-géographie

CITIUS, ALTIUS, MORTUUS.
LES PRATIQUES MÉMORIELLES ENTOURANT LES SPORTIFS TUÉS LORS DE LA GRANDE GUERRE

Citius, altius, fortius, **plus vite, plus haut, plus fort. La devise des Jeux olympiques, détournée ici dans le titre de l'article, illustre la fin prématurée de ces grands sportifs, *mortuus*, morts au service de leur patrie en guerre. L'historien Camille Morata nous éclaire sur les modalités particulières qui ont très tôt entouré leur souvenir.**

Ironie du sort ou joie du processus de réconciliation franco-allemand, la délégation olympique allemande a pris ses quartiers au stade Jean Bouin, lors des Jeux olympiques de Paris, pour en faire son lieu de réception et de festivités.

L'enceinte hôte porte le nom de Jean Bouin en référence au célèbre athlète, vice-champion olympique du 5 000 mètres aux Jeux olympiques de Stockholm en 1912, recordman de l'heure, qui fut tué lors des premières semaines de la Grande Guerre.

L'odonymie, la science qui étudie les noms de voies publiques et par là même les noms d'infrastructures sportives, est un des marqueurs des pratiques mémorielles entourant les figures sportives décédées lors de la Première Guerre mondiale.

Hannes Kolehmainen, coureur de fond finlandais, dépassant l'athlète français Jean Bouin, lors de l'épreuve des 5 000 mètres aux Jeux olympiques d'été. Suède, 1912.
© TopFoto / Roger-Viollet

Enceintes, compétitions, monuments aux morts constituent les vecteurs de cette mémoire.

La sphère sportive regroupe une variété de pratiquants beaucoup plus hétérogène qu'aujourd'hui, entre les grandes vedettes sportives qui voient la guerre comme une césure dans leur carrière ; les sportifs de dimension nationale et les sportifs de « quartier » mobilisés comme un soldat *lambda ; le sportsman*, amateur des valeurs sportives sans forcément s'y adonner ; le pratiquant dans une dimension conscriptive via les sociétés de gymnastique. Nous pouvons, en outre, ajouter à cette liste bien exhaustive, les soldats qui découvriront l'activité physique « dans les tranchées » et l'importeront dans leur région, accélérant le processus de démocratisation du sport car le sport, malgré l'idée reçue, ne « sort » pas des tranchées.

Jean Bouin, la mort aux trousses

Jean Bouin est, avec le boxeur et futur champion du monde des poids lourds, Georges Carpentier, la grande vedette sportive d'avant-guerre. L'athlète marseillais est mobilisé dans le 163e régiment d'infanterie. Il rejoint le front le 13 septembre 1914 pour être tué le 29 septembre, vraisemblablement à la suite d'une erreur de l'artillerie française.

Dès son décès, son souvenir va être entretenu à travers la diffusion dans *L'Auto*, le grand quotidien sportif, des dernières lettres du champion. Diffusé plus d'un mois après sa mort, son ultime message épistolaire insuffle une dose de patriotisme. Jean Bouin prévoit « que l'Empire germanique verra le drapeau français flotter à Berlin ». Il reprend la comparaison

Vue aérienne du stade Jean Bouin à Paris, juillet 2023.
© Emmanuel Dunand / AFP

Nous étudierons les pratiques mémorielles à travers le prisme de la première catégorie citée, à savoir les grandes vedettes, la face immergée de l'iceberg cachant une masse de pratiquants anonymisés. Dans un souci d'internationalisation de la question, nous opterons pour l'athlète français Jean Bouin, mais aussi le sprinter allemand Hanns Braun et le rugbyman néo-zélandais Dave Gallaher.

du « grand match » chère à Henri Desgrange, faisant de la guerre la transposition des joutes sportives : « dans le grand et terrible match actuel, nous avons une plus belle chance ».

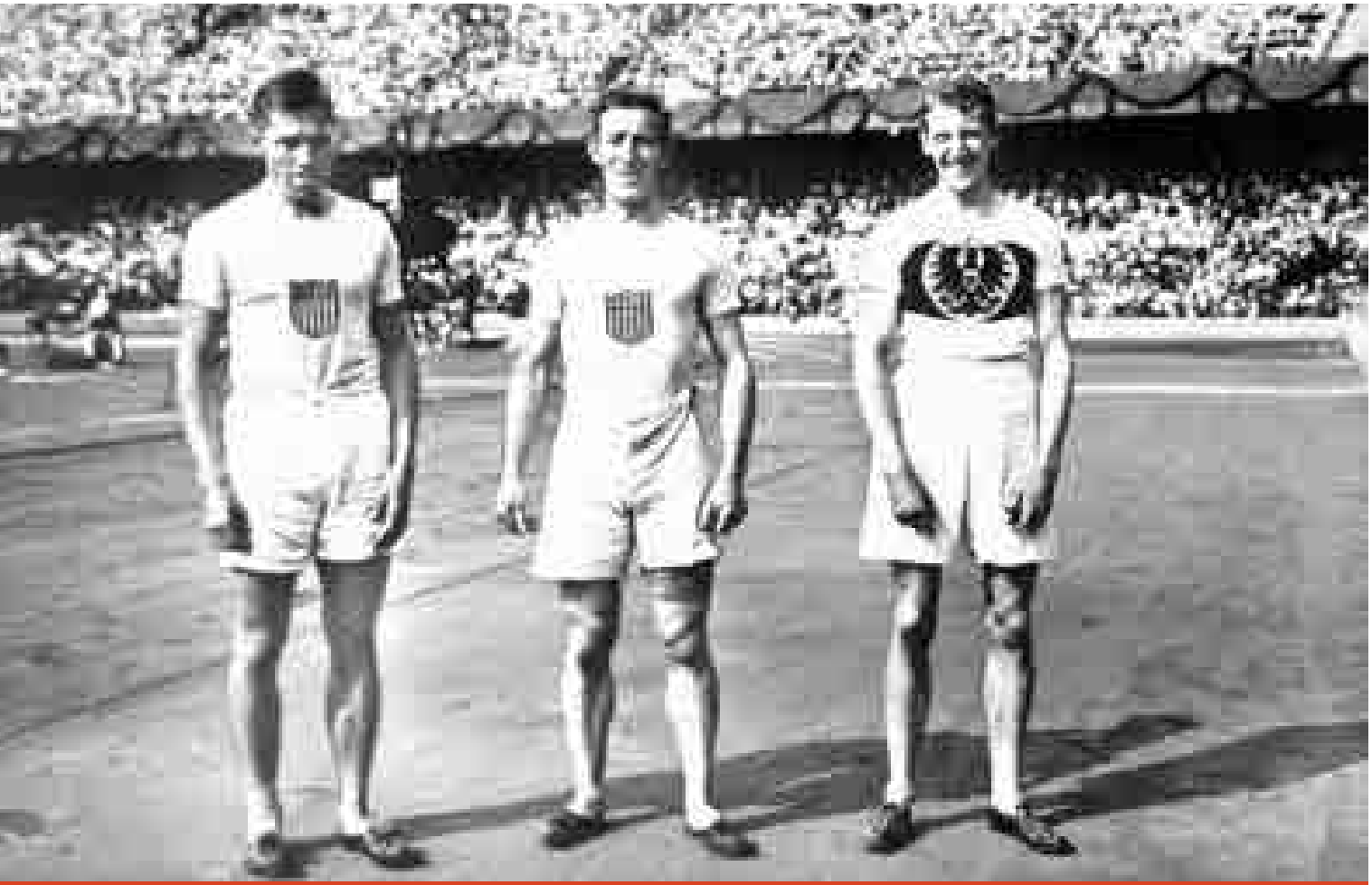
En outre, sa mort va être « maquillée ». Le vice-champion olympique était dépeint allégoriquement, en chevalier, le torse offert aux balles ennemies, criant dans un dernier souffle « Vive la France ! Vengez-moi ».

Le champion fut enterré sommairement par ses compagnons d'armes, dont son partenaire de club Paul Deydier, à proximité du château de Bouconville-sur-Madt, dans la Meuse, près de la ligne de front et aux côtés de quatre autres soldats.

L'Auto diffuse la photographie de la dernière demeure de l'athlète et met en vente, dans les semaines suivantes, une breloque à son effigie. Le prix de vente est modique, 1,40 franc, afin que ses admirateurs puissent avoir la relique « du saint champion ». Se construit alors la figure du sportif martyr, à mi-chemin entre la figure pieuse et le héros de la mythologie grecque.

Le souvenir de Jean Bouin va se diffuser à travers la pratique sportive, via la dénomination de compétitions sportives. Une des plus marquantes fut le « challenge Jean Bouin » qui opposa, de 1985 à 1996, les deux perdants des demi-finales du championnat de France de rugby pour la place de troisième. Il était organisé par le Club athlétique des sports généraux au stade Jean Bouin, au sein duquel le sportif fut licencié.

L'aura du champion traverse ensuite les frontières puisque se déroule, à Barcelone, chaque année, la célèbre course pédestre « Grand Prix Jean Bouin ». D'une distance d'environ 10 km, elle fut créée en 1920 à l'initiative d'un groupe de journalistes sportifs passionnés d'athlétisme, tels Josep Antoni Trabal, Lluís Meléndez et Rossend Calvet. Vouant une admiration au sportif marseillais, ils nommèrent cette course en son honneur. Depuis 1920, le « Grand Prix Jean Bouin » perdure, en faisant l'épreuve d'athlétisme sur route la plus ancienne d'Espagne. Son prestige réside dans le fait qu'elle fut remportée par de grands athlètes comme le Polonais Bronisław Malinowski, champion olympique du 3000 mètres steeple aux Jeux olympiques de Moscou de 1980.



Les médaillés du 400 mètres aux JO : Charles Reidpath (au centre) son compatriote Edward Lindberg (à gauche) et l'allemand Hanns Braun (à droite). États-Unis, 1912.
© Alamy

À l'occasion des dix ans de la disparition du champion, *L'Auto* instaure une minute de silence lors des événements sportifs se déroulant au même moment : championnat de cerceaux et de patinettes ; course de demi-fond au Parc des Princes ; sortie des marcheurs français ; réunion sportive de l'Union des Galeries Lafayette. La liste fut complétée par le match de rugby entre l'Olympique de Paris et Vierzon et entre Le Havre et le Club athlétique de la Société générale.

Le souvenir de Jean Bouin se matérialisa dans le marbre, via l'érection de stades baptisés en son nom : stade Jean Bouin dans la cité de naissance de l'athlète, tribune Jean Bouin dans le stade qui fait la renommée de la ville, l'Orange Vélodrome.

À Paris, le Stade Français, dont l'équipe de rugby dispute le Top 14, évolue au stade Jean Bouin, entièrement reconstruit en 2013. Ceci s'explique par le fait que le Stade Français Paris est issu de la fusion entre le Stade Français et le Club athlétique des sports généraux.

Le *Sporting Club* de l'Ouest d'Angers, jouant dans le championnat de France de football de deuxième division pour la saison 2023-2024, a évolué dans le stade Jean Bouin de 1968 à 2017. À cette date, les dirigeants ont choisi de rebaptiser le stade au nom du célèbre footballeur Raymond Kopa, décédé depuis peu et qui fit ses premières armes au club avant de porter les couleurs des plus grands clubs de l'époque, le stade de Reims et le Real de Madrid. Une tribune du stade porte toutefois encore le nom du champion marseillais.

À Nîmes, le stade Jean Bouin fut inauguré au lendemain de la Première Guerre mondiale et accueillit l'équipe du Nîmes Olympique, qui passa de nombreuses années dans l'élite du football français, jusqu'en 1989.

Jean Bouin, par son aura, son palmarès sportif et l'héroïsation de sa mort, symbolise les honneurs mémoriels rendus à de nombreux sportifs français tombés au combat. Honneurs facilités par la victoire, contrairement à ce qui s'est déroulé en Allemagne avec la figure d'Hanns Braun.

Hanns Braun, l'art de la guerre

Hanns Braun vérifia parfaitement l'adage latin *mens sana in corpore sano*, un esprit sain dans un corps sain. En effet, fils du peintre Louis Braun, il s'adonnait à la sculpture, tout en passant de la glaise à la cendre puisqu'il pratiquait l'athlétisme et brillamment. Il remporta trois médailles olympiques en 1908 et 1912, sur 400 mètres, 800 mètres et relais.

Max Danz, président de la Fédération allemande d'athlétisme avec le prix commémoratif Hans Braun, 1951.
© Ullstein bild / Getty Images

Il s'engagea en tant que pilote de l'air durant le conflit et mourut en octobre 1918 en raison d'une collision avec un autre avion. Sa dépouille se trouve dans le cimetière militaire allemand de Vladslo, en Belgique. Toutefois, un cénotaphe fut érigé dans le cimetière d'Alter Nordfriedhof, dans sa ville natale de Munich.

Un stade porte son nom dans la capitale bavaroise. L'actuel *Grünwalder Stadion*, où évolue l'équipe de football de Munich 1860, fut baptisé en 1941 au nom de l'athlète.

On retrouve également une *Hanns Braun Straße* à Neufahrn bei Freising, en Bavière, conformément au « localisme », qui veut que les terroirs d'origine des sportifs soient plus enclins à célébrer « l'enfant du pays ».

Dans le Parc olympique de Munich, on relève par ailleurs un pont nommé Hanns Braun. Dans un autre Parc olympique, à Berlin cette fois, on note la présence de la *Hanns Braun Straße*, ainsi que du *Hanns-Braun-Stadion*, baptisé ainsi à l'occasion des Jeux olympiques de 1936 dans la capitale allemande. Il est utilisé par les équipes de jeunes du Hertha Berlin, le club phare de la capitale.

On peut noter qu'en ce qui concerne l'athlète allemand, le processus de nomination se déroule sous le régime nazi. On peut l'appréhender comme la poursuite diluée dans le temps de la *Dolchstoßlegende*, la légende du « coup de poignard dans le dos », chère au NSDAP [*NDLR : pour* « Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei », *le Parti national-socialiste des travailleurs allemands ou parti nazi*], qui consistait à absoudre l'armée de ses erreurs et de ses responsabilités dans la défaite de 1918. Nous ne reviendrons pas sur la volonté du Troisième Reich de faire des Jeux olympiques de Berlin, en 1936, un outil de propagande du nazisme, notamment à travers l'œuvre *Les Dieux du stade* de Leni Riefenstahl. Cependant, nous pouvons voir un choix notable, à travers Hanns Braun, de commémorer un héros de la Première Guerre mondiale, tout autant qu'un sportif au palmarès considérable, à l'occasion de ces Jeux olympiques.

Dave Gallaher photographié en uniforme.
© Alamy

Depuis 1951, la Fédération allemande d'athlétisme décerne chaque année le *Hanns-Braun Memorial Award* pour récompenser les performances exceptionnelles et les mérites particuliers à des postes de direction dans le domaine de l'athlétisme.

Dave Gallaher, noir c'est noir

Dave Gallaher fut le capitaine de la tournée des *Originals*, la première équipe des *All Blacks* à se déplacer hors d'Océanie pour effectuer une tournée en Grande-Bretagne, puis en France et enfin en Amérique du Nord.

Au déclenchement de la Première Guerre mondiale, la conscription n'étant pas de mise dans le Commonwealth, il s'engage volontairement au sein de la division néo-zélandaise. Il combattit lors de la bataille de Messines, avant d'être mortellement touché par un éclat d'obus lors de la bataille de Passchendaele, le 4 octobre 1917.

Gallaher cumula les hommages en Nouvelle-Zélande, en étant le premier rugbyman du pays à avoir une statue à son effigie. Haute de 2,7 mètres, elle fut inaugurée en juillet 2011 devant l'Eden Park d'Auckland où les *All Blacks* ont remporté deux finales de la Coupe du monde.

Il fut honoré également sur sa terre natale irlandaise. En 1873, en effet, le capitaine des *All Blacks* naquit à Ramelton dans le comté de Donegal. Il émigra en Nouvelle-Zélande avec sa famille dans son enfance. D'une île à une autre, il ne fut pas oublié puisque, dans sa ville d'origine, on retrouve le *Dave Gallaher Park*, mémorial sur lequel fut incrustée la fougère, symbole de la Nouvelle-Zélande, entre deux poteaux de rugby, avec le message « Born in Ireland, Forged in New Zealand ». En outre, le club de rugby local, le Letterkenny Rugby Football Club évolue

Statue de Dave Gallaher à Eden Park, Auckland, Nouvelle-Zélande.
© Alamy

dans son centre névralgique du Dave Gallaher Memorial Park. L'enceinte fut baptisée en novembre 2005 pour le centenaire de la tournée des *Originals*. La cérémonie d'inauguration fut marquée par la présence de l'équipe de Nouvelle-Zélande.

L'organisation des rencontres de rugby entraîne deux saisonnalités : en juin, les nations de l'hémisphère nord se déplacent chez leurs voisines du sud et, en octobre-novembre, l'inverse se déroule. Quand la Nouvelle-Zélande affronte, à cette époque, la France, les deux nations se disputent le trophée Dave Gallaher. Surtout, les joueurs océaniens ne manquent pas de réaliser plusieurs rituels. Le premier consiste pour les *All Blacks* à assister au ravivage de la flamme du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe, ce qu'ils firent le mercredi 8 novembre 2017.

Ensuite, un petit comité, avec notamment le capitaine, se recueille sur la tombe de Dave Gallaher au Nine Elms military cemetery de Poperinge en Belgique. Ce fut le cas le 9 novembre 2017.

Keven Mealamu, le talonneur aux 132 sélections avec l'équipe nationale néo-zélandaise, explique que c'est une figure « que l'on découvre dès notre arrivée chez les *All Blacks*, un de nos pionniers ».

Les sportifs, à l'image d'autres corporations, ont pleinement participé à l'effort de guerre des sociétés belligérantes. Les balles et obus ne regardant pas les licences sportives, ils ont payé le prix du sang.

Au sortir de la guerre, les clubs et associations dénombrèrent leurs disparus et honorèrent leur mémoire, à travers différents canaux, trophées, compétitions sportives. Ce souvenir va être entretenu dans le marbre : de nombreux monuments aux morts sont érigés dans des enceintes sportives parfois prestigieuses, comme dans la plupart des stades du Top 14 de rugby. Ils sont le témoignage d'une pratique sportive bien attestée avant-guerre, de la constitution de ce que Jay Winter nomme les « cercles de deuil », ces réseaux de sociabilité dans lesquels on partage le deuil, mais ils attestent aussi des nombreuses pertes connues par le monde sportif.

Au lendemain de la guerre, le prix du sang payé par les sportifs est important. La reconnaissance se traduira par des subventions ou dons de terrains, nombre d'équipements sportifs ayant été détruits par les combats ou les réquisitions. La mort héroïque au champ d'honneur est alors, assez logiquement, glorifiée dans les discours prononcés lors des inaugurations de ces monuments.

Certaines modalités mémorielles sont toutefois plus iconoclastes, comme celle adoptée par le club de rugby de l'Union sportive perpignanaise, qui changea la couleur de ses maillots pour opter pour le bleu horizon, en référence à l'uniforme des soldats français durant la Grande Guerre. Le club catalan entendait par là-même rappeler le souvenir des sept membres de son équipe championne de France quelques semaines avant le début du conflit, dont celui de sa vedette Aimé Giral. Celui-ci a donné son nom au stade où évolue désormais l'Union sportive Arlequins Perpignan.

Stanislas FRENKIEL, Brahim MECHMACHE et Williams NUYTENS
Université Artois, ULR 7369, Unité de recherche pluridisciplinaire sport santé société (URePSSS), Liévin

MARCEL COMMUNEAU, UN CHAMPION-SOLDAT AU-DESSUS DE LA MÊLÉE (1885-1971)

Marcel Communeau fut l'un des pionniers de l'Ovalie. Si on lui doit le rugby moderne et le fier emblème de l'équipe de France, il se distingua aussi comme soldat dans l'aviation pendant la Première Guerre mondiale. Pour ses faits d'armes, il obtint la Croix de guerre en 1918, puis la Légion d'honneur en 1932.

Illustre rugbyman français, combattant et blessé lors de la Première Guerre mondiale, Marcel Communeau naît le 11 septembre 1885 à Beauvais, dans l'Oise. Son père - Georges Joseph, manufacturier - et sa mère - Marie-Lucile Degueux - y ont fondé leur famille. Destiné à suivre de longues études, le jeune Marcel âgé de douze ans est envoyé dans un pensionnat en région parisienne. Dans ses établissements scolaires successifs, Marcel découvre le sport et se consacre plus particulièrement au rugby. À l'issue de sa formation d'ingénieur, le Beauvaisien sort major de la prestigieuse École Centrale. Son goût pour le jeu et ses performances le conduisent parallèlement au Stade Français, à Paris, l'un des premiers clubs du territoire.

Un sportif reconnu

Nommé capitaine de l'équipe de rugby du Stade Français, il se constitue un solide palmarès : vice-champion de France en 1905, 1906 et 1907 et vainqueur du bouclier de Brennus en 1908.

Avec son mètre soixante-quinze, le rugbyman Communeau répond naturellement à l'appel de l'Équipe de France. En tant que capitaine des Bleus, il mène la formation tricolore vers son premier succès, en 1911, contre l'Écosse.

Son charisme et son influence en sélection nationale sont, à l'époque, sans équivalent. Troisième ligne, le numéro douze des Bleus porte la tunique française à vingt-et-une reprises et inscrit trois essais. Le Centralien est même le premier international français à atteindre les dix puis les vingt sélections avec la tenue floquée du coq. La présence récurrente de cet emblème sur le maillot du XV de France serait d'ailleurs due à la seule volonté de notre héros, après la première victoire de l'Équipe de France. Le magazine sportif illustré *La Vie au grand air* du 2 janvier 1911 témoigne en effet de cette revendication de Marcel Communeau: *« Je me fais ici l'interprète de nombreux sportsmen qui en ont fait la remarque en demandant que l'on remplace sur notre maillot les deux anneaux enlacés par cet emblème bien plus français et que nous croyons digne de porter pour faire aussi lever le jour glorieux de l'athlétisme : le coq gaulois »*. Quelques semaines plus tard, sa demande est acceptée par la conservatrice Union des sociétés françaises de sports athlétiques.

Un combattant valeureux

Au moment où la situation politique se tend en Europe, le rugbyman s'épanouit à Paris. Cela ne l'empêche pas de s'engager dans l'armée française le 2 août 1914, la veille de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Nommé lieutenant au 11e régiment d'artillerie, il est détaché dans l'escadrille C4 en tant qu'observateur dans l'aviation. Il y partage son sens du commandement et ses facultés tactiques. Au péril de sa vie, l'officier au matricule 1531 s'investit pleinement dans l'accomplissement des tâches confiées et un accident d'avion manque de lui ôter la vie à proximité d'Arras.

Dans le village de Berles-Monchel, un panneau récemment aménagé par la municipalité, non loin d'éphémères terrains d'aviation, rappelle cette mobilisation durant la Grande Guerre. On y lit notamment ceci : *« le lieutenant Marcel Communeau, observateur de l'escadrille C4, a été contusionné à l'occasion d'une chute au décollage à la suite d'une panne de moteur à Berles-Monchel. Il a quitté l'escadrille après cet accident. (Source : JMO de l'aéronautique de la Xe*

Équipe de France de rugby en 1911. Le capitaine Marcel Communeau est au centre de l'image (2e rang, 4e en partant de la gauche).
© Tallandier / Bridgeman Images

armée, cote 2 A 87/13). L'événement est brièvement relaté dans les mémoires du maire de Berles de l'époque, propriétaire du château auprès duquel se trouvait le terrain ».

Ses blessures nécessitent alors une hospitalisation, entre le 10 juillet et le 26 juillet 1915. À la suite de cet accident, Marcel Communeau quitte l'aviation et rejoint l'état-major de l'artillerie du 3e corps d'armée.

L'ancien stadiste obtiendra la Croix de Guerre en 1918 grâce à son courage et son abnégation, quatorze ans avant l'obtention de la Légion d'honneur.

Âgé de 33 ans au sortir de la guerre, le héros sait que sa carrière sportive est derrière lui. Un mois après l'armistice, Marcel Communeau se marie avec Anne Rocherolles. Loin des terrains, le jeune époux se consacre pleinement à la direction de la grande manufacture familiale de textile, située à Beauvais, entre 1921 et 1930. Il n'écartera cependant pas totalement le rugby de sa vie. Il fait ainsi partie, durant l'entre-deux-guerres, de la commission des « sages » qui s'évertue à ménager les susceptibilités entre les fédérations française et britannique de rugby, en proie à de fortes tensions au cours de l'année 1931. Il participe par ailleurs à la rédaction, durant la même période, d'un guide d'initiation à la pratique du rugby : *l'Art et la pratique du Football Rugby, illustré par la photographie*.

Une mémoire entretenue

Dans sa ville natale, la mémoire de Marcel Communeau perdure. Un complexe sportif y porte son nom et le Beauvais Rugby Club organise chaque année, depuis 1976, le « tournoi Marcel Communeau » en hommage au champion-soldat. En 2015, son nom vient même s'ajouter à la courte liste de ceux qui figurent sur le « Temple de la renommée » érigé par l'actuelle instance rugbystique mondiale, appelée *World Rugby*.

Marcel Communeau, comme d'autres soldats à l'existence marquée par le sport, laisse ainsi sa trace sur nos territoires. Bien sûr, pour la plupart de nos contemporains et une majorité de sportifs d'aujourd'hui, le passé est passé. Les noms des lieux de pratiques, voire de telle ou telle compétition, finissent dès lors par ne dire que ce à quoi ils se rapportent : ils se confondent avec ce qu'ils désignent et ces noms perdent lentement leurs attributs relatifs à la guerre, au dévouement, au courage. Seul un public attentif, curieux ou averti, peut convoquer davantage que cela et renouveler ainsi la mémoire d'un homme qui se confond avec celle de l'histoire. ■

Général de division Anne-Cécile ORTEMANN
Présidente de la Fédération des clubs de la défense

LA FÉDÉRATION DES CLUBS DE LA DÉFENSE

Depuis plus de 65 ans, la Fédération des clubs de la défense (FCD) est reconnue pour ses actions au service du sport et de la culture. Aujourd'hui, près de 145 000 adhérents partagent leur passion, à travers près de 270 activités et au sein de 430 clubs, en France comme à l'étranger.

Acteur incontournable de la mise en œuvre des politiques sportive, culturelle, sociale et Armée-Nation du ministère des Armées, la FCD et ses clubs s'appuient sur un partenariat fort et ancien. Elle a pour raison d'être de favoriser l'épanouissement individuel et la cohésion, au sein de la communauté de défense, par la pratique d'activités concourant au développement de qualités physiques et humaines.

La FCD est membre du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). En tant que fédération multisport, elle contribue à promouvoir le sport pour tous, du loisir à la compétition. Elle dispose de l'agrément du ministère des Sports, avec lequel elle participe à la mise en œuvre des différentes politiques publiques (parité, inclusion, handicap, santé par le sport).

UNE FÉDÉRATION OUVERTE SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

La FCD s'ouvre sur la société civile, dans un esprit de développement du lien Armée-Nation, avec l'objectif de faire partager ses valeurs.

La Fédération a ainsi fait le choix d'accueillir aussi des adhérents civils extérieurs à la Défense (34% en 2024).

Forte de 430 clubs (loi 1901) installés dans les emprises militaires, la FCD propose, à des coûts avantageux, des activités accessibles au plus grand nombre. Véritable lieu de cohésion, chaque club concentre une large offre d'activités sportives, culturelles, artistiques et de loisirs. La FCD propose ainsi 160 disciplines sportives, près de 90 activités culturelles et 20 activités dites spécifiques.

Le développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre est un objectif majeur de la politique sportive de la FCD. Chacun de ses clubs met en œuvre ses compétences et son expérience afin d'accueillir, dans les meilleures conditions de pratique, tous ceux désirant vivre leurs passions sportives avec le goût de la performance, comme le besoin de détente.

La FCD organise chaque année, avec ses ligues régionales, les phases finales de championnats, challenges et rassemblements : plus de 40 manifestations sportives nationales.

UNE ORIGINE ANCIENNE

Les premiers clubs naissent avant la Seconde Guerre mondiale, au sein de la communauté du personnel civil de la défense, plus particulièrement dans le milieu des ateliers et des arsenaux où existe déjà une forte tradition associative. Les militaires, eux, ne bénéficient pas encore à cette époque du droit de libre association. Dès l'origine, les activités culturelles occupent une place significative aux côtés du sport, notamment avec des sections photo, peinture et théâtre.

Ces pratiques culturelles se développent progressivement au fil des années, au point de représenter aujourd'hui près de 100 activités, auxquelles s'adonnent 20 000 adhérents. Les clubs accueillent de nombreuses pratiques dans le domaine de l'art (peinture, sculpture, théâtre, littérature, photographie, musique…), mais aussi de l'artisanat (peinture sur soie, tapisserie, vitrail, gravure, encadrement, dentelle, reliure, mosaïque…). D'autres ont ouvert des activités plus insolites (œnologie, musée, mycologie, paléontologie, vannerie, apiculture, voyages…).

Raid de la voie sacrée Verdun-Paris. Commémoration du centenaire de la fin de la Grande Guerre.
© Didier Lefèvre

La volonté de sortir des ateliers et autres lieux de préparation ou de répétition pour se confronter au public s'exprime assez tôt. C'est ainsi que naissent, à partir de 1961, les premiers salons nationaux artistiques de l'armée (peinture, photographie, sculpture, métiers d'art), le challenge national de théâtre et le concours littéraire.

Une vocation sociale et citoyenne

Consciente de son rôle éducatif irremplaçable, la FCD s'engage très tôt dans une politique d'intégration sociale et de lutte contre toutes les formes de handicaps et de difficultés sociales.

L'accueil, au sein des clubs, des personnes en situation de handicap et des militaires blessés est un engagement majeur des dirigeants et des adhérents de la Fédération. 137 clubs proposent aujourd'hui des activités pour près de 1300 personnes en situation de handicap, dont 21% de moins de 18 ans. De nombreuses initiatives sont mises en place pour développer des activités sportives, culturelles, artistiques et de loisirs adaptées au handicap.

Cet accueil permet d'offrir aux militaires blessés et aux personnes en situation de handicap une chance d'insertion ou de réinsertion sociale, notamment par la pratique d'une activité sportive.

L'existence et le rayonnement du Cercle sportif de l'Institution nationale des invalides (CSINI) et de l'association « Au-delà de nos handicaps » (ADH) sont emblématiques de cette volonté d'ouverture, de solidarité et de progrès dans notre Fédération.

La FCD entend également participer à l'intégration sociale des jeunes, notamment ceux en difficulté. Elle soutient à ce titre activement les programmes « Cadets de la Défense », « Escadrilles Air Jeunesse » « Aux sports jeunes citoyens ! ».

Ce soutien s'appuie sur un réseau de partenaires actifs, militaires et civils, présents sur tout le territoire national (hexagone et outre-mer).

Face aux évolutions permanentes de la société, la FCD s'efforce aujourd'hui de conserver son identité et son caractère affinitaire. Fédération agréée par le ministère des Sports et membre du CNOSF, reconnue d'utilité publique et d'intérêt général, elle est indéfectiblement liée au ministère des Armées et à la communauté militaire. Elle continue de développer ses activités au profit du plus grand nombre, « du loisir à la compétition ».

BIBLIOGRAPHIE

1. LE SPORT ET LES ARMÉES À LA BELLE ÉPOQUE

ARNAUD Pierre, *Le militaire, l'écolier, le gymnaste. Naissance de l'éducation physique en France (1869-1889)*, Lyon, PUL, 1991.

BONIFACE Xavier, *L'« arche sainte » et ses limites : l'armée, la société et la République*, sous la direction de Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka, *Histoire militaire de la France. tome 2*, De 1870 à nos jours. Perrin, 2018, p. 133 à 151.

DELAPLACE Jean-Michel, *Georges Hébert, sculpteur de corps*, Paris, Vuibert, 2005.

DESMONS Eric, « La République belliqueuse. La guerre et la constitution politique de la IIIe République », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 2002/1, n°15.

DIETSCHY Paul, *Le sport et la Grande Guerre*, Paris, Chistera, 2018.

EHRENBERG Alain, *Le Corps militaire. Politique et pédagogie en démocratie*, Paris, Aubier, 1983.

PABION Lionel, *Le sport embrigadé ? Les sociétés de préparation militaire en France : des loisirs militarisés (années 1880 - années 1930)*, thèse de doctorat d'Histoire, Université Lumière Lyon II, 2021.

2. LE SPORT INSTRUMENTALISÉ

ARNAUD Pierre, *Éducation et politiques sportives XIXe-XXe siècles,* Paris, CTHS, 1995, p. 28.

ARNAUD Pierre et RIORDAN James, *Sport et relations internationales 1900-1941,* Paris, L'Harmattan, 1998, p. 190.

BILLOUIN Alain et CHARPENTIER Henri, *Périls sur les Jeux olympiques. Trop vite, trop haut, trop fort ?,* Paris, Le Cherche Midi, 2004, p. 31.

BORODINA L., KOROBKOV G. et SOBOLEV P., *Les sports en URSS,* Moscou, Ed. en Langues étrangères, 1958, p. 4 et 5.

COCHET François, *Les soldats de la « Drôle de guerre »,* Paris, Hachette, « La vie quotidienne », 2004.

DUFRAISSE Sylvain, *Une histoire sportive de la Guerre froide,* Paris, Nouveau Monde, 2023.

GALAND Benjamin, *Le sport dans les régimes totalitaires européens au XXe siècle - L'exemple du IIIe Reich,* Paris, L'Harmattan, 2016.

GRUNDY Pamela, *American Sports. From the Age of Folk Games to the Age of the Internet,* London, Routledge, 2018.

PIVATO Stefano, *Les enjeux du sport. XXe siècle,* Paris, Casterman-Giunti, 1994, p. 95.

POPE Stephen, *Patriotic Games: Sporting Traditions in the American Imagination, 1876-1926,* Oxford, Oxford University Press, 1997.

RIDER Toby C. et Kevin B. WITHERSPOON, *Defending the American Way of Life : Sport, Culture, and the Cold War, Fayetteville,* University of Arkansas Press, 2018.

ROFE J. Simon, *Sport and Diplomacy. Games within Games,* Manchester, Manchester University Press, 2018.

SCHIAVON Max, *1940 : les raisons d'un échec, Caraktère,* Presse et Éditions, 2023.

3. SOLDATS ET SPORTIFS

BRUNAMONTINI G., *Esercito e sport, ed. Laterza*, Bari 1989.

LAZZARINI PL. et LORIGA G. M., *L'Esercito ai Giochi olimpici, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico*, Roma 2013.

Lo sport alla Grande Guerra. Actes de la conférence Florence, Istituto Geografico Militare, 9-10 mai 2014, **A. TEJA, V. ILARI, G. ALEGI, E. BELLONI, F. FABRIZIO, S. GIUNTINI et D. TAMBLÉ**, Quaderni della SISS s.s. aprile 2015, Nuova Immagine, Siena 2015.

PENNONE V., Silvano Abba, atleta e capitano : da Berlino a Isbuschenskji, *in Sport e seconda guerra mondiale. Dal totalitarismo nazifascita alla Resistenza*, édité par M. Impiglia, F. Orsini, M.M. Palandri, Quaderni della SISS n.5, Roma 2015.

TEJA A. et GIUNTINI S., *L'addestramento ginnico-militare nell'Esercito italiano (1946-1990)*, Stato Maggiore dell'Esercito Ufficio Storico, Roma 2007.

4. CULTIVER LE LIEN ARMÉE-NATION PAR LE SPORT

DIETSCHY Paul, *Le Sport et la Grande Guerre*, Paris, Chistera, 2018.

MACCARIO Bernard, *Jean Bouin. Héros du sport, Héros de la Grande Guerre*, Paris, Chistera, 2018, 240 p.

MCCRERY Nigel, Into Touch. *Rugby internationals killed in the Great War*, Barnsley, Pen & Sword Books Ltd, 2014, 260 p.

MCCRERY Nigel, *The Extinguished Flame. Olympians Killed in The Great War*, Barnsley, Pen & Sword Books Ltd, 2016, 224 p.

MERCKEL Michel, *14-18, le sport sort des tranchées, un héritage inattendu de la Grande Guerre*, Toulouse, Le Pas d'oiseau, 2017.

4e de couverture : Portrait de Maryse Bastié, aviatrice française, réalisé au pochoir et à la bombe aérosol par la street artist Kristx (cadrage), Paris 13.
© Kristx